

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX OU LA TRANSFORMATION
DOMESTIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
YAN RAYMOND-LALANDE

JUIN 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Tout au long de mon parcours académique, mais également de cette étape importante de ma vie, plusieurs personnes m'ont inspiré et m'ont donné le goût de poursuivre mes objectifs et mes rêves. Compléter ma maîtrise aura pris au total quatre années. Ce fut quatre ans des plus formidables. J'ai eu la chance d'effectuer une session à l' Université pontificale catholique de Rio de Janeiro, au Brésil et de vivre dans une famille brésilienne pour mieux comprendre la culture, la société, la politique et la langue de ce magnifique pays. Ce fut assurément parmi les sept plus beaux mois de ma vie. J'ai également démarré ma propre entreprise dans le domaine de la santé ici au Canada, qui aide annuellement un bassin de plus de 3 millions de patients et qui a créé de l'emploi à temps plein pour 6 personnes sensationnelles, et j'en suis très fier.

Bien entendu, je n'aurais pas pu réussir tout cela sans l'appui inconditionnel de mes proches, particulièrement ma femme, Françoise, qui a fait preuve d'une patience et d'un soutien sans borne. Mes parents, Josée et Michel, ainsi que ma sœur, Marie-Ève qui m'ont appris à ne jamais lâcher, malgré le travail colossal et les obstacles sporadiques. Je remercie également mes amis et mes collègues qui m'ont épaulé dans tout ce processus, principalement Rémi qui est, à d'innombrables reprises, resté au bureau tard le soir avec moi pour m'encourager à continuer chaque jour et ne point abandonner. Il a eu un grand rôle à jouer dans ma motivation et ma détermination.

Je ne peux passer sous silence l'impact de mon directeur de thèse, M. Julián Durazo Herrmann. Il a été un de mes premiers professeurs à l'UQAM, lors de ma

toute première session au baccalauréat dans le cours de Fondements de l'analyse politique à l'automne 2007, lui aussi à l'époque, nouveau dans le paysage uqamien. Sept années plus tard, nos parcours ont grandement évolué. Il a été une grande source d'inspiration grâce à sa rigueur intellectuelle, sa curiosité et surtout pour son goût insatiable pour la connaissance et le savoir. Cela arrive rarement dans une vie de rencontrer et de pouvoir échanger avec une personne qui nous pousse autant à nous dépasser, simplement en voulant suivre son exemple. M. Julián Durazo Herrmann m'a toujours encouragé dans mes démarches et m'a fait bénéficier de sa grande expertise tout au long de ce cheminement.

Je voudrais remercier mon professeur de portugais Aparecida De Almeida pour avoir cru en mes capacités et avoir tout fait pour m'aider dans l'apprentissage de cette nouvelle langue que j'adore. Également, les gens qui ont révisé ce mémoire, soit Stéphanie et Anaïs, un grand merci pour leur vigilance.

Finalement, je suis reconnaissant au Département de science politique de l'UQAM pour avoir accepté mes nombreuses demandes de prolongation et pour m'avoir donné la chance de faire cet échange dans le cadre de ma maîtrise. Je suis gré à l'Instituto de Relações Internacionais du PUC-RIO de m'avoir si bien accueilli.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii	
LISTE DES TABLEAUX.....	vi	
RÉSUMÉ.....	vii	
INTRODUCTION.....	1	
0.1 Hypothèse de recherche.....	3	
0.1.1 Méthodologie.....	4	
CHAPITRE I		
CONCEPTS DE POLITIQUES EXTERNES ET POLITIQUES INTERNES ET LEURS ÉLÉMENTS RESPECTIFS.....		8
1.2 Influence entre politique internationale et politique domestique?.....	8	
1.2.2 L'apport de Waltz.....	8	
1.2.3 La réponse de Gourevitch.....	10	
1.2.4 L'influence de Gerschenkron et Evans.....	14	
1.2.5 Le complément de Putnam.....	19	
1.3 Les grands évènements sportifs internationaux.....	23	
1.2.1 Sport ou politique?.....	24	
1.2.2 Les Jeux Pan américains de 2007.....	33	
1.3 Le cas de Mexico, Los Angeles et Séoul.....	36	
1.3.1 Le tournant de Los Angeles.....	39	
1.3.2 La continuité de Séoul.....	41	
CHAPITRE II		
LES ORIGINES HISTORIQUES DES INTÉRACTIONS ENTRE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE BRÉSILIENNE.....		45
2.4 De l'époque coloniale au Baron Rio Branco.....	45	
2.4.1 La naissance d'un empire.....	45	
2.4.2 L'indépendance brésilienne.....	46	
2.4.3 Les premières politiques externes.....	48	
2.4.4 L'instauration de la République.....	50	

2.5	De Vargas à Cardoso	53
2.5.1	La Coupe du monde de 1950.....	53
2.5.2	La politique externe et le développement.....	57
2.5.3	La vision de FHC	59
2.5.4	L'impact d'Itamaraty.....	61
CHAPITRE III		
LES ANNÉES LULA – BILAN ET COMPARAISON.....		66
3.6	La politique étrangère du Brésil entre 2003 et 2010.....	66
3.6.1	Le renouveau d'une politique étrangère	67
3.6.2	Le pari des grands événements sportifs.....	71
3.7	La politique intérieure brésilienne	74
3.7.1	Le bilan des deux premiers mandats du PT.....	76
3.7.2	Les lacunes internes.....	78
3.8	Un modèle de développement viable?.....	84
3.8.1	Le modèle actuel des grands événements sportifs.....	84
3.8.2	Les impacts sur une ville comme Rio de Janeiro	87
CONCLUSION.....		94
ANNEXE A		
SYNTHÈSE DE LA LITTÉRATURE EN RI		97
ANNEXE B		
SYNTHÈSE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE BRÉSILIENNE SOUS LULA.....		98
ANNEXE C		
LES GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX ET LE BRICA.....		99
BIBLIOGRAPHIE.....		100

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
Tableau 4.1 Synthèse de la littérature en RI	97
Tableau 4.2 Synthèse de la politique extérieure brésilienne sous Lula.....	98
Tableau 4.3 Les grands évènements sportifs internationaux et le BRICA.....	99

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est d'analyser l'utilisation des grands événements sportifs internationaux, Coupe du monde de soccer 2014 et Jeux olympiques 2016, par le gouvernement Lula (2003-2010) et la possibilité que ces éléments de politiques externes ont de transformer de façon permanente la société brésilienne. Avec des problèmes internes récurrents, tels que la violence, la pauvreté et le chômage, le Brésil sous le Parti des travailleurs de Lula souhaite afficher une croissance économique rassurante, augmenter sa place de leader au sein de l'Amérique latine, aspire à un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, en plus de vouloir une meilleure redistribution de la richesse, une diminution de la violence et une plus grande cohésion sociale.

Historiquement le Brésil a utilisé à répétition sa politique externe pour accélérer ses dossiers de politique interne. Les fondements mêmes de son indépendance découlent de cette interaction entre la politique extérieure et intérieure brésilienne. La tenue de la Coupe du Monde en 1950 à Rio de Janeiro a su démontrer les impacts potentiels d'un tel événement sur la société brésilienne. Les réussites des cas mexicain, américain et sud coréen ont tout pour encourager le Brésil dans cette grande aventure.

Notre recherche permet de conclure que bien que ce modèle de développement basé sur les grands événements sportifs internationaux, soit coûteux et à bien des égards imparfaits, semble néanmoins respecter les objectifs et aspirations du gouvernement Lula. Nous constatons, grâce à cette recherche, que le Brésil est sur toutes les lèvres au niveau international, sa place de tête au sein du groupe des pays de l'Amérique latine n'est plus contesté, la croissance du PIB a été constante, les exportations et ententes commerciales ont explosé, le chômage a diminué, la violence et la pauvreté également et Lula a quitté le pouvoir avec une cote de popularité enviable par n'importe quel politicien.

Au moment d'écrire ce mémoire, seule la Coupe du Monde de Soccer en 2014 a eu lieu, il est encore trop tôt pour en analyser les répercussions. À plus long terme, il sera intéressant de voir les réels impacts pour le Brésil suite à ces grands événements sportifs internationaux, afin de différencier les effets éphémères des transformations profondes.

Mots-clés : Politique interne – politique externe – sport – modèle de développement – Brésil – Jeux Olympiques – Coupe du monde de soccer – CIO – FIFA – société brésilienne – pauvreté – violence – chômage – Lula – Rio de Janeiro – Seconde image renversée – rythme de croissance – volontarisme étatique – ilot d'efficacité – Itamaraty – grands événements sportifs internationaux – diplomatie brésilienne – développement national – Jeux Pan américains de 2007 – urbanisation – transport – favelas – investissements étrangers – programmes sociaux.

INTRODUCTION

Le Brésil est sur toutes les lèvres depuis quelques années, que ce soit pour son industrie touristique, ses opportunités d'affaires, son leadership régional et des pays du sud ou les grands événements internationaux qui s'y déroulent, il n'y a pas à dire, ce pays ne manque pas d'attention. Un des principaux facteurs de l'effervescence immédiate autour du Brésil est la présidence de Lula de 2002 à 2010. Plusieurs études et analyses de cette période par nombre de brésilianistes, tentent de déterminer les apports et les legs de Lula. Quel fut son bilan social ? Comment s'est traduite sa politique extérieure ? Est-ce que l'essence révolutionnaire du PT a eu des répercussions sur les politiques adoptées ? Ce sont là tant de questions qui vaudraient à elles seules des sujets de mémoires. Faute d'espace, de temps, mais surtout pour des questions d'intérêts nous avons choisi de nous concentrer sur la politique extérieure du gouvernement de Lula sous ses deux mandats, soit entre 2003 et 2010.

L'objectif initial derrière cette recherche est d'établir s'il existait un lien entre les actions externes des États et leurs politiques internes. En d'autres mots, est-ce que les décisions de politiques étrangères ont des répercussions sur le quotidien des citoyens ? Il nous faut d'abord établir un cadre d'analyse et également définir les éléments à considérer et ceux à rejeter. Nous présenterons donc, au fil de ces pages, une partie des réponses à ces questions. Plusieurs restent encore sans réponse, d'autres nous demandent plus de temps de réflexion et quelques-unes ont engendré de nouveaux questionnements.

Amaury de Souza disait en 2002 :

Com a globalização, as fronteiras entre a política externa e interna tendem a se diluir, vinculando mais diretamente as decisões internacionais à agenda nacional ¹ (Souza, 2002, p. 102).

C'est en fait le cœur de la théorie du réalisme politique soutenue par Hans Morgenthau qui est en jeu dans cette affirmation. Sans cette autonomie entre la politique étrangère et la politique interne, sans cette séparation et cette différence de nature entre l'ordre international et l'ordre interne, la poursuite de puissance ne s'effectue non plus selon un rapport aux données de la vie internationale, mais davantage en fonction de la volonté des acteurs à l'interne.

Ce ne fut pas toujours le cas, lorsque les États devaient sans cesse définir et protéger leurs frontières nationales, la politique interne était plus souvent un prolongement de la politique externe, que l'inverse, notamment dans le thème de la guerre, thème largement analysé par Waltz. Dans *Man, the State and War* (1959), la volonté première de Waltz est de comprendre les causes et les façons d'éviter la guerre. Il identifie trois causes possibles et celles-ci correspondent chacune à, selon les termes de Waltz, une « image ». Les trois images qu'il identifie sont 1- la nature humaine, 2- la structure politique des États et 3- la structure du système international. Pour des fins de cette analyse, nous nous concentrons uniquement sur la seconde image, soit la structure politique des États, pour ensuite faire le pont avec la seconde image renversée de Peter Gourevitch, qui analyse les aléas du système international sur la structure politique des États.

Ce point de départ ontologique et les différents débats qui ont surgi après sa parution nous ont permis de repenser la relation entre politique externe et politique interne et en arriver à nos diverses conclusions quant au cas brésilien. On comprendra que l'intérêt de cette

¹ Avec la mondialisation, les frontières entre la politique externe et la politique interne ont tendance à se diluer, associant plus directement les décisions internationales à l'agenda national. (La traduction est la nôtre)

recherche porte sur l'influence respective de la politique intérieure versus celle extérieure, mais également sur une meilleure compréhension des agissements du Brésil sur la scène internationale sous l'égide de Lula entre 2003 à 2010. En clair, est-ce que le gouvernement brésilien de Lula a utilisé des éléments précis de politique internationale, afin d'accélérer certains dossiers à l'interne?

0.1 Hypothèse de recherche

Nous formulons notre hypothèse de la façon suivante : le gouvernement brésilien sous Lula a fait de l'obtention et de la préparation des Jeux olympiques (JO) et de la Coupe du monde de soccer (ces deux évènements ayant lieu au Brésil en 2014 et 2016 respectivement et c'est sous le second mandat de Lula qu'ils ont été obtenus) des éléments clés de sa politique extérieure. Le but était d'initier une transformation profonde de la société brésilienne afin de mettre en œuvre ou encore faire avancer les dossiers de politique interne, considérés prioritaires aux yeux de ce gouvernement brésilien.

Le gouvernement de Lula connaissait très bien les problèmes internes du Brésil, la pauvreté, la violence, le chômage, ce sont là plusieurs éléments qui ralentissent la croissance brésilienne. La population et les élus ne désirent pas montrer ces côtés sombres du pays. Serait-ce possible qu'en obtenant des évènements avec autant de visibilité internationale, l'adoption de mesures enrayant ou du moins amoindrissant ces éléments des structures sociales brésiliennes soit de façon certaine facilitée, notamment pour un gouvernement se réclamant de la gauche? Il nous faut, de prime abord, analyser ce qu'il fut dit au sujet des liens de corrélation, de l'influence et/ou des interactions, entre la politique extérieure et la politique intérieure d'un État. Cette analyse s'articulera autour de la théorie de la *Second Image Reversed*, de Peter Gourevitch (1978).

Ensuite, nous nous pencherons sur les Jeux olympiques en tant qu'élément de politique externe. En ce sens, qu'il nous faille déterminer si cet événement international est, d'une part, politique en soi, et d'autre part, si cela peut être considéré comme un dossier de politique extérieure. Pour ce faire, il sera question du cas mexicain, ayant été le pays hôte des JO de 1968 et des Coupes du monde de 1970 et 1986, qui présente des points de similarités avec le cas brésilien. Une troisième partie sera liée aux actions de Lula. Finalement, nous souhaiterions faire un rapprochement entre le concept de Jeux olympiques et la vision des relations internationales de Lula.

Dans la prochaine section, il sera question de l'influence entre la politique internationale et la politique domestique à l'aide d'une revue de la littérature et d'une analyse de cette dernière. Celle-ci nous permettra d'en arriver à l'analyse des grands événements sportifs internationaux pour finalement conclure sur la comparaison des politiques intérieures et extérieures sous Lula et leur influence mutuelle.

0.1.1 Méthodologie

La méthodologie appliquée à cette recherche est conforme aux normes du cadre théorique du réalisme néo-classique. Nous utiliserons les différentes théories qui traitent des méthodes de développement étatique (i.e *Second Image*, *Second Image Reversed*, *Economic Backwardness*, *Two-level Games*, etc.) et qui visent à expliquer les aléas des interactions entre politique intérieure et politique extérieure d'un même État. Nous nous concentrerons surtout sur les conséquences et les retombées des grands événements sportifs internationaux (i.e les Jeux olympiques et la Coupe du monde de soccer), pour ensuite les opérationnaliser au cas brésilien. Cet exercice nous permettra de mettre en lumière le rôle de Lula dans ce processus, les politiques internes spécialement adoptées pour ces événements et les répercussions sur la vie quotidienne des Brésiliens (éducation, emploi, inflation, transport, etc.).

Malgré les divers auteurs qui se consacrent à l'étude des méthodes de développement étatique, cette présente recherche sera principalement influencée par les écrits de Peter Gourevitch et Robert Putnam concernant l'interaction entre les politiques internes et externes d'un État. Nous nous en servons comme base afin d'effectuer de la création et de la validation d'hypothèses sur le cas brésilien. Nous ne cherchons pas ici à utiliser l'agenda international du Brésil et ses choix de politiques étrangères de façon à prédire les conséquences de tout État qui souhaiterait obtenir un grand événement sportif international, dans ce cas précis les Jeux olympiques. L'intention est de valider l'hypothèse selon laquelle Lula a fait de l'obtention et de la préparation des Jeux olympiques et de la Coupe du monde de soccer des éléments clés de sa politique extérieure, afin de mettre en œuvre ou encore faire avancer les dossiers de politique interne, considérés prioritaires aux yeux de ce gouvernement brésilien, dans l'optique d'initier une transformation profonde de la société brésilienne.

Nous allons utiliser la théorie du réalisme néoclassique, qui se veut avant tout comme une théorie de la politique étrangère pour essayer de comprendre comment un État peut utiliser les grands événements sportifs internationaux pour faire accélérer ses dossiers domestiques. Les concepts et les approches théoriques élaborés dans la première section seront appliqués au cas brésilien avec l'accent mis sur les politiques et actions adoptées à l'interne par le gouvernement Lula suivant l'obtention de la Coupe du Monde de 2014 et les Jeux olympiques de 2016.

Pour faire cette recherche empirique, en plus d'opter pour des articles scientifiques, nous utiliserons diverses études de cas, notamment le cas mexicain, qui lui aussi a obtenu les Jeux olympiques et la Coupe du monde de soccer à deux ans d'intervalle. Il sera également question d'exemples historiques d'utilisation de la politique étrangère à des fins internes. Nos connaissances acquises lors d'un séjour à Rio de Janeiro en 2011 aux fins d'études sur le terrain durant une demi-année nous seront bénéfiques pour avancer certaines hypothèses. De

plus, la connaissance et la maîtrise de la langue portugaise auront permis de collecter de l'information au Brésil et de rapporter divers ouvrages en portugais, qui seront utilisés pour valider notre démonstration.

Pour répondre à la question : est-ce que le gouvernement de Lula a utilisé des éléments précis de politique internationale, afin d'accélérer certains dossiers à l'interne?, nous diviserons ce mémoire selon une structure composée de trois chapitres et d'une conclusion. Le premier chapitre sera axé sur les écrits qui mettent en relation la politique interne et externe d'un État et son opérationnalisation pour le cas brésilien. Cette section élaborera les approches théoriques qui seront utilisées comme base de la recherche. L'analyse des retombées obtenues grâce à l'obtention des grands événements sportifs internationaux lors du second gouvernement Lula devient possible avec la contribution du premier chapitre en termes de problématisation des interactions entre dossiers domestiques et internationaux.

Le deuxième chapitre aura comme objectif de faire une révision historique de l'utilisation par les gouvernements brésiliens de la politique internationale et de son influence sur les politiques internes. Cette section analysera sommairement les prédécesseurs de Lula de la période coloniale à Fernando Henrique Cardoso (FHC), dans le but de démontrer que la politique étrangère a fréquemment été utilisée, parfois à titre compensatoire à une politique interne faible, d'autre fois comme élément de transformation complète de la société brésilienne, telle qu'effectuée par Lula.

Le troisième chapitre sera dévoué au gouvernement Lula et les répercussions au niveau des politiques internes de l'obtention succincte de la Coupe du monde de soccer en 2014 et des Jeux olympiques de 2016. Cette partie examinera les initiatives et les stratégies adoptées par le gouvernement Lula avec l'objectif de transformer de façon permanente la société brésilienne en utilisant les grands événements sportifs internationaux. Cette section sera axée

sur les politiques antérieures, ceux du premier mandat par exemple, afin d'analyser le lien de causalité entre l'utilisation des Jeux olympiques et la transformation profonde de la société.

En conclusion, nous ferons un retour sur l'ensemble des sections pour démontrer le lien clair entre celles-ci et leur importance dans cette recherche. Il sera également question de la contribution de ce mémoire pouvant bénéficier aux futures études portant sur le Brésil, ainsi que l'importance que peut prendre l'analyse des événements sportifs au sein du courant du réalisme néo-classique et des différentes théories qui traitent des méthodes de développement étatique.

Cette recherche empirique vise à développer le processus interne des changements produits par l'obtention des grands événements sportifs internationaux sur le plan domestique au cours du second gouvernement Lula. En d'autres mots, ce mémoire s'occupe d'analyser les transformations sur les politiques domestiques et les acteurs internes suivant la nomination du Brésil comme pays hôte des deux événements internationaux avec le plus d'envergure.

CHAPITRE I

CONCEPTS DE POLITIQUES EXTERNES ET POLITIQUES INTERNES ET LEURS ELEMENTS RESPECTIFS

1.2 Influence entre politique internationale et politique domestique?

1.2.2 L'apport de Waltz

Notre premier arrêt dans la revue de la littérature est sur ce que Kenneth Waltz nous enseigne sur les niveaux d'analyses des relations internationales. Il soutient que c'est la politique interne qui a des répercussions sur la politique externe. Bien que nous tentons d'établir l'inverse dans le cas brésilien, soit que la politique internationale aurait influencé la politique domestique, il est intéressant d'analyser la thèse de Waltz pour comprendre comment il construit sa réflexion. Quels arguments les auteurs qui considèrent que les politiques internes influencent les politiques externes utilisent-ils pour démontrer leur point?

D'entrée de jeu, Waltz choisit une citation de Charles Beard, qui écrit: « However conceived in an image of the world, foreign policy is a phase of domestic policy, an inescapable phase » (Waltz, 2001, p. 80). La politique domestique est donc à la base de la politique étrangère, qui est en quelque sorte son prolongement, ce qui laisse supposer l'influence directe des dossiers domestiques sur les dossiers internationaux d'un État. C'est l'idée même véhiculée par Waltz dans son chapitre sur la seconde image. Pour illustrer son propos, il donne l'exemple des Romains, qui considéraient qu'il n'y avait pas meilleur antidote à la guerre civile, que d'opposer un ennemi à l'ensemble des citoyens. Son analyse vise principalement à démontrer comment les « défauts internes » des États expliquent leurs

agissements à l'externe (Waltz, 2001, p. 82). Un État axera sa politique externe de façon à camoufler voir banaliser ses lacunes internes. C'est l'État qui doit se réformer à l'interne pour changer ces agissements à l'externe (Waltz, 2001, p. 84). Est-ce que dans le contexte qui nous intéresse, le Brésil sous Lula utilisait la politique extérieure pour changer la perception d'un Brésil pauvre, inégalitaire et violent? Dans un tel cas pourquoi braquer les projecteurs sur le pays en étant l'hôte de la Coupe du monde et des JO? Qu'arrive-t-il lorsqu'un pays n'a pas les capacités et le soutien interne pour se réformer? Le cas brésilien à partir de 2002 représente certainement un cas complexe à expliquer d'un point de vue waltzien. Avidé de pouvoir et de reconnaissance sur la scène internationale, tout en affichant une volonté de corriger ses « défauts internes », la seconde image de Waltz semble manquer d'argumentaire pour bien comprendre cette dualité qui caractérise les agissements de l'État brésilien luliste. Comme nous l'avons mentionné ultérieurement avec la mondialisation, les frontières entre la politique externe et la politique interne deviennent de moins en moins claires. Les informations et les indicateurs sont disponibles partout, en tout temps et pour tout le monde. Un État ne peut plus camoufler ou banaliser ses lacunes internes, il doit trouver de nouvelles stratégies pour y faire face et les corriger. Le Brésil connaît ses lacunes, il souhaite se réformer à l'interne et pour cela il tente clairement de le faire en partie avec l'aide de ses agissements externes et c'est cette analyse de l'agissement de l'État qui est occultée par la seconde image de Waltz.

L'idée que la structure politique interne des États et leurs politiques extérieures ont un impact significatif sur le système international, ou comme il le mentionne : « the actions of states, or, more accurately, of men acting for states, make up the substance of international relations » (Waltz, 2001, p. 122), sera largement reprise par Waltz tout au long de son analyse. Il conclut l'analyse de la seconde image en écrivant : « but the international political environment has much to do with the ways in which states behave » (Waltz, 2001, p. 123), cette réflexion Peter Gourevitch la prendra au bond pour développer une théorie inverse à celle de Waltz.

1.2.3 La réponse de Gourevitch

Cette théorie puisée de *Second Image Reversed: the international sources of domestic politics* (1978), définit le rôle des dossiers internationaux dans la réalisation des dossiers domestiques. Comme le titre l'indique, Gourevitch a pour but d'étudier le phénomène inverse que celui proposé par Waltz. La compréhension de la dynamique internationale passe par l'analyse des structures domestiques des États. Il souhaite amener l'argument au débat qu'« instead of being a cause of international politics, domestic structure may be a consequence of it. International systems, too, become causes instead of consequences » (Gourevitch, 1978, p. 882). L'auteur accepte et comprend que lors d'interactions entre la politique internationale et les structures domestiques, les deux variables s'influencent mutuellement; ce qu'il déplore c'est le manque d'intérêt des universitaires à entrer plus en détail dans ses fameuses structures domestiques. Selon lui, il faut utiliser ces dernières comme une variable dans l'explication de la politique extérieure.

Il identifie deux aspects du système international ayant des effets puissants sur le caractère d'un régime domestique ; d'une part la répartition de la puissance entre les États (système étatique international) et la distribution des activités économiques et de la richesse (l'économie internationale) (Gourevitch, 1978, p. 883). Il vulgarise sa pensée de la façon suivante : le développement politique est façonné par la guerre et le commerce. Il conçoit que les idéologies, l'occupation, les alliances et autres influences extérieures ont des impacts sur la politique domestique, mais il préfère limiter la discussion sur le système étatique international et l'économie internationale, faute de temps et d'espace. Il se concentre également sur des événements particuliers, des décisions spécifiques, les politiques, les types de régimes et les modèles d'alliances qui ont un impact direct sur les politiques domestiques. Ceux-ci sont des variables d'explication dans l'élaboration de la politique étrangère d'un pays. En fait, Gourevitch considère que l'État est continuellement exposé à des stimuli (notamment l'économie internationale) qui viennent façonner sa politique externe. Les stimuli ne s'arrêtent pas à la politique externe de l'État, dûs à leur force ils ont des impacts

également sur les politiques internes de ce dernier. En termes clairs, dans la conception de Gourevitch, un évènement particulier, par exemple les Jeux olympiques, aura sans équivoque des impacts directs sur les politiques domestiques du pays hôte. Il ne parle pas des grands évènements sportifs en particulier; par contre, ce sont là des évènements particuliers, voir des décisions spécifiques qui pourraient être analysées par Gourevitch en raison de leurs impacts sur la distribution de pouvoir et d'activités économiques.

Il faut savoir que Peter Gourevitch écrit son œuvre durant les années 1970. À cette époque, le premier choc pétrolier frappait de plein fouet l'Occident et les pays soutenant l'État d'Israël, après l'embargo imposé par les pays arabes suite au conflit israélo-arabe de 1973 (Gourevitch, 1978, p. 884). Cet évènement international fut un exemple fort de l'argument de l'auteur voulant que le marché mondial détienne une incidence directe sur la politique domestique. Il est facile de trouver une multitude d'exemples similaires ; par contre, Gourevitch veut trouver des arguments généraux qui mettraient en lumière des relations systématiques entre ce genre d'exemples et certaines configurations de type de régime et de modèle de coalition. En d'autres mots, comment démontrer que ces évènements sporadiques dans l'histoire n'affectent pas seulement les États en raison de leur spontanéité ou de leur caractère imprévisible, mais plutôt en raison de la structure interne des diverses sociétés affectées?

En suivant cet argument, le Brésil utiliserait les JO d'été 2016 non pas en raison des facteurs tels qu'une visibilité intensive, une augmentation du tourisme, la création d'emplois, une diminution de la violence, etc., de façon temporaire, mais bien en suivant ses objectifs à moyen/long terme d'être une puissante reconnue. C'est un changement profond à l'interne que le gouvernement Lula souhaite apporter au Brésil. Pendant plusieurs décennies les dirigeants brésiliens se sont servis de la politique extérieure pour combler les retards de développement interne; or la pression des faiblesses intérieures du géant sud-américain pèse de plus en plus lourd sur ses capacités internationales en ce début de 21e siècle. En analysant les programmes et les politiques mis de l'avant par Lula et son équipe pour la venue des

grands évènements sportifs internationaux (i.e Coupe du monde 2014 et JO 2016), nous démonterons que ceux-ci auront eu un impact permanent sur le développement interne brésilien et ils seront donc analysés comme un modèle de développement plutôt qu'une période de changement majeur déterminée dans le temps et sans véritable vision à long terme.

C'est un rythme de croissance (économique, politique et éventuellement social) que souhaite obtenir le Brésil. En obtenant, la Coupe du monde de 2014 et les JO de 2016, les dirigeants et le pays tout entier, ont l'obligation de livrer une performance sans faille, c'est leur réputation qui est en jeu. Tous les secteurs de la société devront contribuer et une fois la machine lancée et bien rodée, ils font le pari qu'elle ne pourra pas être arrêtée. L'avantage avec ce genre d'évènements réside dans le temps de préparation avant de subir un choc de cette ampleur. Plusieurs pratiques sont prévues avant d'arriver au moment tant attendu, on pense notamment aux Jeux Panaméricains de 2007, les Journées mondiales de la Jeunesse en 2013 et la Coupe des Confédérations également en 2013. La structure interne des pays occidentaux lors du premier choc pétrolier donnait l'opportunité à un évènement spontané d'affecter aussi lourdement ces derniers. Pour sa part, la structure interne actuelle du Brésil est ouverte et a la latitude pour être affectée par de grands évènements sportifs internationaux.

Avec sa propre revue de la littérature, Gourevitch estime que l'argument voulant que le système économique international façonne la structure de la politique domestique est bien appuyé par les différentes théories et écoles de pensées. Il s'attaque dès lors à la démonstration du rôle du système étatique international. Pour lui, l'environnement anarchique du système oblige les États à traiter avec le fait qu'ils peuvent être conquis, occupés, anéantis ou même asservis, à tout moment. Il stipule que l'état de guerre perpétuel causé par cette anarchie oblige les États à s'organiser eux-mêmes à l'interne afin de rencontrer les défis externes. Il déclare : « War is like the market : it punishes some forms of organization and rewards others » (Gourevitch, 1978, p. 896). C'est donc dire que les différents États vont choisir leur structure ou organisation interne en fonction d'être le moins

à risque d'invasion, ou du moins pour rester dans les bonnes grâces des autres États du système international.

En extrapolant, on pourrait penser qu'un gouvernement, par exemple le Brésil, profitera, s'il en a l'occasion, d'un élément quelconque de politique extérieure, c'est-à-dire de la tenue des JO sur son territoire, afin d'être récompensé par le système international et par le fait même prospérer candidement à même sa structure interne. Est-ce que seuls le marché et la guerre peuvent avoir un tel impact sur les politiques domestiques? Quels sont les éléments de similitude entre ces deux variables? En fait, l'auteur répond brièvement en analysant les cas de révolutions. Que ce soit la révolution française, anglaise, russe ou chinoise, elles ont toutes commencé avec des perturbations internationales qui ont surtaxé le système politique interne (Gourevitch, 1978, p. 900). Le début d'une guerre et le dérèglement soudain du marché ont tous les deux la propriété de frapper si fort sur l'appareil étatique qu'ils peuvent en faire modifier, accélérer ou ralentir la structure interne.

C'est aussi dire que le gouvernement à la tête de l'État est conscient des changements pouvant être provoqués par un élément de sa politique extérieure, dans ce cas-ci les grands événements sportifs. De tels dérangements ont forcément la possibilité d'affecter de façon importante la structure interne de l'État, ce fut le cas pour les pays hôtes des versions antérieures, alors pourquoi cela ne pourrait pas être le cas pour le Brésil? Lula et ses conseillers sont conscients de la place du sport dans la société brésilienne et savent qu'ils peuvent s'en servir pour rassembler le pays autour d'une vision réformatrice des politiques domestiques.

Il faut donc se poser la question : Est-ce que le plus grand événement sportif international, c'est-à-dire les JO, élément de politique extérieure (nous le démonterons subséquemment), est assez fort pour surtaxer le système politique d'un pays et ainsi faire

accélérer différents dossiers de politiques internes? C'est la puissance même de l'État qui sera jugée par les autres pays du système international et advenant une réussite du dit processus, l'État gagnera en prestige et en admiration.

Comment appliquer ces principes et concepts à la présente étude de cas? L'opérationnalisation du cadre d'analyse passera donc par l'élément voulant que tout élément externe capable de perturber drastiquement les activités internes d'un État, peu importe sa nature ou sa durée, pourvu qu'il plonge l'État dans une sorte de chaos (représenté par l'instabilité, la non-récurrence et le caractère imprévisible d'un évènement), soit la preuve qu'un dossier de politique externe peut être utilisé à des fins d'accélération de dossiers internes.

Gourevitch conclut sa réponse à Waltz en réitérant sa pensée voulant que le système international ne soit pas seulement une conséquence de la politique et de la structure domestique, mais aussi une cause de celles-ci. Dans son esprit, les agissements internes d'un État, des décisions politiques jusqu'aux formes politiques, sont contraints par les relations économiques et la pression militaire. En fait, nous rajouterions par n'importe quelle force extérieure assez puissante pour arrêter le cours normal des activités de l'État et créer une situation d'exception. C'est pour cela que Peter Gourevitch croit fermement que les relations internationales et la politique domestique doivent être analysées simultanément et comme un tout, tellement elles sont interreliées. C'est dans cet esprit que nous bâtirons ce mémoire.

1.2.4 L'influence de Gerschenkron et Evans

Pour donner du poids à cet argumentaire, Gourevitch va puiser du côté de la théorie de l'industrialisation tardive et du contrôle étatique centralisé d'Alexander Gerschenkron

(1962) et de notre côté nous intégrerons des éléments présents dans l'analyse de Peter Evans (1995) dans son ouvrage *Embedded autonomy : States and Industrial Transformation*. De façon condensée, les facteurs tels que la juxtaposition entre les classes industrialisées et préindustrialisées, l'alternance entre des formes de gouvernance libérales et autoritaires, ainsi que la lenteur du développement économique, rendraient un pays encore plus vulnérable aux variations de l'économie internationale (Gourevitch, 1978, p. 887).

Pour Gerschenkron, l'élément le plus important pour briser la barrière de la stagnation dans les pays en retard économiquement c'est l'espoir. Selon lui, « to ignite the imaginations of men, and to place their energies in the service of economic development, a stronger medicine is needed than the promise of better allocation of resources or even the lower price bread » (Gerschenkron, 1962, p. 24). C'est ce que représente le Brésil sous Lula, lui en tant que personne et dans ses gestes également. Il est conscient que pour combler le retard économique du Brésil, il aura besoin de tous les Brésiliens, mais il sait qu'une transformation complète de la société est nécessaire, c'est cette porte de sortie du statu quo que lui offrent les grands événements sportifs internationaux, puisqu'ils apportent avec eux l'espoir d'un nouveau Brésil.

L'argumentaire de Gerschenkron s'appuie sur l'idée que les impacts de chacune des situations internationales ne peuvent point être déterminés sans une connaissance approfondie des acteurs internes de chaque société. S'il avait analysé le gouvernement de Lula, par exemple, il aurait dit que ce dernier est le produit du retard industriel et économique du Brésil. Dans les cas où la société est considéré comme arriéré, économiquement parlant, c'est à l'État que revient la responsabilité de porter le processus de développement (Gerschenkron, 1962, p. 26). Le petit paysan est le plus touché par le retard économique du pays, c'est lui qui en ressent le plus les effets lorsque le développement est fait à grande vitesse. Pour Gerschenkron, une fois Lula arrivé au pouvoir, c'est dans son intérêt de faire tenir le PT les rênes le plus longtemps possible; pour ce faire, il doit réussir à faire croire la masse en ses capacités à changer le pays au complet, d'où l'intérêt de vouloir fermement obtenir les grands

événements sportifs internationaux, qui eux pourront agir à titre d'éléments clés du développement économique.

Pour la première fois de l'histoire du Brésil, un gouvernement issu des classes populaires est élu, il est conscient que ses électeurs sont ceux qui demandent un changement profond de la société brésilienne, mais en même temps il doit rattraper le retard industriel et économique du Brésil. Comment alors, le gouvernement de Lula, peut-il transformer à lui seul la situation interne du pays? Pouvons-nous espérer qu'il se serve de la politique extérieure afin d'améliorer la distribution des richesses, les conditions de travail, le cas de la violence, apporter une éducation pour tous, etc.? Peut-être bien un jour, mais pour faire tout cela, il faut que le Brésil concrétise sa position au sein des États développés et non plus des États en développement. Comment est-ce que cela permettra d'atteindre les objectifs du développement et de la reconnaissance internationale?

Pour l'instant, nous n'avons pas l'intention de focaliser le débat sur des éléments macro économiques, nous acceptons donc que le système économique international affecte les États. Nous voulons par contre déterminer si des événements du type JO ont une aussi grande capacité d'affectation au niveau de la structure même de l'État et si oui à quel niveau où auquel des pans de la politique interne ces événements peuvent toucher l'État, mais surtout le citoyen au quotidien? Gerschenkron apporte de nouveaux éléments au débat, non seulement économiques, mais également plus intangibles, tels que l'espoir et les attentes d'un peuple. Gerschenkron et Gourevitch sont tous deux convaincus de l'importance de mieux analyser les facteurs internes pour comprendre les choix de politique externe, la prochaine section nous démontrerons qu'ils ne sont pas les seuls prônant cette ligne de pensée.

Il est intéressant d'inclure des éléments de l'analyse de Peter Evans (1995) au sein de notre cadre théorique. Il tente de comprendre, d'une part, quel est le rôle de l'État dans le

développement économique interne? D'autre part, quel type de structure étatique facilite la transformation industrielle? L'objectif du livre est : « to explain why some states in the Third World have been able to effectively foster trajectories of sustained economic development whereas others have not » (Wright, 1996, p. 177). Evans cherche à déterminer quel type d'intervention l'État doit pratiquer pour générer et soutenir le développement. Pour ce faire, il prend en compte dans son analyse la grosseur et le type des institutions bureaucratiques, l'autonomie de l'élite politique et la volonté des classes dirigeantes à travailler conjointement avec les entrepreneurs pour créer de la nouvelle richesse.

Il distingue trois catégories d'États ; 1- les États développementaux, 2- les États intermédiaires et 3- les États prédateurs, en fonction principalement de la grosseur et de l'autonomie de la bureaucratie et de l'intégration de l'État avec la société civile, qui est en soi le concept *d'embedded state* (Evans, 1995; Wright, 1996, p. 179). Il classe le Brésil des années 1990 comme étant un État intermédiaire en raison de l'éclatement et la fragmentation de sa bureaucratie, qui se retrouve trop souvent mêlée à des scandales de corruption et est largement « surrounded by a sea of traditional clientelistic norms » (Evans, 1995, p. 61, 64-65). Bien qu'il conçoive l'amélioration des institutions démocratiques avec la création d'îlots d'efficacité (*pockets of efficiency*), de nombreux problèmes d'organisation interne et de relation entre l'État et la société étaient encore à l'époque soulevés. Le concept d'îlot d'efficacité, qui est en somme un moyen pour réformer les parties plus malléables et moins réfractaires de la bureaucratie, "thus modernizing the state apparatus by addition rather than transformation" (Evans, 1995, p. 61).

Ce concept sera utilisé subséquemment pour parler du cas d'Itamaraty (le Ministère des affaires étrangères du Brésil) qui est un exemple concret d'îlot d'efficacité au sein de la bureaucratie brésilienne. Analyser la façon dont les élites politiques s'intègrent à la société civile apporte un différent point de vue sur les impacts des éléments de politique externe sur la politique interne. En effet, historiquement l'efficacité du gouvernement brésilien était intimement liée, voire dépendante, à la coopération des grands propriétaires terriens (Evans,

1995, p. 62). La possibilité d'utiliser les grands événements sportifs internationaux afin de créer un nouvel îlot d'efficacité au sein de la bureaucratie brésilienne, tout en augmentant le niveau d'intégration des élites politiques au sein de la société civile, semble une méthode logique afin d'initier une transformation profonde de la société brésilienne. Suivant Evans, le gouvernement de Lula ne serait pas le premier gouvernement brésilien à démontrer sa capacité à lancer le développement, ce volontarisme d'État serait même ancré dans le développement économique et industriel du Brésil. Même si la structure fragmentée et la lourdeur des opérations de l'État brésilien devraient l'empêcher d'exercer des fonctions gouvernementales, mêmes mineures ;

the Brazilian state has managed historically to play a major role in fostering both growth and industrialization. From its aggressive provisions of financing for railways and other infrastructure at the end of the nineteenth century through its direct involvement in high-technology ventures like aircraft manufacturer in the postwar period, the Brazilian state has played a central role in what has overall been an impressive record of industrialization (Evans, 1995, p. 64)

Evans conclut son analyse de l'État brésilien en mentionnant qu'en raison de la structure sociale extrêmement divisée, la poursuite d'un agenda commun reste particulièrement difficile et qu'une transformation visant plus que des îlots d'efficacité est très peu probable. Alors, reposons-nous la question : est-ce que le gouvernement brésilien de Lula a utilisé des éléments précis de politique internationale, tel que les grands événements sportifs (probablement un des seuls éléments qui rassemble autant les Brésiliens), afin d'accélérer certains dossiers à l'interne, voir même effectuer une transformation profonde et permanente de la société? Pour continuer à le démontrer, nous souhaitons analyser quel apport Robert Putnam pourrait avoir sur le sujet.

1.2.5 Le complément de Putnam

Les ouvrages de Waltz, de Gourevitch, d'Evans et de Gerschenkron, bien que très pertinents, ne peuvent nous apporter tous les éléments d'analyse théorique souhaités pour comprendre les composantes précises de politique internationale pouvant être utilisés afin d'accélérer certains dossiers à l'interne. C'est pour cela que nous poursuivrons notre analyse avec Robert Putnam qui mentionnait, pour sa part, dans *The Two-level Games*, que les deux niveaux de politiques s'influencent dans certaines situations de façon égale (Putnam, 1988, p. 427). Il s'intéresse davantage à quand et comment ceux-ci vont s'enchevêtrer. Ses recherches lui ont suggéré que les gouvernements ont historiquement été prompts à adopter des politiques différentes que celles qu'ils auraient adoptées en l'absence d'évènements internationaux. De plus, en présence d'une minorité puissante au sein d'un gouvernement souhaitant aller de l'avant avec des demandes internationales, afin de favoriser des éléments domestiques, la possibilité d'en venir à un accord politique autant à l'interne qu'à l'externe est accrue. En ce sens, lorsqu'il y a une proposition où tous les acteurs impliqués vont en sortir gagnants, cela sera toujours meilleur que le statu quo (Putnam, 1988, p. 428).

En fait, Putnam suggère un cadre conceptuel plus vaste que celui déterminé par Waltz ou Gourevitch avant lui. Il y présente une autre façon de comprendre de quelle façon se réalisent les interactions entre la politique internationale et la politique domestique. Waltz et la *Second Image* stipulent que les causes domestiques ont des effets internationaux, ce qui est intimement lié au concept d'intérêt national. Tandis que Gourevitch et la *Second Image Reversed* avancent que les causes internationales ont des conséquences domestiques, référant davantage au concept de pression internationale nécessaire, c'est-à-dire lorsque des politiques internes sont modifiées ou transformées par des demandes étrangères. Ce que Putnam résume en tant que *partial equilibrium* « how the domestic politics of several countries became entangled via an international negotiation » (Putnam, 1988, p. 430). L'État souhaitant intervenir dans le développement interne utilisera dès lors des causes internationales pour justifier ses actions. Le volontarisme étatique est un concept important dans notre

démonstration et Evans l'explique bien, mais Putnam clarifie les mécanismes de légitimisation de ce volontarisme.

Pour lui l'évènement de 1978, soit la *Bonn Summit Conference* (qui se voulait un programme coordonné de relance économique globale suite au choc pétrolier créé par les pays arabes en réponse à l'appui de l'Occident à Israël), est un exemple illustrant pourquoi il nous faut davantage parler de « general equilibrium theories that account simultaneously for the interaction of domestic and international factors » (Putnam, 1988, p. 430). Au niveau interne, des groupes domestiques (les partis, les classes sociales, les groupes d'intérêts, le milieu des affaires, etc.) font de la pression sur le gouvernement pour que celui-ci adopte les politiques préférées. Putnam affirme que sans les divisions ou pressions provenant de l'intérieur même des États, les demandes externes auraient beaucoup plus de difficulté à être adoptées par le gouvernement en place, certains théoriciens utilisent l'analogie des 70 pour cent de pression externe et 30 pour cent de politique interne (d'autres penchent plus pour du 50-50) (Putnam, 1988, p. 429).

Suivant cette logique, Lula, conscient de ces divisions au sein des élus, aurait très bien pu se servir des grands évènements sportifs internationaux, qui ont des demandes strictes (construction des stades, sécurité, habitation pour les athlètes, etc.), pour faire changer rapidement des politiques à l'interne. Surtout que ces grands évènements font généralement consensus au sein des élus et de la population.

Au niveau international, les gouvernements nationaux veulent maximiser leur capacité de satisfaire la pression domestique et minimiser les conséquences néfastes du développement international. Quoi qu'il en soit, les deux niveaux d'analyse doivent être pris en compte lorsque nous voulons comprendre comment se produit l'interaction entre les facteurs domestiques et internationaux. C'est ce que nous voulons apporter à ce mémoire. En

notre sens, Putnam est une continuité de l'analyse initiale de Gourevitch, qui avait déjà soulevé le fait que les relations internationales et la politique domestique doivent être analysées simultanément et comme un tout, tellement elles sont interreliées. Il nous manquait certains concepts, que Putnam apporte, pour comprendre de quelle façon le gouvernement brésilien de 2003 à 2010 a utilisé des éléments précis de politique internationale, afin d'accélérer certains dossiers à l'interne. Un de ces concepts est celui des win-sets, que nous proposons de traduire par « l'ensemble des actions de politiques extérieures à l'international qui peut être ratifié ou accepté par une majorité à l'interne ». Putnam considère qu'il y a un jeu de négociation qui s'effectue à deux niveaux (entre les négociateurs et une discussion séparée avec tous les autres acteurs touchés par l'entente en question), plus le négociateur d'un État aura un appui fort à l'interne, plus il pourra en tirer à l'externe et vice-versa. Des notions comme le rôle du négociateur en chef et l'importance du win-sets seront développés au sein de notre mémoire et seront bénéfiques pour analyser les retombés de l'obtention des grands événements sportifs internationaux, tels que la Coupe du monde de 2014 et les JO de 2016 au Brésil, sur les politiques domestiques brésiliennes.

Putnam peut également nous être utile dans notre volonté d'étudier de quelle façon la politique extérieure peut-être un prolongement de la politique interne qui a elle-même des visées internes. Pour cela il utilise le concept de Synergistic Issue Linkage ou la tactique de l'« effet d'emboîtement interactif », c'est-à-dire la mise en relation de plusieurs négociations entre les niveaux I (scène internationale) et II (scène nationale). Dans ce cas précis, on peut se demander si Lula a conditionné les mesures de politiques internes (lutte contre la violence et la criminalité, investissement dans les infrastructures et le développement urbain, programme de création d'emplois, etc. —nous y reviendrons subséquemment) à la signature d'un accord international prometteur (*i.e.* les JO de 2016)? Tout cela, dans le but d'obtenir la ratification d'un accord qui, initialement, ne se situait pas dans le win-set national (Putnam, 1988, p. 447).

Il faut savoir que toujours selon Putnam, le fait de politiser un enjeu contribuera à faire réagir une partie de l'électorat qui, autrement, ne se serait pas sentie concernée par l'absence d'un accord (Putnam, 1988, p. 445). Les décideurs brésiliens, prédécesseurs à Lula, ont utilisé la politique externe afin de compenser les faiblesses internes ou pour augmenter les résultats économiques, le but avoué n'était pas une transformation profonde de la société, qui, selon nous et en se basant sur l'analyse de Putnam, représentait le vrai objectif de la politique extérieure agressive menée par Lula.

La question est, comment faire entrer en interaction ces divers cadres ? Qu'est-ce que Putnam dirait à Gourevitch ? Comment Waltz critiquerait la théorie du Second Image Reversed ? Également, qu'est-ce que Gourevitch répondrait à ces deux théoriciens ? Quels sont les concepts similaires entre eux qui nous donneraient le pouvoir de les faire dialoguer ensemble ? Il faut dresser une liste de concepts importants de ces trois cadres. Pour mieux comprendre le tout, nous pouvons nous référer au tableau 1.1 - Synthèse de la littérature en RI.

Pour répondre à ces questions, nous nous baserons sur notre cadre d'analyse, qui s'associe aux diverses théories néoclassiques, ou mieux connues comme le réalisme néoclassique. Comme l'indique notre titre et comme le veut cette école de pensée, nous analyserons en premier la politique étrangère, celle du Brésil, en y incorporant des variables à la fois externes et internes. Le choix de commencer avec l'analyse de l'ouvrage de Kenneth Waltz n'est pas étranger au cadre théorique. Pour nous, l'apport du néoréalisme de Waltz n'est pas satisfaisant pour comprendre le comportement des États. D'où l'importance d'accorder plus d'attention au jeu entre les facteurs internes et les effets de structure. Peter Gourevitch nous indique que « les relations internationales et la politique interne sont donc tellement interreliées qu'il faudrait les analyser simultanément, et comme des ensembles » (Gourevitch, 1978, p. 911). C'est l'objectif de ce mémoire, nous souhaitons démontrer que dans le cadre de la venue des grands événements sportifs au Brésil, les sphères extérieures et

intérieures de la politique se rencontrent et s'entremêlent si bien qu'une analyse sans une ou l'autre dénaturerait la compréhension de la formulation de la politique étrangère brésilienne.

1.3 Les grands événements sportifs internationaux

Nous nous sommes posé la question à savoir s'il y avait des politiques extérieures qui accélèraient plus les dossiers internes que ne le font les grands événements sportifs internationaux. Qu'est-ce que les grands événements sportifs internationaux ? Dans ce cas précis, nous faisons référence à la Coupe du Monde de soccer et les JO, pour deux raisons : ils sont les événements sportifs regroupant le plus de pays et attirant le plus de visibilité mondiale. Sont-ils des éléments de politique extérieure ? Qu'est-ce que la littérature des relations internationales dit-elle à ce sujet ? Ensuite, quels sont les exemples historiques qui ont été étudiés et qui démontrent un impact sur les politiques internes ?

Le choix s'arrête surtout sur les JO, pour deux raisons. D'une part, la cérémonie d'ouverture des JO de Beijing a été vue par plus de 15% de la population mondiale (Harris, 2010), ce qui constitue un record absolu de cote d'écoute, plus d'un milliard de personnes a vu la même chose au même moment, lorsqu'on parle d'un événement d'envergure générateur de chaos (cf. Gourevitch), il s'agit ici d'un exemple tangible. D'autre part, le prestige relié à cet événement historique est incomparable parmi l'ensemble des grands événements internationaux, on parle de 204 pays représentés à la même place en même temps, soit 11 pays de plus que les États membres de l'ONU en 2012 (un.org, 2013).

Conformément à Patrick Cottrell et Travis Nelson: « The Olympics, after all, represent the largest regularly scheduled international gathering in the world. More states participate in the Summer and Winter Games than belong to the United Nations, and up to 90 percent of the

world's television sets tune in to at least some portion of the virtually ubiquitous Olympic media coverage. Moreover, there is a great deal of prestige and perceived economic benefit attached to hosting the Olympics » (Cottrell & Nelson, 2010, p. 730). La perception du gain de prestige international suivant la tenue des JO sur son territoire semble largement répandue, tant par les analystes de la question que par les classes dirigeantes et la population de manière générale. Afin de valider cette perception, nous analyserons différents cas des pays hôtes dans les sections subséquentes, mais pour l'instant attardons-nous sur la nature même des grands événements sportifs internationaux.

1.2.1 Sport ou politique?

Est-ce que les JO sont politiques ? Patrick Cottrell et Travis Nelson sont affirmatifs sur la question: « Olympic sport strives to be apolitical, yet is consistently politicized. It is precisely these paradoxes that make the Olympics so much more than a sporting event, but an important political, social, economic, and cultural phenomenon » (Cottrell & Nelson, 2010, p. 745). Ils ne sont pas les seuls à penser de la sorte, en effet, John Hoberman stipule: « The Olympics aren't political... Yes, they are! » (Hoberman, 2008, p. 22).

Ces événements touchent l'ensemble d'une collectivité autant à l'externe qu'à l'interne et de même qu'à plusieurs de ses volets (économique, social, culturel, etc.), mais peuvent-ils être considérés comme un instrument de développement? Quels sont les effets des JO sur les politiques d'emplois, sur les investissements en infrastructure, sur les politiques sociales, sur les plans d'urbanisme et autres? Surtout de quelle façon ceux-ci peuvent-ils accélérer les politiques internes d'un pays hôte?

Pour ces auteurs, les JO constituent un contexte particulièrement intéressant, disposant d'attributs uniques qui permettent d'étudier autant l'importance des structures, l'évolution de la protestation mondiale, l'exercice du pouvoir politique et bien plus encore (Cottrell & Nelson, 2010, p. 741). C'est précisément le caractère d'universalité qui rend les JO un site politique séduisant pour une si grande variété d'acteurs internationaux (Cottrell & Nelson, 2010, p. 741).

Après les JO de Beijing en 2008, la Coupe du monde de soccer en Afrique du Sud en 2010 et les Jeux du Commonwealth à New Delhi en Inde, l'annonce de l'obtention des JO d'été en 2016 par le Brésil « showed that sports megaevents like the Olympic Games continue to be connected to, and positioned as evidence of, broad-based development policies for southern nations and constitute a key component of domestic and international development strategies » (Millington & Darnell, 2012, p. 191). Nous retrouvons ici un certain écho aux propos de Gourevitch et de Souza, les frontières entre la politique extérieure et la politique intérieure sont de plus en plus minces et l'analyse conjointe des variables nous aide à obtenir une meilleure compréhension de l'ensemble.

Dans l'esprit de ces auteurs, un évènement international de la trempe des JO constitue un objet d'analyse, autant d'une perspective historique que théorique, unique (aucun autre évènement international ne peut se targuer d'avoir autant de popularité) et très pertinent (aucune autre structure ne compte autant d'États membres et ne fait autant appel aux interactions et la compétition entre ceux-ci) en Relations internationales (RI). Ces derniers nous permettent de partir d'une analyse orientée État pour nous diriger vers une analyse de plus en plus complexe en fonction du nombre d'acteurs grandissant (Cottrell & Nelson, 2010, p. 745). En d'autres mots, c'est le contexte parfait pour comprendre les interactions entre l'État et le système international, et vice-versa.

Des concepts forts des sciences politiques, tels l'identité nationale et le nationalisme sont inévitables dans l'analyse des répercussions des JO sur une nation. La relation entre sport et identité nationale est indissociable dans un tel évènement (Cottrell & Nelson, 2010, p. 745). Plusieurs questions surgissent alors; pourquoi certains États veulent accueillir les JO? Ces derniers sont conscients que les gains matériels ne sont pas toujours au rendez-vous lors de ces évènements et que les groupes d'activistes auront le loisir d'utiliser les olympiques comme point de référence pour mettre de la pression sur l'État en question afin qu'il change ses comportements. La réponse est simple : « the Olympics are important because they provide a political opportunity structure unlike any other on the world stage » (Cottrell & Nelson, 2010, p. 732). Être l'hôte des Jeux olympiques suggère d'énormes avantages pour un gouvernement, cela signifie à l'interne : une unité nationale autour d'un thème commun, une augmentation du tourisme, une croissance économique due à des mégas-constructions et à des investissements étrangers, et à l'externe : une visibilité internationale sans précédent, une projection de la puissance et une acquisition de prestige.

C'est dans cette optique que les États acceptent qu'un acteur tel que le Comité olympique international (CIO) ou encore la FIFA, puisse contraindre leurs agissements à l'interne. De la même façon qu'ils acceptent une certaine période de chaos « contrôlé » ou tout semble arrêter (Cottrell & Nelson, 2010, p. 731). C'est exactement ce dont Gourevitch faisait mention, un évènement si puissant qu'il surtaxerait l'appareil étatique de l'État en question et peut en faire modifier, accélérer ou ralentir la structure interne. Par la même occasion, si c'est bien fait, le pays hôte pourra accumuler du prestige au sein du système international, rééquilibrerait la distribution du pouvoir entre les États et la distribution des activités économiques et de la richesse (Gourevitch, 1978, p. 883).

Les textes théoriques sur les liens entre sport et politique sont sans équivoque sur le lien unissant les deux univers, pourtant afin d'aller plus loin dans notre analyse de la nature des grands évènements sportifs, nous avons choisi de nous attarder sur trois textes fondateurs (i.e la Constitution brésilienne, la Charte olympique et la Charte de la FIFA) dans l'optique

de mesurer la place du sport dans la politique et à l'inverse celle de la politique dans le sport. Nous avons choisi de citer la Constitution brésilienne pour démontrer à quel point le sport est ancré dans la société brésilienne et que son utilisation est clairement à des fins de développement. Pour ce qui est de la Charte olympique et la Charte de la FIFA nous voulons faire ressortir à quel point ces mouvements sportifs voient leur propre apport plus vaste que seulement limité au jeu et au divertissement. Ils se perçoivent bien comme des éléments de développement de la société civile, mais également comme moteur de croissance économique.

La Constitution brésilienne

À l'intérieur même de la constitution brésilienne, texte fondateur ayant permis au Brésil de consolider sa démocratie en 1988, nous y retrouvons une place importante laissée au sport. Tout d'abord, l'Article 5, stipule que la participation individuelle à des activités sportives est un droit inviolable et est garantie par la loi :

Tous sont égaux devant la loi; est garantie à tout Brésilien et à tout étranger résidant au Brésil l'inviolabilité du droit à la vie, à la liberté, à l'égalité, à la sûreté et à la propriété, selon les termes suivants : XXVIII - sont garantis, selon les termes de la loi: a) la protection de la participation individuelle à des oeuvres collectives, celle de la reproduction de l'image et de la voix humaine, y compris dans les activités sportives (République Fédérative du Brésil, 1988).

La participation individuelle aux activités sportives est un droit répandu dans les constitutions démocratiques et modernes. Là où ça devient intéressant, c'est quand les penseurs d'un tel texte insistent davantage sur la place du sport. Au Chapitre 3 de la constitution brésilienne de 1988, , l'article 217 stipule qu'il est du devoir de l'État

d'encourager les pratiques sportives, organisées ou non, qui sont un droit de chacun. Le gouvernement a l'obligation d'encourager le sport auprès de sa population, les principes II-III-IV précisent comment ce dernier peut accomplir sa mission, soit par l'affectation des ressources publiques à la promotion prioritaire du sport éducatif et, dans des cas spécifiques, à celle du sport de haut niveau; par le traitement différencié pour le sport professionnel et non professionnel; et par la protection et l'encouragement des manifestations sportives de création nationale (République Fédérative du Brésil, 1988).

Si l'État se voit contraint de promouvoir et soutenir le sport par sa propre Constitution, on peut dès lors affirmer que le sport devient un élément politique, du moins pour les Brésiliens. Il y est également mentionné que la puissance publique encourage les loisirs comme forme de promotion sociale, ou en d'autres termes, l'État considère le sport comme un moyen d'avancement économique pour ses citoyens. Sortir les gens de la pauvreté par le sport c'est un leitmotiv autant de la part des dirigeants Brésiliens que ceux du CIO et de la FIFA. N'est-ce pas cette conception optimiste du sport qui est véhiculée dans l'obtention de la Coupe du Monde de 2014 et des JO d'été 2016 par le Brésil sous le gouvernement Lula? Cette idée que le sport peut changer la vie des gens, idée coulée aussi solidement que dans les bases mêmes de la société brésilienne, ne serait-elle pas une explication importante des agissements externes de l'État brésilien entre 2002 et 2010?

On ne pourra jamais savoir si un autre gouvernement aurait fait les mêmes choix, par contre, la Constitution brésilienne est très claire, le sport représente un pan important de la politique brésilienne et les choix de Lula poursuivent la vision qu'avaient les pères de la démocratie au Brésil.

La Charte olympique et la Charte de la FIFA

L'analyse de la constitution brésilienne nous confirme que le sport est traité comme un élément de politique interne. Qu'en est-il des documents officiels des deux plus grandes communautés de nations au monde, 204 pays aux JO de Pékin et 209 pays pour la FIFA? Ont-ils une vision plus large du sport, des aspirations politiques à son égard? Souhaitent-ils seulement encadrer les activités sportives et élaborer les devoirs et objectifs de son comité?

La Charte olympique, en tant que document de base de nature constitutionnelle, fixe et rappelle les principes fondamentaux et les valeurs essentielles de l'Olympisme. Ces principes fondamentaux sont de mettre le sport au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine (Comité International Olympique, 2013).

L'olympisme, comme une idéologie, appelle à une intégration des principes humanistes. « Il est au-dessus de tout type d'absolutisme dogmatique à l'encontre des autres croyances et conditions sociales ». Le Mouvement olympique cherche à créer un monde où règne la joie de l'effort et le respect mutuel. Son indépendance a été affirmée par le Baron Pierre de Coubertin lui-même lorsqu'il dit de l'olympisme qu'il n'est point un système, mais bien un état d'esprit. Son souhait était que les JO soient apolitiques, intemporels et non discriminatoires (ni au niveau de la race, de la culture, du rang social ou de la religion). Selon le principe fondamental numéro 6 : « Toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres est incompatible avec l'appartenance au Mouvement olympique » (Comité International Olympique, 2013).

En fait, la Charte olympique va plus loin en disant que la pratique sportive est un droit de l'Homme et toute personne a le droit de pratiquer le sport de son choix. Pour aller de pair avec l'aspect apolitique et irrégieux de la sphère olympique, les règles du CIO sont très

claires, aucun signe distinctif, autre que l'équipement sportif, n'est autorisé. On y interdit également toute forme d'utilisation politique des Jeux : « Le rôle du CIO est [...] de s'opposer à toute utilisation abusive politique ou commerciale du sport et des athlètes. » Règle 2, alinéa 10 (Comité International Olympique, 2013). L'indépendance politique des membres du CIO est exigée lors d'une cérémonie durant laquelle le nouveau membre s'engage à « demeurer étranger à toute influence politique ou commerciale comme à toute considération de race ou de religion, à lutter contre toute forme de discrimination et à promouvoir en toutes circonstances les intérêts du Comité international olympique et du Mouvement olympique ». Règle 16, alinéa 1.3 (Comité International Olympique, 2013). Finalement, toute manifestation politique sur le lieu des Jeux est strictement interdite : « Aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique » Règle 50, alinéa 3 (Comité International Olympique, 2013).

Cette analyse de la Charte olympique semble prouver que le caractère apolitique (découlant des Jeux de la Grèce antique qui voyaient les différentes cités États de l'époque déposer les armes le temps des Jeux [Boniface, 2012, p. 16]), est un principe immuable des JO et que ceux-ci se veulent uniquement un évènement sportif. En notre sens, cela s'applique seulement au niveau théorique, puisque les Jeux olympiques sont des compétitions entre athlètes, en épreuves individuelles ou par équipe et non entre pays. L'interdiction officielle de l'intrusion de la politique dans les Jeux concerne les athlètes, pas les États. L'auteur Pascal Boniface stipule que :

Les premiers, qui vont vite devenir des ambassadeurs en short, sont tenus au devoir de réserve, les États eux restent libres de déterminer leur ligne politique et le CIO, que ce soit dans l'acceptation ou l'exclusion de délégations nationales ou le choix de la ville hôte, va prendre ses décisions en fonction de critères géostratégiques. À partir du moment où on rassemble, en vue d'une compétition, des citoyens de différents pays, l'évènement est forcément politique (Boniface, 2012, p. 13)

Même si les membres du CIO, leur président ou même le baron Pierre de Coubertin lui-même ont toujours soutenu que le sport est au-dessus de la mêlée politique et qu'il doit rester neutre, en réalité cela n'a jamais été le cas, et c'est à proprement parlé impossible (Boniface, 2012, p. 9). Les Jeux olympiques ne sont pas que du sport et du spectacle, ce sont avant tout des événements politiques et stratégiques, nous n'avons qu'à observer la présence de plus d'une centaine de chefs d'États et de gouvernements au cours des Jeux pour nous convaincre du caractère politique de la chose. L'ensemble du mouvement olympique est le résultat direct et indirect de calculs et tractations géostratégiques, du choix des villes hôtes, des nations participantes (ou exclues) à la cérémonie de clôture, en passant par les rivalités entre nations à l'intérieur du stade, rien n'est dépourvu de sens politique. Toujours selon Boniface : « La visibilité drainante des Jeux, leur hypermédiation leur donne un impact politique formidable. Il est tentant de s'en servir pour faire passer un message face au monde, réuni pour l'occasion » (Boniface, 2012, p. 9). L'objectif officiel même des Jeux olympiques (contribuer à la pacification des relations internationales) est par définition politique et stratégique.

La FIFA de son côté dès son article 2, définit son but comme étant « d'améliorer constamment le football et de le diffuser dans le monde en tenant compte de son impact universel, éducatif, culturel et humanitaire, et ce, en mettant en oeuvre des programmes de jeunes et de développement ». La FIFA veut également faire la promotion de la lutte contre la discrimination et le racisme (article 3), en plus des relations amicales entre ses membres, mais également au sein de la société civile (article 4), à des fins humanitaires dit-elle. Contrairement à la Charte olympique, la Charte de la FIFA prend davantage position sur son rôle politique. Le fait de vouloir mettre en oeuvre des programmes de développement, de lutter contre des causes aussi politisées que le racisme et la discrimination, ainsi que de promouvoir la pacification des relations internationales, démontre sa conscience de son aspect politique. Il ne faut pas oublier que la FIFA est le plus grand regroupement de pays au

monde. Cela donne un poids énorme à l'organisation et lui confère des répercussions possibles indéniables sur les pays membres, surtout sur les pays hôtes des événements.

Boniface constate qu'après la Première Guerre mondiale, le sport prend une place de plus en plus importante et va en quelque sorte devenir un instrument diplomatique au service des États, une source de pouvoir ayant la capacité de faire changer le comportement des acteurs internes et externes, ce qui est en fait le concept même du *Soft power* (Nye, 2004, p. 5-11). Il est intéressant de noter que la politique sportive était à l'époque contrôlée par le ministère des Affaires étrangères, et donc considérées comme un rouage important dans la détermination des agissements de l'État face à la société internationale (Boniface, 2012, p. 13-14). L'autorisation de participer aux JO est significative des rapports de force politique. Suivant leur défaite de la Grande Guerre, l'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie, la Turquie et la Bulgarie furent exclues des Jeux de 1920 à Anvers. L'Allemagne ne pourra même pas participer aux JO de 1924 à Paris. C'est pour montrer que la punition de l'Allemagne était terminée qu'on lui attribua les Jeux en 1931, avant la montée d'Hitler. L'Allemagne et le Japon seront de nouveau exclus des Jeux après la Seconde Guerre mondiale. Le Japon recevra les Jeux en 1964, signe de sa pleine réintégration dans la communauté internationale (Boniface, 2012, p. 13-14). Les exemples de corrélations entre les événements liés aux relations internationales et l'attribution des JO aux pays hôtes par le CIO sont nombreux au courant du dernier siècle; encore aujourd'hui, on peut considérer que l'attribution des Jeux de 2016 au Brésil est en fait, la reconnaissance de la multipolarisation du monde, et de la montée des pays émergents (Boniface, 2012, p. 16).

Notre volonté en analysant la Charte olympique et la Charte de la FIFA était de déterminer si nous pouvions considérer les grands événements sportifs internationaux, plus spécifiquement les JO, comme un élément de politique externe. Bien que celle-ci affirme sans retenue son idéal apolitique, trop d'éléments empiriques viennent contredire ses fondements. Nous nous devons de conclure que le sport à ce niveau et à cette ampleur, mettant en compétition autant de pays, est indissociable de la politique. Lorsqu'il est question de

décisions reliées aux JO ou de la Coupe du Monde, à coup sûr, le ministère des Affaires étrangères sera parti prenant, les exemples passés et présents démontrent que les différents gouvernements de l'ensemble des pays traitent les Jeux olympiques et la Coupe du monde comme un dossier de politique externe à part entière. De plus, les deux organisations souhaitent jouer un rôle grandissant au niveau du développement (durable, sociale, relationnel, etc). Les documents officiels sont clairs sur le sujet, le sport doit être utilisé par les États membres pour le développement interne, en lien avec la pauvreté, la santé des gens, l'harmonie sociale et le combat contre le racisme, entre autres. À titre des deux plus grands regroupements Étatiques sur la planète la FIFA et le CIO sont catégoriques sur leur volonté que les États membres entretiennent des relations cordiales et harmonieuses, ce qui représente une affirmation politique indéniable.

1.2.2 Les Jeux Pan américains de 2007

En 2007, Rio de Janeiro a été la ville hôte des Jeux Panaméricains. Sorte de mini JO regroupant les pays des Amériques désirant s'affronter dans une compétition multisports tous les quatre ans, les Jeux Panaméricains sont une excellente façon de se pratiquer pour la vraie fête, notamment puisqu'ils sont très peu médiatisés. La sélection de la ville organisatrice s'est fait en août 2002, soit 2 mois avant l'élection de Lula à titre de Président de la République du Brésil.

En effet, la volonté d'accueillir un évènement sportif d'envergure au Brésil ne date pas d'hier dans la stratégie des différents gouvernements. Véritable pèlerinage vers l'atteinte des Jeux olympiques, le Brésil a fait figure de candidat déterminé à commencer par la base en présentant les Jeux sud-américains en 2002. Les compétitions ont été présentées à Rio de Janeiro, São Paulo, Curitiba, Paraná et Belém. Ce long processus de préparation permettait d'établir la stratégie et la vision selon laquelle le développement du Brésil passerait également par le sport. Comme Gaffney l'explique :

As Rio de Janeiro began its preparations for 2007 Pan-American Games, large signs sprung up in various parts of the city declaring “No Rio, esporte quer dizer futuro” – In Rio, sport is the future. This is the reflective of a long standing discourse surounding sport and social development in Brazil (Gaffney, 2010, p. 17).

Le discours véhiculé déjà à l’époque était qu’en investissant massivement dans les infrastructures sportives et dans les programmes sociaux destinés au développement des athlètes de haut niveau, une ville comme Rio de Janeiro serait mieux outillée pour faire face aux problèmes de violence, de pauvreté et de disparité sociale. Les Jeux Panaméricains de 2007 ont permis aux trois paliers de gouvernements combinés (ville de Rio, État de Rio et gouvernement national) d’injecter plus de 5 millions de réais. Cela représente 2,25 millions en dollars canadiens dans la modernisation, la construction et la rénovation des infrastructures liées aux stades (dont un premier 430 millions de réais pour la rénovation du mythique stade Maracanã, une seconde tranche d’investissement de 420 millions de réais sera consentie pour la poursuite des travaux du stade en vue de la Coupe du Monde de 2014) aux communications et aux transports (Mascarenhas, 2006). Il faut savoir que ce furent les Jeux Panaméricain les plus coûteux de l’histoire.

À ces investissements initiaux, nous pouvons inclure 300 millions de dollars américains pour les frais de sécurisation de la ville, soit 18 000 policiers de plus et l’installation de 1700 caméras de sécurité pour assurer le bon fonctionnement de ces grands évènements sportifs; l’armée sera même utilisée à titre de présence dissuasive à des protestations violentes le temps des jeux (Gaffney, 2010, p. 17). Ces mesures en lien avec la sécurité de la ville et la réforme des infrastructures ont été faites dans l’optique de démontrer aux CIO et à la FIFA que Rio de Janeiro (et le Brésil tout entier) était apte à organiser les plus grands rassemblements sportifs de la planète.

Est-ce que les Jeux Panaméricains de 2007 ont eu un impact sur la population de Rio de Janeiro et brésilienne en général? Certains auteurs stipulent que la violence n'a pas diminué, d'autres disent l'inverse, même chose pour les programmes sociaux et les fonctionnalités urbaines, mais une chose est certaine et c'est que ces événements de politique externe ont directement influencé des décisions concernant des dossiers de politique interne. En fait, tous semblent s'entendre pour dire qu'aucun pan de la société n'est épargné par ce genre d'aventure sportive, c'est plutôt la dichotomie entre les promesses de ces mégas-événements et leur réel legs durables qui est souvent soulevée. Les critiques les plus répandues sont que « the global trend in mega-event production suggests that these projects leave communities with massive debt, a reduction in public space, and public financing for real estate development projects » (Mascarenhas, 2006).

Effectivement, une seule installation construite pour les Jeux Panaméricains de 2007 est ouverte au public, alors que les autres sont toutes sous contrôle d'intérêts privés (Gaffney, 2010, p. 18). Pouvons-nous nous attendre à un legs social plus important de la part des événements sportifs d'envergures? Par le fait même, quel type de développement est promu par les grands événements sportifs? En aucun cas dans leurs chartes, les JO ou la FIFA ne demandent au pays hôte de prévoir la gratuité des infrastructures après la tenue des Jeux ou de la Coupe du monde. Elles prêchent pour un développement sociétal par le sport, mais après, chaque État est libre de ses choix en terme de modèle de développement.

Nous démontrons, dans la prochaine section, les conséquences de ces choix par trois études de cas, soit Mexico, Los Angeles et Séoul. On pourrait également parler des infrastructures de transport et des conditions environnementales de Rio de Janeiro qui n'ont pas atteint les objectifs escomptés. Par contre, n'en reste pas moins que grâce aux jeux Panaméricains de 2007, le Comité Olympique Brésilien a bénéficié d'une expérience forte enrichissante et cela lui a permis d'obtenir les JO de 2016. Sans compter le fait que le Brésil a remporté la Coupe du Monde 2014 en raison du succès de l'organisation sans faille de ces Jeux Panaméricain.

En quoi les Jeux Panaméricains de 2007 sont-ils utiles dans notre présente analyse? Premièrement, cela nous permet de constater que le gouvernement de Lula n'était pas le seul, ni le premier gouvernement brésilien à prôner un modèle de développement appuyé sur les grands événements internationaux, ce que nous examinerons en profondeur dans le second chapitre. Deuxièmement, ils démontrent, à plus petite échelle, l'influence d'une politique internationale (obtention des Jeux Panaméricains en 2007) sur des dossiers domestiques (investissements dans les infrastructures, mises de l'avant d'un discours de développement axé sur le sport et attaques directes aux problèmes de sécurité et de violence), qui vont eux-mêmes influencer la politique internationale (obtention des JO et de la Coupe du Monde).

Cet effet d'emboîtement interactif (cf. Putnam) est inhérent à la réussite des visées et des stratégies des gouvernements brésiliens, c'est-à-dire l'établissement même d'un rythme de croissance économique accéléré. Finalement, la fameuse devise « No Rio, esporte quer dizer futuro » adoptée suite aux Panaméricains de 2007, n'est pas sans nous rappeler l'apport de Gerschenkron et son concept d'espoir comme moteur économique puissant, mais également comme le démontrait Evans, la volonté de l'État d'intervenir pour accélérer le développement économique. L'État brésilien joue très bien son rôle de rassembler l'ensemble de la population autour d'un objectif commun, soit l'attrait d'un avenir meilleur, afin de réformer la structure interne. Ce cas de figure tend à démontrer ce que le gouvernement Lula apporte de plus que ces prédécesseurs, sur quoi nous nous attarderons dans le chapitre 3.

1.3 Le cas de Mexico, Los Angeles et Séoul

Nous avons choisi de nous pencher sur trois différents cas qui ont tous en commun d'avoir changé la perception de l'impact des grands événements sportifs internationaux (plus précisément des JO) sur les politiques internes des États, en plus d'avoir tous 3 accueilli de

façon rapprochée les JO et la Coupe du Monde. Le Brésil n'innove point en utilisant les grands rendez-vous du sport comme modèle de développement politique, social et économique, le Mexique, les États-Unis et la Corée du Sud les ont utilisés avant lui. Le Mexique est probablement l'étude de cas le plus proche de la situation brésilienne actuelle. En effet, l'organisation de la Coupe du Monde et des JO à 2 ans d'intervalle dans les deux cas (Mexique 1968-1970 et Brésil 2014-2016), sont, comme nous l'exposerons, un choix stratégique élaboré afin de contrebalancer d'immenses problèmes sociaux, politiques et économiques présents à l'interne.

Le 18 octobre 1963, Mexico est choisi pour organiser les JO de 1968. Ce choix s'explique par le fait que le Mexique est encore un pays en voie de développement, mais qui connaît dans les années 1960 une période de forte croissance économique. Pour le CIO, c'est une façon d'être novateur en attribuant les Jeux à un pays, certes du tiers-monde, mais également géant et prometteur. Le Mexique de l'époque mène une politique extérieure ambitieuse, se voulant « un pays phare du Tiers-monde » (Boniface, 2012, p. 117). Le gouvernement de l'époque cherche à dissiper les stéréotypes d'un peuple indolent et faible économiquement. En 1968, le PRI (Partido revolucionario institucional) domine la vie politique mexicaine. Le régime présidentiel fort met en valeur la personnalité du président Gustavo Diaz Ordaz (1964-1970), dirigeant autoritaire du PRI (Boniface, 2012, p. 119). Le Brésil de Lula et le Mexique pré-olympique ont la volonté commune de poursuivre sur la voie de la croissance économique et de prouver au monde entier de la nouvelle grandeur de leur pays respectif.

Les JO de Mexico seront les jeux des premières. En effet, c'est la première fois qu'un pays du Sud organise les Jeux, c'est également la première fois qu'une femme (Norma Enriqueta Basilio de Sotelo - championne mexicaine du 400m) allume la flamme olympique. Finalement, c'est la première fois qu'un athlète est banni pour cas de dopage. Par contre, ce n'est ni la première, ni la dernière fois qu'un mouvement contestataire se servira de la tribune des jeux pour faire aller ses revendications. Peu de temps avant les JO, un mouvement de

grève étudiant gagne le Mexique, principalement entre le 13 août et le 2 octobre, ou plus de 300 000 étudiants manifestent contre la brutalité policière, un système éducatif carencé et l'ensemble du régime politique mexicain et ses représentants. Pour les autorités mexicaines, il est impératif d'éteindre les revendications étudiantes avant le début des JO afin de montrer au monde l'image d'un Mexique harmonieux et en paix sociale. Cette image sera montée de toutes pièces, après une cinglante répression qui culminera avec le massacre de la Place des Trois-Cultures (qui fera 325 morts et plus de 500 blessés graves), par l'imposition de la Pax olympica avec l'aide de l'armée et des médias contrôlés par le gouvernement de Gustavo Diaz Ordaz (Boniface, 2012, p. 121).

Malgré que les JO de Mexico ont été surtout marqués par le massacre de Tlatelolco, le premier cas de dopage, la protestation contre la ségrégation raciale des États-Unis par des sympathisants des Black Panthers et que deux ans plus tard c'était la défaite crève-coeur de l'équipe du Mexique contre les Italiens durant leur Coupe du monde qui restera dans les mémoires, plusieurs pays ont regardés attentivement ce qui s'est déroulé dans la nation tricolore et ont pris des notes pour le futur. Perçue comme un véritable modèle de développement novateur, l'utilisation des grands évènements internationaux en a fait rêver plus d'un suite à leur réussite. Cette odyssee sportive a permis au Mexique de transformer son image tant au niveau interne qu'externe.

Une nouvelle urbanisation de la métropole, une amélioration des infrastructures liées aux transports (*i.e.*, la mise en place du métro), aux communications et aux développements sportifs, ainsi que de nombreux investissements dans la modernisation et la sophistication des technologies de l'information ont directement découlé de l'obtention des JO et de la Coupe du monde. De plus, la position de leader du Mexique au sein des pays latino-américains a considérablement gagné en légitimité en raison de la démonstration de sa puissance économique, politique et culturelle durant ces grands évènements internationaux. Tout comme le Brésil souhaite le faire à son tour, le Mexique a utilisé les JO et la Coupe du monde, non seulement en raison des facteurs tels qu'une visibilité intensive, une

augmentation du tourisme, la création d'emplois, une diminution de la violence, etc., de façon temporaire, mais bien en suivant ses objectifs à moyen/long terme d'être une puissance reconnue (Brewster, 2010, p. 40-41).

L'inspiration mexicaine est indéniable dans les choix brésiliens amenant les JO et la Coupe du Monde dans le pays de l'ordre et du progrès. Même si à l'époque la diffusion et la couverture médiatique n'étaient pas à l'ampleur qu'elles peuvent être aujourd'hui, le Mexique a tout de même bénéficié du feu nourri des projecteurs durant suffisamment longtemps pour augmenter sa puissance à l'internationale et améliorer ses lacunes à l'interne. Nonobstant cette réalité, reste que l'expérience olympique mexicaine était loin d'atteindre le succès des JO de Los Angeles et de Séoul.

1.3.1 Le tournant de Los Angeles

Les Jeux Olympiques de Los Angeles en 1984 représentent non seulement, la transformation profonde du mouvement olympique (en étant la première édition à accepter les sportifs professionnels et celle marquée par la commercialisation à outrance) mais ils sont également les premiers à être profitables économiquement. Suite au boycott des États-Unis et de 80 de ses alliés au Jeux de Moscou de 1980, l'URSS décide de boycotter à son tour les jeux de Los Angeles de 1984, prétextant le manque de sécurité pour ses athlètes. Seulement 14 pays décident d'être solidaires avec l'URSS en refusant de se rendre à Los Angeles. L'impact beaucoup plus limité de ce boycott que celui du boycott de 1980 montre les limites de la puissance et le relatif isolement de Moscou (Shaikin, 1988, p. 55-57).

Le boycott a historiquement été utilisé pour protester pacifiquement contre un autre pays, cependant les JO de Los Angeles marquent un changement important pour le

mouvement olympique, en raison de leur nouveau caractère acquis le plaçant comme un mouvement puissant et universel. Tellement qu'après cet épisode, il sera presque impossible pour les gouvernements des diverses nations d'interdire à leurs athlètes de se rendre aux Jeux. C'est rendu spontanément un rendez-vous à ne pas manquer autant pour les athlètes, que pour les gouvernements que bien sûr pour les amateurs de sports.

Pour les États-Unis, ces Jeux sont une réussite sur toute la ligne. D'une part, sur le plan externe ; où ils peuvent montrer leur supériorité en terme de développement d'athlètes professionnels, leur supériorité politique face à l'URSS et la supériorité du capitalisme sur le communisme. D'autre part, sur le plan interne ; où ils proposent un nouveau modèle pour les Jeux modernes en améliorant les équipements existants, plutôt que de construire des sites prestigieux extrêmement coûteux. Peter Ueberroth, le président du comité organisateur a géré ces JO comme une entreprise. Le bénéfice réalisé lors de ces Jeux est estimé à 200 millions de dollars ; dont 30 % ont été injectés dans des organisations sportives pour la jeunesse. Par ailleurs, c'est tout le sud de la Californie qui a bénéficié d'un impact économique positif, estimé à 3,3 milliards de dollars. L'auteur Christopher Gaffney ajoute :

The global landscape of sport changed dramatically through the 1980s and 1990s. Beginning with the Los Angeles Summer Olympics in 1984, new forms of financing, marketing, and communications technology combined to alter the form and function of mega-events (Gaffney, 2010, p. 15).

L'utilisation des grands événements sportifs internationaux dans le but d'influencer des dossiers de politique interne avait déjà très bien fonctionné pour les États-Unis, en 1980, à Lake Placid (New York), dans le cadre des Olympiques d'hiver. Alors que l'équipe soviétique de hockey restait invaincue depuis plusieurs années et qu'elle avait gagné les quatre dernières médailles d'or, l'équipe américaine a réussi à les battre en remportant un match épique pour finalement se sauver avec la médaille d'or. Ce match, surnommé depuis « Miracle on Ice » aux États-Unis, est resté gravé dans la mémoire du pays.

Un excès patriotique a été directement provoqué par cette victoire et se traduira rapidement par un bond gigantesque de la popularité de Jimmy Carter dans les sondages passant de 23% à 53% d'opinions positives. Par contre, c'est Ronald Reagan qui a le mieux utilisé la vague de patriotisme suivant les Jeux Olympiques de 1980 à Lake Placid et de 1984 à Los Angeles pour se faire élire lors des élections présidentielles des mêmes années, les deux fois en remportant une très large majorité des grands électeurs et des sièges au sénat (Shaikin, 1988, p. 65). Ce qui démontre encore une fois que lorsqu'un gouvernement en a la chance, même les États-Unis, il profitera d'un élément de politique extérieure, c'est-à-dire la tenue des JO sur son territoire, afin d'être récompensé par le système international et par le fait même prospérer candidement à même sa structure interne.

1.3.2 La continuité de Séoul

Le succès commercial des Jeux olympiques de Los Angeles mène le mouvement olympique dans une nouvelle ère, où les candidats se bousculent pour organiser l'événement. Six villes demandent à accueillir les Jeux en 1992, contre seulement une en 1984 et deux en 1988. La Corée du Sud soumet sa candidature pour accueillir les Jeux Olympiques en septembre 1981. Elle espère légitimer son régime autoritaire, de plus en plus attaqué par les partisans de la démocratie. Les Jeux olympiques visent également à souligner la réussite économique de la Corée du Sud, qui est l'un des « quatre dragons asiatiques » ayant émergé dans les années 1970-1980 et qui souhaite plus de visibilité sur l'échiquier global (Boniface, 2012, p. 163). Les craintes face aux revendications dénonçant le régime autoritaire se sont concrétisées, puisque des manifestations en faveur de la démocratie ont éclaté un an avant la tenue des JO. Les dirigeants coréens en poste ont dû capituler et ont été remplacés par un gouvernement élu. Le nouveau pouvoir décrète alors le retour à des élections du président au suffrage universel direct, une amnistie de nombreux opposants politiques, favorisait la liberté de presse et la liberté d'action des partis politiques. L'année 1987 marque ainsi la fin du

régime militaire sud-coréen, et l'élection de Roh Tae-Woo comme premier président sud-coréen démocratiquement élu.

Économiquement, ces Jeux ont été une réussite, grâce à la télévision et aux commanditaires. Cet engouement s'est prolongé au-delà même des JO, puisque des entreprises étrangères se sont massivement implantées à Séoul, ce qui a permis à la Corée du Sud de devenir la troisième économie d'Asie. Il est à noter que l'organisation de ces Jeux a aussi dynamisé le sport coréen. Toujours selon Gaffney, le mouvement olympique suivant les Jeux de Séoul : « has encouraged every subsequent host city to wrap its monumental building projects in a veil of environmental munificence » (Gaffney, 2010, p. 24).

Si la préparation des Jeux n'a pas permis de rapprocher les deux Corées, elle a néanmoins contribué à des changements politiques en Corée du Sud. Le véritable pouvoir de ces Jeux a été d'empêcher une répression sanglante des revendications populaires coréennes au cours de l'année 1987 et de contribuer au passage de la dictature militaire à la démocratie civile. Recevoir le monde entier et être sous les feux des projecteurs oblige à une modération de comportement. En fait, les dirigeants de l'époque ont compris qu'ils ne gagneraient pas leurs négociations avec les différents acteurs internes. Le win-sets trouvé fut un changement au niveau du choix de la nature du régime politique en place, en contrepartie l'évènement a pu se dérouler dans le calme et en affichant le meilleur visage du pays. Les JO, qui ont été accordés à une Corée du Sud en voie de démocratisation, vont accélérer et consolider cette dernière. Le pouvoir aurait pu décider de continuer à utiliser la répression pour empêcher les revendications populaires en Corée du Sud, mais il s'est vite rendu compte que les temps avaient changé et que ce qui a été possible en 1968 à Mexico ne l'est plus désormais. Les Jeux ont gagné en visibilité et l'opinion pèse beaucoup plus.

Nous aurions pu continuer en parlant des JO de Barcelone de 1992 et démontrer encore et encore de quelles façons les sphères extérieures et intérieures de la politique se rencontrent et s'entremêlent lorsqu'il est question des grands événements sportifs internationaux. Ce qui était important en analysant ces trois cas, c'était surtout de voir comment pour les pays déjà établis (ou en voie de l'être) sur la scène internationale, l'accueil des Jeux vient compléter leur stratégie de *Soft power*, ou en d'autres mots ; leur capacité à convaincre d'autres pays d'agir en leur intérêt en changeant leur comportement ou en leur donnant plus de prestige sur la scène internationale. De 14 pays ayant participé aux premiers JO de l'ère moderne en 1896 à Athènes, ils étaient plus de 200 à Pékin en 2008, cette augmentation de la participation est liée aux événements géopolitiques et à la croissance de sa diffusion à travers le monde.

Le choix des villes d'accueil des olympiades n'est pas un hasard non plus, ce choix se veut en accord avec les dynamiques de la mondialisation. Déjà, en 1968, le choix de Mexico répondait à cette logique. Le CIO avait voulu récompenser le Mexique pour sa forte croissance économique durant les années 1960. Quatre ans plus tard, le Mexique accueillait la neuvième Coupe du Monde, l'une des plus spectaculaires de l'histoire, remportée par un Brésil époustouflant. Tout comme le Mexique, la Corée du Sud organisera quelques années plus tard une Coupe du monde, une nouvelle fois remportée par le Brésil. Depuis Los Angeles, les différents gouvernements savent que les JO peuvent être 1- rentables et 2- profitable pour la projection de la puissance.

La victoire de Pékin et de Rio de Janeiro révèle la volonté du CIO de se préoccuper de plus en plus des pôles émergents. La Chine (2008) et le Brésil (2016) mettent en lumière l'émergence de nouvelles économies dans le système mondial et obligent les autres pays à les concevoir différemment. Le Brésil aura à coeur de prouver au monde qu'il peut avoir un poids considérable dans les relations internationales. Il bénéficiera d'une double exposition à l'échelle planétaire avec en premier la Coupe du Monde de 2014 et en second les JO de 2016. Encore une fois, précifions que le Brésil n'invente rien avec l'intégration des grands événements internationaux dans sa politique extérieure agressive, il suit en fait, le modèle du

Mexique, de la Corée du Sud et des États-Unis, qui ont tous reçu les JO et la Coupe du Monde dans un court laps de temps. C'est précisément ce que ce premier chapitre a tenté d'exposer, cette volonté qu'on les États d'utiliser les grands événements internationaux afin de compenser pour les faiblesses internes ou pour augmenter les résultats économiques.

La prochaine section aura quant à elle l'objectif de faire une révision historique de l'utilisation par les gouvernements brésiliens de la politique internationale et de son influence sur les politiques internes. Cette section analysera sommairement les prédécesseurs de Lula de la période coloniale à Fernando Henrique Cardoso, dans le but de démontrer que des éléments de politiques externes ont toujours été utilisés par le Brésil à titre de politiques compensatoires. Nous nous attarderons surtout sur les répercussions de la Coupe du Monde de soccer de 1950 qui a eu lieu au Brésil et nous glisserons un mot sur le rôle d'Itamaraty, le ministère des affaires étrangères brésiliennes.

Subséquemment, le chapitre 3 analysera la politique étrangère mise en place par le gouvernement Lula, particulièrement ses choix d'accueillir la Coupe du Monde de soccer en 2014 et les Jeux Olympiques d'été 2016, pour ensuite en voir ses répercussions sur les politiques internes. Pour ce faire, nous dressons un bilan des deux mandats du gouvernement Lula, en mettant l'emphase sur le second mandat, période où le Brésil a obtenu les deux plus grands événements sportifs internationaux. Chose certaine c'est que le cas brésilien n'est pas unique lorsqu'on parle d'utilisation du sport comme base de modèle de développement sociétal et nous souhaitons entendre ce que les pays ayant fait le même choix on à dire sur le sujet. Finalement, nous nous pencherons sur les impacts sur une ville comme Rio de Janeiro d'organiser la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques de façon consécutive et à très peu de temps d'intervalle.

CHAPITRE II

LES ORIGINES HISTORIQUES DES INTERACTIONS ENTRE LA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE BRESILIENNE

2.4 De l'époque coloniale au Baron Rio Branco

2.4.1 La naissance d'un empire

La politique extérieure brésilienne est depuis toujours imprégnée par l'idée que le pays est destiné à occuper une place d'importance dans la société internationale. Tout au long de son histoire, le Brésil a cultivé ce désir de devenir un acteur en mesure d'exercer son influence sur la scène internationale, notamment en Amérique du Sud. Comme le mentionne Lafer, cette aspiration se justifie par un ensemble d'éléments, « dont ses caractéristiques géopolitiques (l'espace et le positionnement), en privilégiant la dimension du territoire, la population, les ressources naturelles et la position géostratégique, qui ensemble font en sorte que le Brésil est un pays avec de grandes possibilités de pouvoir pour s'insérer internationalement en tant que puissance » (Lafer, 2001, p. 20).

Lorsque la couronne portugaise, première et seule couronne européenne à jamais s'installer en Amérique, en janvier 1808 suite à l'invasion du Portugal par l'armée française de Napoléon, la nature même du Brésil changea. En avril 1808, le Prince Régent, Jean VI de Portugal, décrète la suspension de la loi de 1785 qui interdisait la création d'industries au Brésil. Dans la pratique, c'était la fin du « pacte colonial », Rio de Janeiro était alors proclamée nouvelle capitale de l'empire colonial portugais. Le Brésil perd du fait même son statut colonial et peut commercer avec tous les pays (Carta Regia) (Visentini, 1999, p. 141).

En plus de la famille royale, l'administration portugaise, avec la plupart de ses fonctionnaires, a été transférée au Brésil. Près de 14 000 personnes ont émigré. Les premières institutions culturelles importantes apparaissent à ce moment au Brésil. L'interdiction de créer des manufactures est levée, la première banque, la Presse Royale, l'Académie militaire Royale, l'Académie des beaux-arts et la première faculté de médecine sont fondées. Le Royaume-Uni assura la protection du Brésil en échange de contrats commerciaux (Barman, 1988, p. 98). Nouveau joueur par défaut dans la cour politique mondiale, le Brésil passe donc de colonie à siège des décisions d'un empire occidental. La politique extérieure brésilienne est, dès ses balbutiements, orientée vers l'intérêt national et l'idée de compenser pour des éléments internes défailants, la couronne portugaise réfugiée à Rio de Janeiro, n'ayant d'autre choix que de consolider l'économie, la société civile, la culture, etc., ne sachant pas si elle pourra retourner au Portugal un jour (Santos, 2005, p. 15-16).

2.4.2 L'indépendance brésilienne

Même après la défaite de Napoléon et malgré le départ de ses troupes de Lisbonne, la famille royale et la cour décideront de rester au Brésil. Cette décision va bouleverser les rapports de force entre la colonie et la métropole. Elle sera même à l'origine de la révolution libérale de 1820 au Portugal. Le nouveau gouvernement en place exigera le retour de la famille royale portugaise et de la cour dans la métropole à Lisbonne. Jean VI prendra ses fonctions de roi constitutionnel après avoir quitté le Brésil le 26 avril 1821. Avant de partir, le souverain nomme cependant son fils aîné, le prince Pierre, régent du Brésil (Lafer, 2001, p. 28). La situation s'aggrave entre le Portugal et le Brésil, lorsque les Cortes portugaises (monarchie parlementaire du Portugal) prennent la décision de dissoudre le gouvernement central établi à Rio de Janeiro et ordonnent au prince-régent de rentrer à Lisbonne. C'est le refus de Pierre qui déclenche l'indépendance du Brésil.

Déjà en 1822, Pierre I sait que sa guerre d'indépendance contre le Portugal de son père ne pourra être gagnée seule. Il est déterminé à projeter la puissance de son nouveau pays à l'international, mais plus spécifiquement en Amérique du Sud, en annonçant qu'un Brésil fort et riche avait simplement besoin que de voisins riches et heureux pour commercer et se défendre entre eux. Sa volonté était de créer une confédération de tous les États libres d'Amérique pour contrebalancer la puissance de l'Europe, vision rappelant les bases mêmes de la création du Mercosur (Rebelo, 2010, p. 12). Il faut également noter l'importance du soutien et du rôle de l'Angleterre dans l'indépendance du Brésil. C'est l'Empire anglais qui fit avorter l'attaque du Portugal soutenu par la France sur le nouveau pays. Il s'assura de faire reconnaître l'indépendance du Brésil par le roi portugais Jean VI avant d'intervenir militairement à Lisbonne en 1826 par peur que le Portugal et la France s'allient de nouveau afin d'entreprendre des actions belligérantes contre le Brésil (Lafer, 2001, p. 29).

En contrepartie, un traité commercial extrêmement favorable à la Grande-Bretagne est signé ainsi qu'une convention par laquelle Rio de Janeiro s'engage à abolir la traite négrière dans les quatre ans. Il s'agit là de deux accords très durs pour les intérêts économiques brésiliens, mais somme toute acceptables pour le nouvel Empire. Il faut rappeler que le jeu de négociation entre le Brésil, le Portugal et la Grande-Bretagne c'est déroulé sur plusieurs mois, le traité dans sa forme finale respectait donc, selon la théorie de Putnam, le *general equilibrium* brésilien, Pierre I avait trouvé un *win-set* satisfaisant pour que les acteurs concernés au niveau interne acceptent l'entente diplomatique. En fait, pour les dirigeants brésiliens de l'époque, le développement de la politique externe n'a qu'un seul but ; assurer et préserver l'indépendance du Brésil. Ils sont prêts à se mettre à plat ventre devant l'Angleterre pour l'indépendance du pays et par le fait même pour le développement interne.

2.4.3 Les premières politiques externes

Comme nous l'avons démontré, ce sentiment de grande nation devant être révélée à l'ensemble de l'humanité est présent dans la société brésilienne et au sein de ses dirigeants dès le début de la période impériale (1822-1889), c'est en partie à cause de ce sentiment que le Brésil décide de conserver le principe dynastique (principe inspiré de l'époque romaine où le pouvoir de l'Empereur est passé de façon héréditaire) comme source de légitimation (ce qui le différencie grandement de ses voisins américains qui se tournent surtout vers les principes républicains) en construisant son auto-image à partir de la perception d'une prétendue supériorité en termes de civilisation (Villafañe, 2005, p. 14).

Même si le Brésil jouit d'une belle reconnaissance de la communauté internationale, notamment des États-Unis (premier État à avoir reconnu son indépendance), n'en reste pas moins que Pierre Ier doit faire face à un certain nombre de crises au cours de son règne, notamment celle sur l'abolition de la traite négrière à l'intérieur des quatre premières de l'indépendance. En effet, le Brésil devait consolider son économie interne et c'est par le développement de la caféiculture qu'il décide de le faire. La demande d'esclaves était très forte, mais le gouvernement devait honorer ses engagements envers l'Angleterre. Il passa bel et bien une loi interdisant la traite négrière et faisant en sorte qu'à partir de 1831, les Africains introduits au Brésil furent considérés comme libres. Cependant, la réalité était toute autre, la traite ne cesse point et les esclaves continuèrent à être introduits au Brésil de façon clandestine (Bethell, 1976, 153-154). C'est d'ailleurs l'origine de l'expression *Lei para inglês ver*, signifiant une loi symbolique seulement pour que les Anglais laissent tranquille le Brésil. Cette loi de façade ne changeait rien aux politiques internes. L'indépendance du pays était plus importante que l'orgueil national, les dirigeants étaient prêts à tout accepter à l'externe pour pouvoir développer les différents secteurs de l'économie interne, en contrepartie il faisait des lois que symboliques pour ne pas déranger l'essor de son économie.

Au même titre que des événements à l'externe peuvent faire avancer des dossiers de politique interne, ils peuvent également les paralyser complètement. Lorsque Pierre II prend le pouvoir en 1840, l'empire est au bord de la désintégration. En fait, les premières politiques externes sont surtout réactives, ce qui bloque les tentatives de coordonner une stratégie de politique externe capable de contrebalancer les lacunes internes. Par contre, sous le règne de Pierre II, c'est tout le contraire qui se passe. Premièrement, le Brésil sort victorieux de trois conflits internationaux (la Guerre de la Plata 1851-1852, la Guerre uruguayenne 1864-1865 et la Guerre de la Triple Alliance 1865-1870) (Vianna, 1994, p. 374). La victoire militaire sur l'Uruguay en 1865, suivie de la fin victorieuse de la guerre avec le Paraguay en 1870, marquent le début de l'âge d'or de l'Empire du Brésil, puisque ces événements ont engendré une série de réactions à l'interne qui ont été extrêmement positives.

D'une part, l'économie brésilienne est en plein développement et est politiquement stable, des lignes de chemin de fer, des voies navigables et d'autres projets de modernisation sont lancés, l'immigration est florissante et le potentiel d'investissement est excellent. L'empereur joue un rôle important dans plusieurs autres différends internationaux ou internes. Il pousse à l'abolition de l'esclavage et se montre un partisan acharné de l'apprentissage, de la culture et des sciences (Lafer, 2001, p. 29). D'autre part, l'Empire est reconnu au niveau international comme une nation moderne et progressiste, située juste derrière les États-Unis en Amérique.

Le pays bénéficie d'un prestige international considérable pendant les dernières années de l'Empire et il est devenu une puissance émergente sur la scène internationale. Tellement qu'en 1871, le Brésil est invité à arbitrer le différend entre les États-Unis et la Grande-Bretagne dans les réclamations de l'Alabama. En 1880, il arbitre le différend entre les États-Unis et la France sur les dommages causés aux ressortissants américains lors de l'intervention française au Mexique. En 1884, le Brésil est appelé à arbitrer entre le Chili et plusieurs autres pays sur les dommages résultant de la guerre du Pacifique (Barman, 1988, p. 257).

Comme le stipule Lafer, Pierre II transforme le Brésil en :

Une puissance émergente sur la scène internationale reconnue pour sa stabilité politique, sa liberté d'expression, son respect des droits civiques, sa croissance économique dynamique et surtout sa forme de gouvernement : une monarchie constitutionnelle représentative (Lafer, 2001, p. 29).

Mais cette réussite n'est pas un hasard. En fait, l'Empereur est encore aujourd'hui considéré comme un des dirigeants les plus importants de l'histoire brésilienne, puisqu'il a manié à la perfection les interactions entre la politique extérieure et intérieure du pays. Son dernier grand coup a été la négociation d'un accord commercial avec les États-Unis en 1889, le premier à être signé depuis le traité commercial désastreux avec la Grande-Bretagne en 1826 (et annulé en 1844). L'historien Steven Topik écrit que Pierre II « cherche à signer un traité commercial avec les États-Unis dans le cadre d'une stratégie grandiose visant à accroître la souveraineté et l'autonomie nationale » (Topik, 1997, p. 60). Contrairement à ce qui s'est passé au cours du traité antérieur, l'Empire est en position de force pour obtenir des conditions commerciales favorables, car les négociations se déroulent pendant une période de prospérité nationale et de prestige international pour le Brésil (Lafer, 2001, p. 30). Encore une fois, il prouve la subtilité du jeu des relations internationales en lien avec la politique domestique. Il donne raison à Putnam [1988] à savoir que celles-ci doivent être analysées simultanément et comme un tout, tellement elles sont interreliées.

2.4.4 L'instauration de la République

L'instauration de la République en 1889 sous-tend un élément d'envergure. La question de l'intégrité territoriale brésilienne vient au coeur des préoccupations. Celle-ci

souligne la donnée géographique de l'insertion du Brésil dans les Amériques avec l'objectif de « défaire la perception que le Brésil était différent des autres pays de l'Amérique » (Lafer, 2001, p. 30). On comprend que la priorité, à cette époque, en matière de politique extérieure est la définition claire des frontières du nouveau pays souverain. Cette priorité restera d'ailleurs le vecteur principal de la politique extérieure brésilienne, jusqu'à ce que la consolidation de l'espace national à travers la configuration des frontières soit réglée par le Baron du Rio Branco (ministre des affaires étrangères du Brésil de 1902-1912). Grâce à cela, le Brésil a aujourd'hui plus de 150 ans d'accords de paix et de coopération avec ses dix voisins, en plus de l'Équateur et du Chili.

Le Baron Rio Branco a fait en sorte que la politique externe brésilienne s'exécute par le principe que la frontière doit « être une source de coopération plutôt que de conflit » (Brigagão & Seabra, 2009, p. 76). Par le fait même, la politique interne a pu être orientée sur le développement et la croissance et non la survie ou la crainte d'être conquis, occupé, anéanti ou même asservi, à tout moment, comme nous l'enseignait Gourevitch [1978]. Cette stabilité diplomatique favorisa la stabilité interne tout en augmentant les marchés disponibles à l'exportation.

Comme nous l'indique notre collègue Renata Brunner, « Rio Branco soutenait le mouvement pan-américaniste en tentant d'y conférer un caractère instrumental pour la stratégie d'expansion régionale du pays, en structurant le discours sur l'américanisme et l'Amérique du Sud afin d'atteindre ses trois principaux objectifs : la définition des frontières, l'augmentation du prestige international du pays, et l'affirmation du leadership brésilien en Amérique du Sud » (Brunner, 2011, p. 56). Avec la fin de l'ère Rio Branco, le développement de l'espace national devient alors le nouveau vecteur principal de la diplomatie brésilienne qui se prolonge jusqu'à nos jours.

Lafer résume la question comme suit : « une fois l'urgence des questions touchant à la démarcation des frontières passée, la politique extérieure brésilienne se tourne vers l'Amérique du Sud, en s'engageant pour garantir la paix dans la région, puisqu'un climat pacifique dans la région est fondamental pour le développement interne de l'espace national, vecteur prédominant de la politique externe brésilienne après Rio Branco » (Lafer, 2001, p. 54). Nous voyons encore ici la volonté des dirigeants de pallier les lacunes de la politique interne à l'aide d'une politique extérieure forte et assumée.

Depuis la création du Brésil indépendant, la politique étrangère du Brésil suit un parcours qui peut être résumé de la façon suivante: conflit et coopération. Afin d'obtenir et de consolider son étendue colossale, sa grandeur économique et son influence sur le continent sud-américain, le Brésil voit son espace régional comme une condition sine qua non à son pouvoir (Rebelo, 2010, p. 12). C'est pour cela que la coopération avec ses voisins est aussi importante, mais également les démonstrations de force envers ceux-ci lorsqu'ils entrent en conflit avec ses intérêts nationaux. En parallèle, il faut souligner la finesse de la politique étrangère brésilienne qui place le prestige national et le renforcement de la participation active du Brésil dans les organisations traditionnelles, au niveau des pôles du pouvoir basés sur des intérêts nationaux similaires (Rebelo, 2010, p. 13).

Le fondement de cette politique étrangère est historiquement lié à la politique interne. Le meilleur exemple est la politique du café. Non seulement, la caféiculture utilise encore l'esclave, pour permettre sa croissance rapide, mais elle bénéficie également de plusieurs mesures et interventions de l'État pour maintenir le prix du café. Pendant que les propriétaires de plantation de café jettent une partie de la production pour diminuer l'offre afin de garder le cours du prix intact et que l'État de São Paulo empruntait pour subventionner l'industrie et permettre une valorisation supérieure de la ressource, l'État fédéral de son côté faisait la promotion du libre marché auprès des nations puissantes de l'époque (États-Unis, France, Angleterre, etc.) (Enders, 1997, p. 77-78). La présence de ce

double discours prouve que les décisions de politiques externes gardaient un œil sur le développement interne et n'allaient que très rarement au détriment de ce dernier.

2.5 De Vargas à Cardoso

Faisons un saut dans le temps pour nous consacrer sur la période de Vargas (1930-1945). Les deux éléments qui régissaient la politique brésilienne à cette époque étaient le pragmatisme et le nationalisme, « faute d'un projet de politique étrangère engagée pour porter une plus grande attention au défi interne du développement » (Brunner, 2011, p. 56). En ce sens, le commerce devient la principale préoccupation de la politique extérieure. Cette période de l'histoire brésilienne a une importance certaine pour ce projet de mémoire en raison de la tenue de la Coupe du Monde de football de 1950, qui s'est déroulé à Rio de Janeiro. Pour sa venue l'État brésilien a fait construire le stade de Maracanã, qui est à l'époque l'enceinte de football la plus imposante au monde. Sa construction ne prit que deux ans. Il est encore aujourd'hui un endroit mythique internationalement et tout particulièrement pour les Brésiliens. Ce stade attire sa part de touristes et est, grâce à la finale de la Coupe du Monde de 1950, une véritable note de bas de page historique entre le Brésil et l'Uruguay. Comme quoi un évènement sportif de cette envergure peut avoir des répercussions outre que sportives sur l'histoire d'un pays.

2.5.1 La Coupe du monde de 1950

L'analyse des répercussions de l'avant, le pendant et l'après Coupe du monde de 1950 au Brésil est essentielle pour comprendre de quelle façon les dirigeants brésiliens ont par le passé utilisé les interactions entre la politique domestique et la politique internationale dans des buts précis de développement interne. Il faut savoir que la Coupe du monde de 1950 n'a pas été le premier évènement sportif d'envergure internationale à Rio de Janeiro. En effet, il y

a eu le Championnat Sud-américain de football en 1919. Bien que nous ne puissions pas considérer un tournoi de football à cinq équipes comme un méga-événement, il ne faut pas l'écarter du revers de la main pour autant. Ce fut, d'une part, le premier événement sportif de nature internationale à être accueilli par le Brésil. D'autre part, il fut aussi le premier exemple d'un certain chaos contrôlé (outre la guerre) pour le jeune pays.

Concrètement la venue du Championnat Sud-américain a créé une suspension spontanée de la normalité du quotidien et de la vie urbaine pour les gens de Rio de Janeiro. Un décret présidentiel a forcé les banques et les institutions gouvernementales à fermer pour la journée, la plupart des entreprises ont également fermé plus tôt, et des dizaines de milliers de personnes ont rempli les espaces publics pour se rassembler afin d'assister à la diffusion radiophonique des parties de soccer (Gaffney, 2010, p. 12).

En plus de son aspect perturbateur, cet événement a été l'occasion d'attirer des capitaux étrangers au Brésil et à plus petite échelle de l'attention provenant de l'international. Pour nous, il s'agit d'une reconnaissance précoce de la capacité des méga-événements à transformer les interactions entre la politique internationale et domestique et à être utilisé pour stimuler le développement économique. Notamment à travers la réorganisation de l'espace urbain, comme ce fut le cas ici, lorsque le gouvernement municipal de Rio de Janeiro a ordonné la démolition du Morro de Castelo, qui occupait à l'époque une place de choix du centre de la ville (Gaffney, 2010, p. 12). Le sport, particulièrement le *Futebol*, est devenu un élément central de l'identité nationale brésilienne à partir des années 1930 et 1940, tellement que les politiciens ont durant cette période, fréquemment utilisé les stades à travers le pays afin de promouvoir des politiques nationales et de consolider leur pouvoir (Gaffney, 2010, p. 12). Après les exemples de Mussolini et de Hitler, Getulo Vargas a été l'un des premiers hommes politiques à reconnaître l'utilité du sport et des enceintes sportives pour l'atteinte de ses fins politiques (Gaffney, 2010, p. 13). La Coupe du Monde en Italie en 1934 et les Jeux Olympiques en Allemagne en 1936 ont d'ailleurs été de formidables outils de propagande par les deux régimes fascistes.

L'idée que la Coupe du Monde de 1950 pourrait être une opportunité incontournable pour le Brésil commence tranquillement à faire son chemin dans la tête des dirigeants et des hommes politiques brésiliens. Il ne s'agit pas d'une opportunité uniquement sur le plan sportif, mais à tous les niveaux de la société. Tous les pans de la société brésilienne en sortiraient gagnant, autant l'urbanisation d'une ville comme Rio, le développement économique de la région et de tout le pays, la création d'emplois, l'unité sociale, que les transports, les infrastructures et le prestige international du Brésil. Pour l'occasion, les dirigeants de l'époque se sont entendus pour marquer l'imaginaire collectif. Il est également intéressant de faire un parallèle avec la victoire des Allemands lors de la Coupe du Monde à Berne en 1954, qui a vraiment sonné le retour de la fierté nationale allemande et sa réintégration au sein de la communauté internationale. Le sport devient accessoire dans ce genre d'événements, les répercussions dépassent les frontières du divertissement et devient une opportunité incommensurable pour tous ceux qui veulent la saisir.

L'importance d'un symbole

Le Maracanã fut construit spécifiquement pour accueillir le Mondial de 1950. L'objectif était de construire un stade, si grand et si mythique, qu'il témoignerait pour toujours de la réussite du football brésilien et de la domination de l'équipe nationale brésilienne. On dit même que le Maracanã a été construit pour servir de temple du football brésilien (Barman, 1988, p. 299). En raison de l'énormité du stade, la construction du stade n'a pu être complétée à temps pour le mondial, les craintes qu'il ne soit pas prêt pour la finale se sont concrétisées, puisque le Maracanã a finalement été terminé en 1965. Mais la Coupe du Monde a quand même eu lieu dans cet énorme stade municipal de la ville de Rio de Janeiro, qui a été le plus grand stade du monde pendant longtemps (il a accueilli 200 000 personnes lors de la finale). Il a même été le plus grand projet de stade depuis le Circus Maximus à Rome durant l'époque Impériale.

Bien que le Brésil ait échoué dans sa quête de gagner la Coupe du Monde 1950, en final contre l'Uruguay (qui reste encore aujourd'hui un traumatisme historique pour les Brésiliens). Le Maracanã a fini par devenir l'une des principales icônes de Rio de Janeiro et du Brésil. Le stade symbolise la passion du Brésil pour le sport et a souligné le rôle des formes architecturales monumentales dans la communication des idéologies politiques et sportives (Gaffney, 2010, p. 13).

Il faut souligner que les meilleures places du stade étaient dans ce temps-là, la section Geral, était réservées au peuple afin qu'il soit proche de l'action, cela également témoigne des idéaux des projets de développement des infrastructures réalisées dans le cadre des méga-événements mondiaux, ceux-ci étaient destinés à communiquer des idées de la démocratie et de la modernité industrielle (Gaffney, 2010, p. 16). Même une fois la Coupe du Monde, les stades érigés pour l'occasion ont continué à fonctionner en tant qu'espaces publics de façon relativement ouvertes, abordables et accessibles (Gaffney, 2010, p. 15). Les conquêtes de la Coupe du Monde en 1958 et 1962 ont consolidé la passion brésilienne pour le soccer et l'identité de cette nation. En fait, le Brésil dans les années 1970 possédait plus de stades ayant une capacité de plus de 100 000 personnes que n'importe quel autre pays, ce qui en dit long sur la place du sport au sein de la société brésilienne.

Le gouvernement militaire a fréquemment utilisé les stades et l'équipe nationale brésilienne pour accomplir son programme de politique intérieure. Une partie de la logique politique derrière ces grands stades et les rassemblements populaires, c'est qu'ils diminuent la capacité d'un individu à faire entendre sa voix en public (Gaffney, 2010, p. 15). De plus, une des raisons qui explique pourquoi le Brésil a eu tant de succès dans le football international, c'est que le sport est souvent perçu comme « l'un des seuls mécanismes d'échappement viables des cycles de la violence et de la marginalisation socio-économique, que possèdent pendant longtemps les jeunes pauvres au Brésil » (Gaffney, 2010, p. 17). Il permet également la pénétration rapide des nouvelles technologies comme ce fut le cas avec la radio, la télévision et internet.

En effet, bien que la radio fut introduite au Brésil dans les années 1930, son véritable âge d'or coïncide avec la Coupe du Monde en 1950. Les investissements en infrastructures de communication pour permettre à la population de vivre l'évènement, ainsi que les investissements dans les réseaux routiers et ferroviaires pour permettre aux gens d'y assister sont essentiels et largement favorisés par le pays hôte (Gaffney, 2010, p. 17).

Même si entre 1950 et 2007, le Brésil n'a plus accueilli aucun autre grand évènement sportif international. Non pas en dépit d'avoir essayé puisqu'il a postulé pour les Jeux olympiques de 2002 et de 2008. N'en reste pas moins que le fait d'avoir été l'hôte de la Coupe du Monde de 1950, le Brésil s'est révélé au monde comme une nation capable de grandes prouesses d'ingénierie, autant au niveau architectural que d'organisation d'évènement, une nation prestigieuse pouvant mener à terme des tâches colossales en peu de temps et une nation fière et digne d'être parmi les plus grandes (Gaffney, 2010, p. 13). Cela nous prouve également son utilisation, peu importe le gouvernement en place, des grands évènements internationaux à des fins de développement interne.

2.5.2 La politique externe et le développement

La gouvernance sous le président Kubitschek avait comme objectif principal de vaincre le sous-développement. Sous cette prémisse, il a lancé l'opération panaméricaine, qui était en fait :

Une proposition ambitieuse de coopération internationale de contexte hémisphérique, basée sur l'argument selon lequel le développement, à travers le combat de la misère, serait la manière la plus efficace d'éviter des idéologies antidémocratiques dans la région. Néanmoins, l'opération n'a pas dépassé l'intention

puisqu'elle manquait de projets spécifiques pour passer à l'action, ce qui n'empêcha pas que la politique extérieure brésilienne gagnât de la notoriété sur le plan externe, bien qu'interne (Villafaña, 2005, p. 194).

Encore une fois, ce gouvernement incarne parfaitement la vision selon laquelle une interaction soutenue et vigoureuse entre politiques étrangère et domestique est souhaitable et nécessaire. Selon Kubitschek, la misère n'est pas uniquement de ressort étatique, il s'agit d'un phénomène plus large. Un des moyens de la diminuer, en son sens, est de créer une structure de coopération entre nations visant cette réalité. Lula aura le même point de vue, lui aussi tentera d'utiliser toutes les organisations internationales, y compris les grands événements sportifs internationaux, à sa disposition dans le but d'affaiblir la pauvreté.

À partir des années 1960, le Brésil entame un processus de changements internes, en mettant en pratique des nouvelles orientations visant à donner continuité au projet de surpasser le sous-développement et d'élever le pays à la catégorie de puissance. Sur le plan économique, le Brésil souhaitait une réorientation du processus de croissance afin que celui-ci soit capable de dépasser les lacunes externes. Les militaires, en accord avec le projet de puissance, acceptent les décisions du Ministère des Relations extérieures et de la présidence de la République en matière de politique externe, puisque « les intérêts économiques ont priorité sur les considérations idéologiques (Cervo, 1994, p. 193). Ainsi, les politiques intérieure et extérieure, pendant cette période, ont fait partie d'un seul et même projet, celui d'élever le Brésil au statut de puissance » (Saraiva, 1990, p. 99).

Après la période militaire, le passage rapide au pouvoir de Fernando Collor de Mello (1990-1992), a influencé de manière significative la politique extérieure brésilienne (Vaz, 1999, p. 64). Sa stratégie de diversification des partenariats a mené à une réorientation visant les grands centres de développement économique. La nouvelle diplomatie cherchait à construire l'image du Brésil comme un leader régional qui demandait une plus grande présence dans le monde pour compenser l'augmentation de la vulnérabilité extérieure et a

cherché un rapprochement avec les pays développés. Bref sous l'administration Collor, la politique étrangère du Brésil a varié entre des stratégies multilatérales et bilatérales pour l'insertion internationale (Brunner, 2011, p. 72), mais encore une fois dans le but de combler les vulnérabilités internes du Brésil.

2.5.3 La vision de FHC

L'année 1995 marque le début de l'ère Fernando Henrique Cardoso (FHC) (1995-2002). Pendant son gouvernement, une intensification de « la recherche de reconnaissance internationale s'est produite en même temps qu'il a plus ouvertement déclaré son aspiration au leadership politique dans le contexte sud-américain » (Bernal-Meza, 2002, p. 44). Ce rôle de leader que pourrait avoir le Brésil était vu par FHC, comme le résultat de la prééminence économique graduelle du pays et devait en principe être limité à l'Amérique latine, en raison de la limitation des ressources efficacement disponibles pour l'action externe de l'État (Almeida, 2004, p. 11).

Cette stratégie de poursuivre l'autonomie à travers le leadership est relationnelle, c'est-à-dire qu'elle assure le leadership brésilien dans la région de l'Amérique du Sud et contribue, simultanément, à obtenir plus d'autonomie dans le contexte global (Pinheiro, 2000, p. 324). Brunner mentionne qu'

au cours du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1996-2002), le Brésil devient plus actif en Amérique du Sud et se place comme un leader plus ouvert au niveau régional. Mais c'est seulement avec l'entrée au gouvernement de Lula, en 2003, que le Brésil émet explicitement l'intention de devenir une puissance régionale, non nécessairement à travers ses discours officiels pour ne pas blesser la susceptibilité des pays voisins, mais surtout à travers des actions plus affirmatives dans la région. L'Amérique du Sud devient alors le centre de la politique étrangère du Brésil (Brunner, 2011, p. 8).

Depuis Cardoso et durant l'administration de Lula, l'ordre international a subi d'importants changements. Ces changements ont permis à la politique étrangère brésilienne d'atténuer les effets internes et, en même temps, de devenir un participant actif dans la formulation du nouvel ordre mondial (Cervo, 2010, p. 9). Ce nouveau mode présenté par Cardoso et consolidé par Lula diminue l'impact des forces externes sur la structure interne et permet aux gouvernements de gouverner avec plus de latitudes face aux aléas du système international. Il incombe à l'État de soutenir la réalisation des intérêts des différents segments de la société et de veiller sur le bien-être de tous, ce qui est en clair, l'intérêt supérieur de la nation. Comme tout cela dépend de facteurs internes et externes, l'État veille à ce que l'intérêt national ait un poids sur la politique étrangère et devienne par le fait même un agent de la gouvernance mondiale. Cette évolution de la politique étrangère atteindra une plus grande maturité sous l'ère Lula (Cervo, 2010, p. 10).

Le projet de puissance du premier gouvernement Lula semble suivre les mêmes lignes directrices que celles du gouvernement militaire puisque sa politique externe a aussi mis l'accent sur

la consolidation de la capacité d'intervention du Brésil dans le monde, l'opposition à l'unilatéralisme ou l'unipolarité, avec la défense active du multilatéralisme et d'un plus grand équilibre dans les relations internationales, la priorisation de l'Amérique du Sud comme plateforme de pouvoir à travers l'intégration politique, la stabilité régionale et la promotion de la paix et de la démocratie parmi ses voisins et l'augmentation de la coopération avec d'autres puissances qui composent le système (Brunner, 2011, p. 67).

Lula a maintenu la tradition de la formulation et de la programmation de la politique étrangère comme une politique d'État. Il détient des valeurs, des intérêts et des modes de

conduite adoptés à travers les canaux historiques, comme une vocation industrielle et une connexion entre l'État et la société (Cervo, 2010, p. 9).

Qu'est-ce que cette analyse de l'histoire de la politique étrangère nous apprend sur les traditions brésiliennes en matière d'utilisation de la politique externe à des fins internes? Pouvons-nous trouver un certain parallèle entre la gouvernance de Lula et celle de ses prédécesseurs? C'est ce que nous déterminerons dans le prochain chapitre. Mais avant, analysons le rôle du ministère des affaires étrangères brésilien dans les interactions entre politique interne et externe.

2.5.4 L'impact d'Itamaraty

Lorsqu'on analyse la politique externe du Brésil, on ne peut passer à côté de l'entité responsable de la direction stratégique de la politique internationale brésilienne. Le ministère des relations extérieures, mieux connu sous le nom d'Itamaraty, est un élément d'analyse clé pour comprendre l'interaction entre la politique domestique et internationale du pays. C'est important de souligner que le Brésil est un pays qui tout au long de son histoire a investi beaucoup et longtemps dans son ministère des relations extérieures (Brunner, 2011, p. 50). Depuis sa création, l'agence, qui aujourd'hui possède un budget annuel de plus de deux milliards de réais (un peu moins d'un milliard de dollars canadiens), a toujours compté sur un réseau de diplomates remarquables avec une grande capacité d'analyse et de réponses aux situations dans lesquelles le Brésil s'est engagé. En ce sens, la diplomatie brésilienne a construit le respect international, grâce à la connaissance et à la capacité des diplomates et des institutions brésiliennes (Brunner, 2011, p. 50).

Comme le signale Puntigliano, Itamaraty n'est pas qu'un simple ministère parmi les autres. C'est le principal ministère qui incarne l'identité nationale brésilienne, mais qui est aussi le chien de garde de l'intérêt national à l'étranger (Puntigliano, 2008, p. 30-31).

Itamaraty est aussi connu pour son intégrité dans les négociations et les accords internationaux en fonctionnant comme l'interlocuteur de ses partenaires, de manière à consolider une politique externe régulière et aussi par sa transparence en justifiant une « diplomatie secrète » dans des cas extrêmes, où la sécurité de l'État serait en péril (Brunner, 2011, p. 50). Il est important de noter le grand respect dont Itamary jouit autant à l'interne qu'à l'externe en raison de son efficacité et son intégrité, sur quoi nous reviendrons subséquemment.

En 1834, il y eut une scission au sein du ministère de la guerre, donnant deux entités, d'une part le ministère de la Défense et de l'autre le ministère des Relations internationales. Cet évènement a représenté une étape importante vers l'émancipation du ministère des Affaires étrangères, et à partir de ce moment, ce dernier est devenu l'acteur de premier plan dans la planification et l'exécution de la politique étrangère. Avec la fin de l'Empire et le début de la République, une des influences les plus profondes sur l'identité de la diplomatie brésilienne a été le ministère du Barão do Rio Branco. Rio Branco a même utilisé le Palais de l'Itamaraty comme résidence personnelle. C'est à cette époque que le ministère, aussi appelé « La Maison », est devenu associé au nom « Itamaraty » (Puntigliano, 2008, p. 31). Peu à peu Itamaraty commence à étendre ses tentacules avec la création de la première unité s'occupant des questions liées à une organisation internationale, soit la commission panaméricaine et la création de la première délégation brésilienne permanente auprès d'une organisation internationale, soit la Société des nations.

Entre les années 1930-1954, les gouvernements de Getulio Vargas ont procédé à des réformes s'inscrivant dans un processus général de rationalisation et de modernisation de l'État. Une étape importante au cours de cette période a été la création de l'Institut Rio Branco, comme un centre de recherche et d'éducation des diplomates. Ce qui démontrait clairement la volonté de l'État de former des diplomates efficaces et talentueux pour, dans le but de bien représenter le Brésil à l'étranger, mais également pour tirer un maximum en retour des différentes ententes à l'international dans le but d'en faire profiter la politique

interne brésilienne.

Malgré les changements survenus durant ces années, l'organisation de la politique étrangère brésilienne était trop obsolète pour faire face aux défis de la restructuration de l'ordre international suite à l'émergence de l'Organisation des Nations Unies. Pour faire face à ce changement, un poste de diplomate a été créé directement sous le secrétaire général de l'Itamaraty, afin de centraliser et de systématiser tous les éléments concernant les organisations des Nations Unies et l'Union panaméricaine, et également pour donner des recommandations par rapport à une réorganisation postérieure du ministère. Pour être responsable de toutes les questions liées aux engagements du Brésil avec les organisations internationales, l'Itamaraty a créé la Commission pour les organisations internationales (Puntigliano, 2008, p. 32-33).

Lorsque dans les années 1960, l'État développementaliste visant à donner le rôle d'agent central du développement à l'État, a été le modèle adopté par le Brésil, une nouvelle politique étrangère plus pragmatique guidée par la doctrine de la politique extérieure indépendante a vu le jour. Une réorganisation de la politique étrangère a conduit à ce qu'on a appelé la réforme la plus élaborée dans l'histoire de l'Itamaraty. Un des résultats de cette réforme était une augmentation de l'indépendance de l'exécutif d'Itamaraty, résultant du renforcement du rôle du Secrétaire général. Ce dernier est devenu un point de référence pour le ministre des Affaires étrangères indispensable puisque c'est le Secrétaire général qui conduit directement toutes les opérations de politique étrangère

À partir des années 1960, le gouvernement Kubitschek et les gouvernements militaires successifs ont marqué la transition de l'Itamaraty vers une diplomatie moderne, où la diplomatie économique, le régionalisme et le multilatéralisme ont imposé leurs racines profondes dans la structure organisationnelle et la culture. Les politiques étrangères ont été de nouveau mises le long d'un chemin national où le développement et la souveraineté ont été

mélangés dans l'idéologie nationale. Avec la détérioration de l'économie mondiale et sa tendance vers des mesures plus protectionnistes et discriminatoires, la coopération avec les pays de la périphérie a été transformée en un élément clé de la politique brésilienne. À la fin des années 1980, le niveau externe a montré de grands changements. L'ouverture des marchés, la fin du conflit Est-Ouest et l'approfondissement des processus d'intégration en Amérique du Nord et en Europe propulsèrent la diplomatie brésilienne dans un nouveau contexte.

Le Brésil possède actuellement une représentation diplomatique dans plus de 70 pays, assurant ainsi une forte présence dans le monde. Ainsi, en étendant rapidement sa présence diplomatique à travers l'expansion et l'utilisation intelligente de ses instruments de politique étrangère, le Brésil renforce sa projection sur la scène internationale, ce qui lui donne un certain avantage sur les autres nations de la région qui ne disposent pas des mêmes ressources diplomatiques que le Brésil (Brunner, 2011, p. 50). On peut donc émettre l'hypothèse que plus il y a de relations entre Itamaraty et les autres pays, plus la puissance du Brésil est projetée, ce qui expliquerait l'intérêt d'investir autant dans ce ministère. Pour plusieurs analystes de la politique internationale brésilienne, les impacts d'Itamaraty sont énormes, on dit même qu'en ce qui à trait la politique externe du Brésil :

Il se trouve y avoir deux raisons pour expliquer sa stabilité : d'une part, sa nature structurelle, c'est-à-dire le rôle que la politique externe joue comme instrument important du projet de développement du pays; et d'autre part, le puissant composant institutionnel de la formation de la politique externe qui se présente dans le rôle prépondérant du Ministère des Relations extérieures (Itamaraty) lors de la formulation et de la mise en œuvre de cette politique (Lima, 2005, p. 2).

La politique étrangère brésilienne est aujourd'hui un élément important de l'ordre du jour national du pays. La pertinence et le rôle que le Brésil a eu dans le monde sont propices à l'insertion du pays dans le scénario mondial et ce en temps réel. Beaucoup de travail a été fait par les gouvernements pour stabiliser l'économie du secteur privé pour moderniser et

rechercher la compétitivité. Itamaraty reste unique en grande partie grâce à son héritage provenant de l'empire portugais. La conservation d'un caractère portugais, même après l'indépendance du Brésil en 1822, fait en sorte qu'Itamaraty reste une diplomatie particulière dans le contexte d'Amérique latine. Une des caractéristiques de cette diplomatie particulière est une continuité sans précédent entre les différents représentants diplomatiques, ce qui a contribué à une très grande stabilité dans l'orientation des différents gouvernements en matière de politique étrangère (Filho, 2010, p. 44). Ce qui est encore plus fascinant c'est la capacité à Itamaraty à reconnaître, s'adapter et se réformer autant aux perturbations et aux changements nationaux que ceux provenant de l'externe afin de toujours garder une interaction efficace entre la politique domestique et la politique internationale.

Le concept de *pocket of efficiency* utilisé par Peter Evans (1995) s'applique particulièrement à Itamaraty, qui est un organe étatique extrêmement efficace dans ses politiques et réalisations, en plus d'être respecté autant à l'interne qu'à l'externe. Il a toujours été un ministère prestigieux reconnu pour ses capacités de négociateurs et ses habiles stratégies afin de prendre un maximum à l'externe afin de transmettre à l'interne. C'est d'ailleurs une des interrogations qui reste sans réponse, pourquoi la gestion de la Coupe du Monde 2014 et des Jeux Olympiques 2016 a été confiée à l'interne au ministère du Sport et qu'à l'externe c'est Lula lui-même le porte-étendard ? Itamaraty n'aurait-il pas été le ministère le plus apte à porter le dossier ? Peut-être que le gouvernement Lula cherchait à créer de nouveaux îlots d'efficacité au sein de ses autres ministères afin d'effectuer une transformation profonde de l'État brésilien lui-même. En fait, selon cette hypothèse, l'idée aurait été de rendre d'autres ministères qu'Itamaraty plus efficaces et respectés, au lieu de tout concentrer au sein du même ministère, la venue de ces méga-événements sportifs serait la possibilité d'améliorer une large partie de l'appareil étatique. Une chose est certaine, les allégations de corruption sur Orlando Silva, ex-ministre du Sport, en 2011 et son renvoi du gouvernement par Dilma Rousseff elle-même, ne semble pas confirmer l'efficacité de ce choix.

CHAPITRE III

LES ANNEES LULA – BILAN ET COMPARAISON

3.6 La politique étrangère du Brésil entre 2003 et 2010

La section précédente a exploré les origines historiques des interactions entre la politique extérieure et la politique interne au Brésil. Nous avons démontré de quelle façon les gouvernements brésiliens pré-Lula ont mis la table afin d'utiliser une politique extérieure de compensation et d'accélération à la politique intérieure. Nous en avons également profité pour analyser comment l'histoire du Brésil peut nous aider dans notre discussion théorique. Historiquement les problèmes internes de ce pays ont guidé les aléas de la politique extérieure. C'est ce que l'analyse historique des interactions entre la politique extérieure et intérieure brésilienne nous a permis de déterminer pour la période pré-Lula. Qu'en est-il sous la gouvernance de Lula? Observerons-nous plutôt une tendance affirmée de grands changements structurels à l'interne suite à un événement de politique externe? C'est ce que ce chapitre tentera de déterminer.

Une étude menée entre décembre 2000 et mars 2001 avec 149 personnalités de tous horizons afin de savoir les intérêts de la société brésilienne sur la formation de la politique extérieure, nous apprenait que 99% des répondants désiraient que le Brésil s'implique plus et participe plus activement dans les questions internationales (Souza, 2002, p. 3). De la même étude, 74% des répondants qualifiaient le rôle du Brésil du temps dans le système international comme plus important que 10 ans auparavant. Et 88% pensaient qu'il devrait être encore plus important dans les 10 années qui allaient suivre (Souza, 2002, p. 21). Il est clair que Lula avait la même vision que ces répondants avant sa venue au pouvoir et pendant son règne. L'action extérieure du Brésil sous ce président est marquée par une intense activité

diplomatie déployée sur 3 niveaux : 1- la politique étrangère (Accords bilatéraux, Mercosul), 2- la politique internationale (Multilatéralisme; Minustah, G20, Relation Sud/Sud; IBAS), 3- la politique mondiale (Droit de l'homme, injustice) (Van Eeuwen, 2006, p. 279). Notre analyse du bilan du gouvernement Lula se fera uniquement sur les points 1 (la politique étrangère) et 2 (la politique internationale); nous nous détournons volontairement de l'analyse de la politique mondiale pour le moment, faute d'espace et d'intérêt.

Avant même son élection, Lula devait calmer les marchés financiers qui craignaient sa gouverne. Il faut se demander si c'est les contraintes libérales à l'interne qui ont forcé le gouvernement Lula à exprimer la vraie nature du Parti des travailleurs (PT) uniquement dans la politique extérieure? En ce sens, est-ce que la politique externe a été l'espace d'action trouvé pour l'affirmation du caractère progressiste du nouveau gouvernement? N'est-il pas possible que les JO, qui selon plusieurs « require and perpetuate neoliberal maneuvering that privileges capitalist accumulation at the cost of social welfare » (Millington & Darnell, 2012, p. 191), soit l'évènement international rêvé pour Lula afin de débloquent des politiques internes qui sont plus difficilement acceptables au sein des partis et groupes de droite? Nous tenterons d'explorer davantage la question au sein de la présente section.

3.6.1 Le renouveau d'une politique étrangère

L'ère Lula a été marquée par une tentative affirmée de placer le Brésil comme leader régional, en faisant partie d'un projet plus large de leadership mondial lié à l'idée de changement de l'ordre international (Vigevani; Cepaluni, 2007, p. 308). Pour ce faire, l'intégration régionale, fondée sur le Marché Commun du Sud (Mercosul), d'une nature plus économique, et l'union des Nations sud-américaines (Unasul), d'une nature plus politique, fut déterminée comme l'objectif principal (Brunner, 2011, p. 8). L'intégration régionale a porté ses fruits au Brésil, autant économiquement que politiquement, puisque ce dernier est le pays qui recueillera le plus de bénéfices parvenant des infrastructures et de la sécurité énergétique

améliorée puisqu'au sein de l'Unasul on retrouve un réseau d'énergie, de transport, et des couloirs de TCI, Technologies de la communication et de l'information, liant les centres économiques du continent (Flemes, 2008, p. 18). Ce ne sont pas là les seules réussites du gouvernement Lula. Il faut savoir que la signature d'accords bilatéraux a constitué le fer de lance de la politique étrangère brésilienne.

Durant son premier mandat au pouvoir, Lula a passé plus de 399 jours à l'étranger, accompagné, le plus souvent, d'une cohorte d'entrepreneurs (Oualalou, 2010, p. 91). Les résultats de ces initiatives sont étonnants. D'une part, les exportations brésiennes ont augmenté de 20% par an entre 2003 et 2006. Tandis que l'investissement direct étranger (IDE) est passé de 10 milliards en 2003 (2% du PIB) à 45 milliards en 2008 (3,5% du PIB) (Lambert, 2010, p. 78). D'autre part, le commerce sino-brésilien a subi une augmentation de plus de 750% (Lambert, 2010, p. 79). Certains, tel que Celso Amorim prétendent même que « les voyages du président Lula ont permis que 10% inédits de la balance commerciale proviennent de pays arabes et africains » (Van Eeuwen, 2006, p. 17).

Cela confirme en partie la volonté d'utiliser la politique étrangère brésilienne à des fins d'accélérateur de la politique interne. Quels sont les impacts projetés des grands événements sportifs internationaux sur le pays? Est-ce que l'avènement des JO et de la Coupe du Monde aura un impact aussi significatif? Les dirigeants ont fait le pari que leurs obtentions contribueront à garder une telle croissance économique, voire peut-être même à l'augmenter. Effectuer une transformation profonde de la société, en mettant de l'avant des programmes axés sur les problèmes internes, constitue un défi certain pour un gouvernement dit de gauche aux commandes d'une coalition hétérogène. D'où l'importance de démontrer sa capacité à générer un bilan économique et une croissance positive.

Lors des deux mandats de Lula à la tête du Brésil, nous pouvons souligner les éléments de politique externe suivants ; la direction brésilienne de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) (Sousa, 2008, p. 41), l'élargissement des relations avec d'autres puissances régionales en ascension, surtout l'Inde et l'Afrique du Sud, matérialisées par le forum de dialogue IBAS, créée sous les auspices du Brésil en 2003 (Brunner, 2011, p. 84), l'intégration régionale avec l'Unasul (projet connu initialement sous le nom CASA lorsque suggéré au cours de la présidence d'Itamar Franco [1993-1995]) et le Mercosul, l'approfondissement des partenariats dans le secteur énergétique entre les pays de l'Amérique du Sud (Bandeira, 2008, p. 24), l'utilisation marquée de la Banque Nationale de Développement économique et social (BNDES) et bien sûr les stratégies d'obtention de la Coupe du Monde de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016.

À l'heure du bilan du gouvernement Lula, les spécialistes de la diplomatie brésilienne désignent la coopération Sud-Sud comme l'élément phare de la Politique Extérieure Brésilienne (PEB) et l'opposent à la politique menée par Fernando Henrique Cardoso (1995-2002). À partir de 2003, le Brésil mise en effet sur la diplomatie Sud-Sud, avec la promotion d'un agenda social international (lutte contre la pauvreté) au sein de l'ONU, le développement de relations privilégiées avec la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud à l'OMC, l'extension de la présence diplomatique et économique du Brésil en Amérique Latine, en Afrique et au Moyen-Orient, et enfin la mise en place de politiques de solidarité avec les politiques économiques de développement (PED). Entre 2000 et 2009, la participation des PED dans le commerce brésilien est passée de 37% à 57%, la Chine étant devenue le premier client du Brésil depuis 2009, et il est indéniable que la montée en puissance du Brésil au niveau diplomatique est liée à une plus grande articulation avec les autres pays émergents (Ventura, 2010, p. 2).

Avec l'arrivée du gouvernement Lula en 2003, c'est la politisation de la politique étrangère qui touche la corporation diplomatique. Au niveau interne avec la nomination de Samuel Pinheiro Guimarães, connu pour ses positions proches du PT, au poste de secrétaire

général de l'Itamaraty. Au niveau externe par la montée des enjeux internationaux dans le débat public brésilien. Les grands événements sportifs internationaux en sont également d'excellents exemples. Non seulement, ils s'inscrivent parfaitement dans le lien historiquement fort entre la diplomatie brésilienne et l'objectif du développement national (Ventura, 2010, p. 14), mais ils permettent également de relativiser le poids de l'alternance politique de 2003 sur la politique étrangère brésilienne (Ventura, 2010, p. 14). Cet exercice peut être facilité par la prise en compte des facteurs économiques (exportations, balance commerciale, taux de change), qui conditionnent les possibilités de telle ou telle stratégie externe. La stratégie des grands événements sportifs internationaux peut donc être perçue comme étant la meilleure possible pour concorder avec ces objectifs (cf. Putnam et ses *win-sets*).

Cette instrumentalisation du discours est liée selon nous à une dynamique interne, qui pousse le gouvernement Lula à afficher une diplomatie progressiste et active, comme compensation politique au maintien de l'orthodoxie macro-économique. Dans ce cadre, la diplomatie Sud-Sud et le développement de politiques de solidarité avec les PED serviraient à combler les aspirations réformistes d'une partie de l'électorat du Parti des Travailleurs, opposée à la diplomatie du gouvernement Cardoso, dans un contexte de politisation de la PEB. De plus, cette diplomatie solidaire repose sur une stratégie qui associe la légitimité des initiatives internationale de la PEB à la promotion de l'image du Brésil et de son charismatique chef d'Etat, Lula, et qui revendique la défense de valeurs normatives (lutte contre la pauvreté, écologie, multilatéralisme). La solidarité affichée de la diplomatie brésilienne servirait ainsi à augmenter le poids du pays dans les négociations internationales. En le présentant comme modèle et comme force morale, ce qui permettrait de promouvoir sur le plan international un agenda social mis en oeuvre au niveau national, avec le plan *Fome Zero* et la *Bolsa Familia*, cités comme modèle par les institutions internationales comme la Banque Mondiale (Ventura, 2010, p. 17-18) Voir le tableau 4.2 - Synthèse de la politique extérieure brésilienne sous Lula.

3.6.2 Le pari des grands évènements sportifs

Pour le Brésil, 2006 est à la fois l'année de la sélection *auriverde* (un surnom de la sélection brésilienne) en Coupe du Monde de football et celle des élections générales du 1 octobre. Après un premier quatre ans au pouvoir, Lula a suffisamment bien fait pour recueillir 60,83 % des suffrages exprimés au second tour, contre 39,17 % en faveur de son adversaire (Van Eeuwen, 2006, p. 7). Fort de cet appui massif de la population, les principaux penseurs et exécuteurs de la politique externe gouvernementale brésilienne : en premier lieu, le président Lula, suivi par le ministre des Affaires étrangères Celso Amorim et de l'assistant spécial des Affaires internationales de la présidence, Marco Aurélio Garcia (Brunner, 2011, p. 10), lanceront le Brésil dans la course aux grands évènements sportifs internationaux. Le pari de ces mega-évènements se base tout d'abord sur le principe que le: « Sport has an incontestable power as a transformative tool through social inclusion and education. The inclusion of Olympic Values as a base for education and social development as a nation in a phase of rapid development, can stabilize the development » (Gaffney, 2010, p. 24).

Un pays comme le Brésil, a beaucoup à gagner avec les programmes d'éducation et l'engagement des jeunes dans le mouvement olympique, notamment pour diminuer la violence et augmenter la scolarisation par le sport. Les objectifs déclarés de ces programmes suggèrent que « it is through sport that young people and children learn to overcome obstacles, respect rules, work within a team and demonstrate solidarity. Values that come from the field of play help to encounter difficulties and provide strength to fight for a better life » (Olympic Games Impact (OGI) Study, 2014, p. 146).

Pour les dirigeants du pays, les Jeux Olympiques représentent une force de transformation extrêmement importante, permettant d'une part, la rénovation des espaces naturels fragiles et d'autre part, l'amélioration du fonctionnement des systèmes de transport. L'impact sur l'État et la ville de Rio sera sans précédent. Dans la vision du PT et de Lula cela représente non seulement une opportunité pour la rénovation de la zone portuaire et ses environs, l'amélioration du transport en commun, et l'accélération des programmes environnementaux prioritaires avec l'objectif plus large de l'élaboration d'un plan de développement durable (Gaffney, 2010, p. 24), mais également une occasion pour le Brésil tout entier de projeter son industrie et son économie sur la scène internationale. En tant que septième plus grande économie du monde avec une base industrielle diversifiée, le Brésil apparaît comme ayant une série d'innovations. Les initiatives récentes dans le domaine de l'environnement ont élevé le pays au niveau de chef de file mondial dans certains segments industriels tels que les bio-carburants, l'agrobusiness et le recyclage. Les Jeux Olympiques présentent une plate-forme idéale pour exposer ces progrès à l'échelle mondiale (Gaffney, 2010, p. 24).

Comme nous l'avons mentionné précédemment, Evans cherche à déterminer quel type d'intervention l'État doit pratiquer pour générer et soutenir le développement. Le Brésil sous Lula est confronté à cette réalité. Les Jeux olympiques et la Coupe du monde de soccer sont perçus dès le début par l'État brésilien, comme des mécanismes de transformation rapide des villes, ainsi qu'une plate-forme efficace pour projeter la puissance du Brésil et sa modernité à la communauté internationale. C'est donc pour les dirigeants en place la meilleure politique étrangère de développement, puisqu'elle ne fait pas que corriger des faiblesses internes, mais elle permet de transformer en profondeur la société brésilienne et la perception que les autres ont d'elle. Gaffney rajoute que les « Olympics, the FIFA World Cup and regional mega-events such as the Pan-American, Asian, and Commonwealth Games are in the continual states of development, always reflecting the intersection between the local and the global » (Gaffney, 2010, p. 26). Tout comme l'ont fait le Mexique, Séoul et Los Angeles avant Rio, les villes et les pays sont toujours prêts à miser de façon agressive sur un événement comme les Jeux Olympiques dans l'espoir d'améliorer et de transformer leurs

espaces socio-économiques en créant des nouvelles infrastructures dédiées au transport, aux communications ou au sport, si cela peut être garant d'augmentation du tourisme, des emplois et des investissements étrangers.

Il y a également un certain risque à accueillir ces grands événements sportifs internationaux, c'est pour cela que nous parlons ici d'un pari. L'investissement nécessaire pour être l'hôte de tels rassemblements est considérable. Dans le cas des Jeux olympiques, le gouvernement brésilien a en quelque sorte signé un chèque en blanc, garantissant tous les coûts et les dépenses reliés à l'évènement, entraînant des problèmes de corruption et de surfacturation, tout comme ce fut le cas pour les Jeux Pan-Américain de 2007 qui coûtèrent dix fois le budget initial. En canalisant les fonds publics dans ces apologies du Sport, les villes sont obligées de produire des espaces qui ne fonctionnent pas nécessairement en dehors du contexte de l'évènement.

Règle générale, une fois que l'évènement est passé, les villes se retrouvent avec des dettes pour ces projets de constructions massifs qu'elles doivent rembourser et entretenir, engendrant des coûts de maintenance (Gaffney, 2010, p. 26). Les méga-événements sportifs sont surtout critiqués pour avoir entraîné des pertes financières pour l'hôte, ainsi que la cessation temporaire de processus démocratique, la production d'espaces militarisés et d'exclusion, de déplacement résidentiel et la dégradation de l'environnement. Dans le cas Brésilien, il faudra analyser ces indicateurs après la tenue des Jeux en 2016, pour connaître leur impact, mais plusieurs quartiers résidentiels plus pauvres ont d'ores et déjà été rasés pour faire place à des infrastructures qui seront utilisées durant la Coupe du monde et les Jeux Olympiques (Baena, 2011, 34).

Est-ce que le Brésil aurait pu choisir de repenser son développement urbain différemment? Aurait-il été obligé de construire de nouveaux stades en pleine forêt

amazonienne? N'aurait-il pas pu plus impliquer la population et les groupes de défenses citoyens dans le processus menant à la tenue de ses deux grandes fêtes du sport? L'exemple fourni par le Mexique en 1968-1970, en terme de développement urbain et de conception des infrastructures sportives, aurait dû être mieux étudié par les dirigeants brésiliens.

À partir de ces événements de politique extérieure (augmentation des relations sud-sud, l'intégration régionale, la promotion d'un agenda social international et le pari des grands événements sportifs internationaux), nous voulons porter notre réflexion sur quels d'entre eux influencent le plus la vie des Brésiliens au quotidien. Est-ce qu'en effet, il est possible que des dossiers internationaux affectent de façon claire et palpable les dossiers domestiques ? En fait, comme le mentionne Putnam [1988], la question à se poser n'est pas si ces éléments ont des effets sur la politique interne, mais plutôt comment ceux-ci affectent la prise de décision et les agissements domestiques, là est l'essence théorique de cette recherche. Pour ce faire, nous explorerons dans la prochaine section le bilan du gouvernement Lula en matière de politique intérieure.

3.7 La politique intérieure brésilienne

L'arrivée de Lula au pouvoir a constitué un double événement. En premier lieu, elle consacre la consolidation démocratique brésilienne. Ensuite, pour la première fois dans l'histoire de cette démocratie émergente, le pays (un des plus inégalitaires du monde) se dote d'un président issu de la classe ouvrière. Après quatre tentatives, Lula devient, avec plus de 61% des votes (au 2e tour), le président de tous les Brésiliens (Santiso, 2005, p. 86-87). Comme nous l'avons montré précédemment, la politique extérieure a joué un rôle primordial dans le plan d'action de gouvernance de Lula. Néanmoins, ce dernier n'était pas dupe, il savait pertinemment que les facteurs internes détermineraient aussi les possibilités et les limitations d'exercer un leadership régional modèle (Gratiu, 2007, p. 9.). Dès lors, penchons-

nous sur le bilan de la politique interne brésilienne sous Lula qui pourrait être en lien avec l'utilisation des grands événements sportifs internationaux à des fins accélérateurs.

Durant son premier mandat, Lula a maintenu les politiques économiques axées sur le marché associées à son prédécesseur tout en mettant davantage l'accent sur la réduction de la pauvreté. À la fin de son mandat, le président Cardoso a mis en place une politique macro-économique à trois volets composée d'un excédent budgétaire primaire, une cible d'inflation, et un taux de change flottant. Lula a poursuivi sur cette politique en augmentant l'excédent budgétaire primaire, en octroyant une plus grande autonomie à la Banque centrale, et en adoptant des réformes de la sécurité et de cotisations sociales. Bien que l'administration Lula a étroitement contrôlé les dépenses, il a également réorganisé et élargi certains des programmes sociaux initiés sous Cardoso. Un programme de transfert conditionné de fonds, connu sous le nom *Bolsa Familia* (Bourse familiale), fournit une allocation mensuelle aux familles pauvres en échange de veiller à ce que leurs enfants aillent à l'école et reçoivent des soins médicaux appropriés (Meyer, 2011, p. 3).

Après s'être concentré principalement sur la stabilité économique au cours de son premier mandat, Lula a créé un plus grand rôle pour l'État brésilien dans l'économie au cours de son second mandat. Il a mis en œuvre plusieurs mesures de relance pour accélérer la croissance économique et lutter contre les effets de la crise financière mondiale. Il a également élargi les programmes sociaux comme *Bolsa Familia* et a lancé de nouveaux programmes, tels que *Minha Casa, Minha Vida* (Ma Maison, Ma Vie) une tentative pour augmenter le logement formel pour les Brésiliens à faible revenu. Au cours de ses huit ans au pouvoir, le revenu par habitant national brut du Brésil a presque triplé, et quelque 24,6 millions de personnes se sont sorties de la pauvreté. Juste avant de quitter la présidence, Lula a obtenu l'approbation législative pour un nouveau cadre réglementaire qui permettait d'accroître le rôle de l'État dans l'exploitation des réserves pétrolières offshore considérables du Brésil dans l'espoir d'utiliser les ressources pour alimenter le développement économique et social à long terme (Meyer, 2011, 4).

Dans les prochaines sections nous analyserons en détail les actions et réalisations des deux gouvernements consécutifs sous la gouverne de Lula. Afin de valider ou infirmer notre hypothèse postulant que l'État brésilien a fait de l'obtention et de la préparation des Jeux olympiques (JO) et de la Coupe du monde de soccer (ces deux événements auront lieu au Brésil en 2014 et 2016 respectivement et c'est sous le second mandat de Lula qu'ils ont été obtenus) des éléments clés de sa politique extérieure. Dans le but de mettre en œuvre ou encore faire avancer les dossiers de politique interne, considérés prioritaires aux yeux de ce gouvernement brésilien, dans l'optique d'initier une transformation profonde de la société brésilienne.

3.7.1 Le bilan des deux premiers mandats du PT

Geisa Maria Rocha mentionne que, pendant les deux mandats de Lula, plus de 20 millions de Brésiliens sont sortis de la pauvreté. Entre 2003 et 2010, les revenus des 10% les plus pauvres ont crû de 8% par année, comparativement à 1,5% pour les 10% de la population la plus riche. La classe moyenne inférieure est passée de 37% de la population à plus de la moitié. Plus de 4 millions d'emplois ont été créés et le salaire minimum a subi une augmentation de 53,6%. Le nombre d'individus possédant plus d'un million de dollars d'actifs financiers s'est accru de 19,1% entre 2006 et 2007. Le programme *Fome Zero* a contribué à une diminution de 46% de la malnutrition infantile. Tandis que le programme *Bolsa Família* a aidé plus de 40 millions de personnes, ce qui signifie que 2,4 millions de foyers reçoivent depuis le début de l'ère Lula en moyenne 95 réais par mois (environ 42\$ canadien par mois). Finalement, *ProUni* a apporté son support dans l'effort de faire passer la durée de la scolarisation moyenne de 6,1 années en 1995 à 8,3 années en 2010 (Rocha, 2010, p. 94-96).

Petit bémol sur le plan social, alors que les indicateurs ont enregistré des progrès importants, la dette sociale, c'est-à-dire la privation de différents biens économique, social, politique, culturel et environnemental socialement produits, persiste, en empêchant autant la croissance interne du Brésil que sa projection à l'extérieur (Brunner, 2011, p. 48). C'est donc dire que le niveau interne de développement affecte la croissance possible à l'externe. Une fois ce constat effectué, nous devons nous questionner à savoir en quoi la politique d'attraction des grands événements sportifs internationaux aurait-elle une incidence sur ces problèmes ?

Nous avons pu identifier deux problèmes internes principaux: la violence et l'injustice. Cette injustice qui se dévoile dans les inégalités sociales empêche non seulement la croissance interne du Brésil, mais aussi sa projection internationale (Gratiu, 2007, p. 10). Conformément à l'index de Gini, parmi les pays sud-américains, le Brésil retient le pire indice en termes de distribution de richesses, c'est-à-dire 0,594 en 2010 (Brunner, 2011, p. 116). Cela a une implication directe sur la consommation interne du pays. Comme preuve, nous pouvons mentionner le fait que le Brésil se place en sixième en termes de consommation familiale. Il faut rappeler qu'en 2009, les sondages démontraient que 80% des Brésiliens avaient une opinion favorable sur Lula (Lambert, 2010). Était-ce dû à sa capacité à balancer ses actions à l'externe et à l'interne ? Il est clair que s'il s'était concentré uniquement sur les politiques internationales sa cote de popularité n'aurait pas été aussi élevée, qui plus est avec les problèmes, exposés plutôt dans ce texte, de la société civile brésilienne.

Par contre, nous aimerions analyser si dans un contexte particulier, les dossiers internationaux ont eu un rôle dans la mise en œuvre ou l'accélération d'un ou plusieurs dossiers domestiques. C'est-à-dire, si l'obtention des JO a eu des impacts mesurables (*i.e.* taux de chômage, taux d'inflation, taux d'homicide, taux de pauvreté, ou tous autres indices jaugeant les niveaux de violences et d'injustice, en fait tout indicateur qui est directement

perceptible par la population au jour le jour) sur les politiques internes de la région de Rio de Janeiro.

3.7.2 Les lacunes internes

Le Brésil est au pris avec des lacunes internes bien connus, qu'on pense à la pauvreté, la violence, l'inflation et les très grandes inégalités sociales, ce sont là plusieurs éléments qui ralentissent la croissance brésilienne. Cette section s'attardera plus spécifiquement aux impacts de la venue des grands évènements sportifs internationaux sur des indicateurs comme le taux d'homicide, le taux d'inflation et le taux de chômage.

Effets voulus des grands évènements sportifs internationaux

D'ores et déjà, nous savons que l'armée et les Unités de polices pacificatrices (UPP) ont entamé depuis 2007 la pacification des favelas afin de diminuer le niveau de criminalité, notamment lié à la vente de drogue. Il faut savoir que les favelas sont l'appellation brésilienne des bidonvilles, étant en fait les parties les plus défavorisées des villes, où tout est fait en marge de la société.

Ce programme de pacification vise l'occupation des 40 favelas les plus violentes de la ville de Rio de Janeiro (McAdams, 2010, p. 11). Cette mesure est directement liée au fait que Rio sera l'hôte de la Coupe du Monde et des JO, puisque l'ensemble des favelas visées sont

dans la partie sud de la ville, soit là où les athlètes, les touristes et les yeux du monde au complet seront tournés. Comme le stipulait Victoria Baena :

There have been multiple interventions by the government, mostly unsuccessful, to remove or rehabilitate favelas. However, the 2014 and 2016 competitions to be held in Brazil have lent a renewed urgency to these attempts. They are a test for the country as to whether it can ensure security for the thousands that will be pouring in, especially in a city where 6,000 people are killed each year (Baena, 2011, p. 34).

Depuis l'urbanisation rapide des années 1950, les favelas constituent un véritable frein à la croissance des villes brésiliennes, non pas de façon géographique, mais bien économiquement et socialement. Les problèmes de criminalité, de violence, de drogue et d'économie informelle sont devenus endémiques dans les grandes favelas de Rio de Janeiro, tellement que pendant longtemps la police n'allait plus dans ces endroits par peur des milices armées. La venue des JO et de la Coupe du Monde change la donne pour les dirigeants, c'est pourquoi l'auteure ajoute que:

Indeed, many have questioned the judgment of FIFA and the IOC in choosing a host that continues to suffer from such instability. But beyond assessing Brazil from abroad, these deadlines provide a unique opportunity for Brazilian leaders to finally reverse the cycle of violence and poverty in the favelas, ensuring that their residents share in the economic benefits the rest of Brazil has already begun to reap (Baena, 2011, p. 34).

Le programme de pacification mis en place en 2007, visant à installer une unité permanente de police pacificatrice, ainsi que de retirer la main mise des trafiquants de drogue sur la majorité des 1000 favelas de Rio de Janeiro, semble avoir eu les effets escomptés puisque le programme a jusqu'à maintenant touché plus de 200 favelas et bénéficié à

approximativement 1,5 millions de résidents² (Millington & Darnell, 2012, p. 200). Les homicides ont chuté à leur plus bas niveau depuis 1991. De plus, l'Institut régional de la Sécurité publique a indiqué que le taux d'homicide de Rio de Janeiro pour les cinq premiers mois de 2012 était à son plus bas niveau au cours des 21 dernières années, avec un taux de 10,9 homicides pour 100 000 habitants (Millington & Darnell, 2012, p. 201). En 1999, le taux d'homicide des favelas était de 100 homicides par 100 000 habitants, comparativement à 35 pour la ville de Rio de Janeiro en entier. En regardant le taux de 2012, on s'aperçoit que par année il y a 29% moins d'homicides qu'il y en avait il y a seulement 13 ans (McAdams, 2010, p. 12). À titre de comparaison, Montréal a un taux d'homicide, selon Statistique Canada, de 1,19 homicide par 100 000 habitants, près de 10 fois moins élevé que Rio de Janeiro. Il y a encore du travail à faire, par contre il y a nettement eu amélioration et le rendez-vous du football en 2014 et la célébration ultime du sport en 2016 en sont la cause directe de l'avancement rapide de ce dossier de politique interne (Millington & Darnell, 2012, p. 208).

Une des grandes craintes des marchés et de la droite brésilienne lors de l'élection de Lula en 2002 était sa capacité à générer une croissance et à créer de l'emploi. À la fin du deuxième mandat de FHC, l'inflation avait de beaucoup diminué, la monnaie avait repris de sa valeur, l'économie se portait généralement bien, mais le taux de chômage était à son taux le plus élevé en 25 ans. Lula devait donc composer avec un taux de chômage à 12,3% à son arrivée en 2003 selon le FMI. La venue de la Coupe du Monde de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016 a donné un nouveau souffle à la création d'emplois au Brésil.

² Il faut noter la dichotomie au niveau de l'application du programme de pacification entre l'ère Lula et l'ère Rousseff. Entre 2008 et 2010, la pacification des favelas se faisait de façon extrêmement violente. Le Batalhão de Operações Policiais Especiais (BOPE) avait pour mandat d'exercer une répression continue des gangs de narcotrafiquants contrôlant les favelas. De nombreux combats armés ont éclaté entre le BOPE et les narcotrafiquants faisant plusieurs morts et blessés (McAdams, 2010, p.11). Depuis l'arrivée de Dilma Rousseff, la tactique utilisée est non seulement plus efficace, mais également moins meurtrière. En effet, l'information que l'armée va pacifier une favela est diffusée dans les médias la veille et le lendemain à l'entrée des militaires et du BOPE, les trafiquants ont déjà déserté.

Lors de son premier mandat Lula n'a jamais réussi à faire baisser le taux de chômage sous la barre des 10%. Avec l'obtention des deux grands événements sportifs internationaux à partir de 2007, le taux de chômage a constamment diminué pour atteindre 6% à la fin du règne de Lula (Baena, 2011, p. 35). Est-ce que cette diminution est en lien avec la revitalisation urbaine, la construction des nouvelles infrastructures sportives, le déploiement des nouvelles lignes de transport et tout ce qui a trait à la préparation de la réception des deux grands événements sportifs internationaux? Si oui, s'agit-il d'emplois de qualité et ayant une pérennité?

Selon le Ministère de la Plannification, du Budget et de l'Administration, la venue des JO et de la Coupe du Monde a engendré un investissement de 4 milliards dans la construction ou la revitalisation de stades; un investissement de 7 milliards dans la mobilité urbaine (plus de 50 projets incluant des métros, des voies d'autobus, des trains, etc.); et un investissement de 500 millions de dollars dans la construction de nouveaux ports, ces investissements seront responsables de la création d'environ 3 millions d'emplois (Ministério Planejamento, Orçamento e Gestão, 2013). Dès 2010, Lula signe deux nouvelles lois, soit *Bolsa Copa* et *Bolsa Olimpica*, qui augmentent le nombre et le salaire des policiers et des travailleurs de la Coupe du Monde et des JO (McAdams, 2010, p. 14). En analysant seulement les mandats de Lula on peut certes affirmer que la création d'emploi et la corrélation avec sa politique externe agressive sont bien réelles.

Effets pervers des grands événements sportifs internationaux

Depuis le début des années 1980, le Brésil a eu des vagues de problèmes avec le maintien de son taux d'inflation (IPC - Indice des prix à la consommation) et la valuation de sa monnaie. L'inflation mesure le pouvoir d'achat des consommateurs, dans ce cas les

brésiliens, plus l'inflation est élevée moins la monnaie a de la valeur et plus les prix sont élevés. Lorsque FHC prend le pouvoir en 1995, l'IPC est autour de 1000% (Mascarenhas, 2006). Ce dernier entreprend donc un programme de diminution de l'inflation et de revalorisation de la monnaie brésilienne. Le Plan Real permettra de diminuer année après année le taux d'inflation brésilien, pour atteindre 12% en 2002.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, Lula a poursuivi les politiques économiques mises en place par FHC, il a continué dans la poursuite de la diminution du taux d'inflation pour atteindre 3% en 2006 (Gaffney, 2010, p. 9). Le premier mandat de Lula a donc été une réussite du point de vue du maintien de l'inflation et du contrôle de la valeur du réal. Le consommateur brésilien a eu sous le début de l'ère de Lula plus de pouvoir d'achat et des prix beaucoup plus stables qu'il en avait eus durant les vingt années précédentes.

Le 30 octobre 2007, le Président de la FIFA, Joseph S. Blatter, a ravi les supporters brésiliens en annonçant que leur pays organiserait la Coupe du Monde de la FIFA 2014. Ce fut également par la même occasion, l'annonce d'une inévitable hausse des prix générale et durable, notamment ceux du logement, des transports et de l'alimentaire. Depuis 2009, année de la sélection du Brésil à titre de pays organisateur des JO de 2016, le taux d'inflation annuel tourne autour de 6%, comparativement à des taux tournant autour de 1,5% annuellement pour des pays comme le Canada, les États-Unis, la France ou encore l'Allemagne.

Les grands événements sportifs sont possiblement la cause de cette inflation élevée du fait qu'ils sont des éléments extraordinaires qui font grimper la demande. Pour donner un exemple plus concret des impacts de la venue de la Coupe du Monde et des JO sur les habitants d'une ville comme Rio de Janeiro, en moins d'un an, les prix de l'immobilier ont augmenté de près de 20 %. Et depuis janvier 2008, les prix moyens des appartements cariocas

ont grimpé de 178,2 %. Il faut également en comprendre les causes plus profondes. Lorsqu'un gouvernement investit afin d'augmenter sa capacité de production, soit en modernisant ses infrastructures, en créant de nouveaux équipements, en développant la recherche, la formation, etc., il contribue à augmenter la quantité de monnaie disponible et crée par le fait même un déséquilibre par rapport à l'offre des biens et services, qui perçoivent l'opportunité d'augmenter les prix de façon généralisée et cumulative.

À Rio, la Coupe du monde, organisée en 2014, puis les Jeux olympiques, deux ans plus tard, offrent la perspective de prix immobiliers élevés au moins jusqu'en 2017 (Global Property Guide, 2014). Les salaires ne suivent évidemment pas ces augmentations du coût de la vie, ce qui engendre des difficultés pour les moins bien nantis à se loger près des grands centres urbains. La hausse des prix, la perte du pouvoir d'achat des consommateurs et l'exode forcé des pauvres des grandes villes sont des répercussions directes de la tenue des grands événements sportifs internationaux au Brésil. Sur ce point, il est indéniable qu'un citoyen de Rio, ou de n'importe où au Brésil, ressent le poids d'un dossier de politique externe sur son quotidien, bien entendu pas en termes du développement recherché par le gouvernement.

Ces résultats démontrent un certain succès en ce qui a trait au projet de pacification mise en œuvre pour la Coupe du Monde 2014 et les JO d'été de 2016. La violence et les inégalités sociales sont, selon les différents constats, une importante source de ralentissement du développement autant interne qu'externe du Brésil. Le lien entre l'obtention des deux plus importants événements sportifs internationaux et la volonté d'atténuer ces problèmes internes est de plus en plus clair pour nous. Par contre, ils ont également engendré de l'inflation au niveau des prix des logements et des biens à la consommation, plaçant Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasília parmi les villes les plus dispendieuses de toute l'Amérique.

3.8 Un modèle de développement viable?

3.8.1 Le modèle actuel des grands événements sportifs

Chose certaine c'est que le Brésil n'est pas le seul pays ayant fait le choix d'utiliser le sport comme base de modèle de développement sociétal. Lorsqu'on observe la liste des pays hôtes de grands événements sportifs internationaux au 21e siècle, il y a un élément qui nous frappe de plein fouet : les grandes puissances émergentes sont largement représentées. En effet, les 5 nations du BRICS, soit le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, organisent 40% de ces grands événements, soit 3 des 10 Jeux olympiques, autant d'hiver que d'été, et 3 des 5 Coupes du Monde depuis 2008. En voici la liste sous forme de tableau :

Tableau 3.3 Les grands événements sportifs internationaux et le BRICA

Pays du BRICA	Jeux Olympiques	Coupe du Monde
Brésil	2016	2014
Russie	2014	2018
Inde	-	-
Chine	2008	-
Afrique du Sud	-	2010

Source : CIO & FIFA

En fait, l'Inde est le seul pays du groupe à n'avoir pas obtenu les JO (elle a par contre été candidate pour 2012 et 2020) ou la Coupe du monde. Cependant, l'Inde était le pays organisateur des Jeux du Commonwealth en 2010 (Commonwealth Games Federation, 2003).

De plus, notons qu'outre le Brésil, 5 autres nations ont choisi de présenter les JO et la Coupe du monde dans un espace-temps très rapproché, c'est-à-dire la Suisse (1948-1954), le Mexique (1968-1970), l'Allemagne de l'Ouest (1972-1974), les États-Unis (1994-1996) et finalement la Russie (2014-2018) (Comité International Olympique & Fédération Internationale de Football Association). L'impact des Jeux dans le domaine économique peut être très positif pour la ville organisatrice, notamment en termes d'emplois et d'infrastructures.

Pour accueillir les Jeux, la ville et l'État doivent entreprendre la rénovation de nombre de leurs infrastructures, urbaines, sportives et de transports et en créer de nouvelles, afin de donner une image de modernité et d'efficacité au reste du monde. Ce sont donc des considérations plus économiques que sportives qui poussent un pays ou une ville à se lancer dans l'organisation des JO : tous veulent profiter des retombées économiques considérables engendrées par l'événement et par le prestige qui en émane. Les Jeux peuvent notamment contribuer à ce que l'investissement direct étranger (IDE), par exemple des investissements massifs de la part de Bombardier dans sa filiale brésilienne en vue de construire de moderniser le paysage du transport collectif à Sao Paulo et à Rio de Janeiro, soient réalisés dans l'espace concerné (Ministério Planejamento, Orçamento e Gestão, 2013).

Le ministère de l'Éducation nationale en France a fait une étude affirmant que les Jeux olympiques sont un enjeu mondial, dans cette dernière il mentionne qu'un rapport sur la durabilité a été ainsi exigé des organisateurs des Jeux de Londres 2012, Sotchi 2014 et Rio de Janeiro 2016.

Si l'on prend l'exemple de Londres, on peut articuler le design du Parc olympique à la façon dont les opérations d'aménagement sont menées afin d'intégrer l'usage de long terme des infrastructures olympiques. Cette nouvelle approche reflète le fait que le CIO souhaite une utilisation durable des lieux olympiques par les villes d'accueil et leurs communautés (ministère de l'Éducation nationale, 2012, p. 3).

La commission du Sport et de l'environnement, créée en 1995 au sein du CIO, travaille à promouvoir le développement durable et la responsabilité environnementale. Ce thème du développement durable est tellement porté sur le devant de la scène politique mondiale, tellement médiatisé, que les organisateurs d'une telle compétition planétaire ne peuvent y échapper. Le Brésil ne fait pas exception à ce constat. Il utilise la venue des JO en 2016 pour lancer un programme de contrôle de la pollution visant également à améliorer la qualité de l'eau de la Baie de Guanabara (Ministério Planejamento, Orçamento e Gestão, 2013)

De plus, le Mouvement olympique prône la solidarité, ce qui signifie que les nations nanties doivent venir en aide aux moins nanties. À cet effet, un fonds de solidarité olympique a été créé au sein du CIO afin d'offrir une aide qui prend la forme de programme élaboré en commun par le CIO et les Comités Nationaux Olympiques (CNO) touchés, avec l'assistance technique, si nécessaire, des Fédérations Internationales. Administrée par la Commission pour la Solidarité Olympique, elle contribue à la promotion des principes fondamentaux du Mouvement, au développement de certaines techniques sportives des athlètes et des entraîneurs, à l'amélioration du niveau technique de ces derniers grâce à des bourses (Comité International Olympique). Pour sa part, le Brésil et Itamaraty ont repris ce thème pour l'intégrer au cœur de leur présentation. La notion de legs (*legacy*) est présente dans l'ensemble de leur communication, on parle de leg urbain, de *leg social* et de leg environnemental (Ministério Planejamento, Orçamento e Gestão, 2013). Les communications officielles font état d'investissements qui auront des répercussions durables, que ce soit au niveau du transport collectif, de l'augmentation de la sécurité pour les citoyens, l'urbanisation des favelas ou encore les mesures de contrôle de la pollution.

Les JO ont un tel poids médiatique qu'ils s'accompagnent de retombées économiques majeures. Les onze sponsors officiels des Jeux (Coca Cola, Acer, Atos, Dow, GE, McDonalds, Omega, Panasonic, P&G, Samsung, Visa) ont ainsi acquitté 900 millions de

dollars de droit d'entrée; ils en attendent un retour fort sur investissement (Augustin, 2007, p 154) . Le choix récent de mégapoles de pays émergents va clairement dans cette optique de conquérir de nouveaux marchés. L'ampleur financière liée à l'organisation des Jeux olympiques soulève donc le problème du poids croissant des enjeux économiques. Chaque pays utilise les JO ou la Coupe du monde pour des raisons différentes, certains « rising powers such as Germany in the 1930s and China in the 2000s have used the Games to demonstrate their power and to take advantage of the diplomatic opportunities that come along with the hosting role » (Cottrell & Nelson, 2010, p. 731). Certes le Brésil n'a pas négligé ces raisons lorsqu'il a choisi de recevoir les deux plus gros événements sportifs internationaux en l'espace de quatre années, par contre, notre analyse démontre que la volonté première était réellement d'en faire un modèle de développement interne. Non seulement ceux-ci ont été à la base d'une croissance de l'économie, grâce à des IDE, des investissements gouvernementaux massifs, la création d'emploi et etc., mais cela a fait en sorte que le gouvernement a pu régler une partie des problèmes de violences et d'insécurité qui faisaient rage dans ses grandes villes.

3.8.2 Les impacts sur une ville comme Rio de Janeiro

Pourquoi recevoir les Jeux Olympiques, ainsi que la Coupe du Monde de soccer? Au niveau interne, cela représente des investissements massifs dans les infrastructures et les transformations urbaines (construction de nouveaux quartiers ou revitalisation des précédents), des constructions ou la réfection de sites sportifs dotés des dernières technologies et nécessitant les plus hauts standards de performance. Il s'agit d'investissements massifs, qui comme le soutient Hoberman :

Governments invest billions of taxpayer dollars to stage the games in hopes of boosting tourism and urban infrastructure. But such spending is fraught with risk. The 1976 Montreal Games incurred a \$1.5 billion debt that was not paid off until December 2006. The 2012 London Games will cost Britain's taxpayers more than \$20 billion (Hoberman, 2008, p. 24).

Il faut savoir que lorsque Rio de Janeiro a eu la confirmation qu'elle serait l'hôte pour les Jeux Olympiques d'été 2016, c'était la troisième fois que la ville faisait une offre monétaire pour recevoir l'évènement. Les deux premières tentatives auront coûté environ 100 millions de dollars US, seulement pour la candidature (Gaffney, 2010, p. 21).

Depuis 2010, le centre-ville historique de Rio est en pleine revitalisation. Le secteur riverain est sous le coup d'un projet urbain à grande échelle appelé Porto Maravilha. Le projet vise à réaménager la zone portuaire, à augmenter l'attractivité du centre-ville et à renforcer la position concurrentielle de Rio dans l'économie mondiale. Cette rénovation urbaine implique 700 kilomètres de nouveaux réseaux publics (i.e approvisionnement en eau, assainissement, drainage, électricité, gaz et télécommunications), 4 kilomètres de tunnels, 70 kilomètres de routes, 650 km carrés de trottoirs, 17 km de piste cyclable, 15 000 arbres et trois usines de traitement des eaux (Millington & Darnell, 2012, p. 200). Est-ce que le gouvernement brésilien de Lula a utilisé des éléments précis de politique internationale, afin d'accélérer certains dossiers à l'interne? Ces exemples tendent à le démontrer.

Une transformation profonde de la société brésilienne passe également par la modernisation des transports publics (construction et prolongement des métros, création de nouvelles lignes d'autobus, amélioration des infrastructures ferroviaires, etc.) et l'augmentation de la sécurité et la diminution de la violence, notamment proche des zones touchées par les évènements. Dans le cas brésilien cela se répercute, comme nous l'avons démontré précédemment, dans l'intention de pacifier les favelas de la *zona sul* ou comme le mentionnent Millington et Darnell :

The accumulation of land from the poor living in informal housing – or favelas – is currently being achieved through 'Police Pacification Units'(UPPs) that involve

police/military units entering the favelas and removing the prominent drug traffickers from the areas (Millington & Darnell, 2012, p. 200).

Que ce soit pour des raisons à court terme, comme d'assurer la réussite de l'organisation des Jeux en assurant un déroulement sans faille, ou des raisons à long terme, tel que d'améliorer l'apparence, la fonctionnalité et la perception de la région visée, un évènement international de la trempe des JO comporte plus d'impacts sur le pays organisateur à l'interne qu'à l'externe. Christopher Gaffney suggère que les grands évènements sportifs internationaux imposent une doctrine shock du néo-libéralisme, qui installe un régime extra-légal de gouvernance qui transforme de façon permanente l'espace social de Rio de Janeiro. Ce qui rejoint l'argumentaire de Gourevitch [1988], voulant qu'un évènement capable de frapper si fort sur l'appareil étatique, entraîne indubitablement une période de chaos et en résultera la possibilité, pour le gouvernement dans ce cas précis, de faire modifier, accélérer ou ralentir la structure interne.

Effectivement, lorsqu'on regarde les domaines d'intérêts annoncés dans la candidature de Rio de Janeiro pour l'obtention des Jeux Olympiques, on peut voir la volonté d'utiliser un discours sportif dans le rôle que pourrait jouer les Jeux Olympiques dans l'embranchement d'un mécanisme de transformation socio-spatiale. Les valeurs olympiques sont mises de l'avant pour promouvoir l'éducation et le développement social. La notoriété des JO devient un prétexte pour amorcer un développement continu de la ville. L'aspect du nouveau territoire pour les JO est aussi mis de l'avant en même temps que la promotion du Brésil lui-même et ainsi que l'envie de créer une compréhension globale et plus profonde du Brésil moderne, ainsi qu'un héritage sportif pour l'ensemble de l'Amérique du Sud. Cet ensemble de points met en évidence ce que les responsables gouvernementaux ont l'intention de gérer pour créer une accélération dans le développement d'infrastructures modernisées à Rio de Janeiro (Gaffney, 2010, p. 23).

La pièce centrale du projet de rénovation de Rio de Janeiro est la transformation majeure qui a été effectuée au niveau du Maracanã. Elle inclut 10 000 places de stationnement, un centre d'achat directement en lien avec le système de transport collectif et l'extension du toit du stade pour couvrir toutes les places assises. Un projet qui s'élève à plus de 430 millions de dollars (Gaffner, 2010, p. 20). Cet investissement vise à attirer des touristes internationaux, des dirigeants d'entreprises, mais aussi des Brésiliens plutôt riches. C'est le comité d'organisation brésilien qui a tenu à ce que ce stade reçoive la finale du tournoi et que la ville de Rio serve de centre des médias et des communications tout au long de ces événements. Pour le ministre du Sport brésilien, Orlando Silva, et Lula lui-même, le financement public pour les infrastructures de la Coupe du Monde :

is more than a promise made by the current government, it is a promise made by the State, to show the world that Brasil is a growing country with an organized, stable economy (Gaffney, 2010, p. 21)

Les coûts liés aux nouvelles infrastructures du stade et aux modernisations apportées à la qualité de l'air, aux routes et aux systèmes ferroviaires atteindront plusieurs milliards de dollars, en fait, le Brésil prévoit dépenser la somme de 65 milliards US\$ pour le Mondial et les JO (Gaffney, 2010, p. 21). Plusieurs des infrastructures qui seront construites proviendront du Programme fédéral d'Accélération de la Croissance (PAC) et d'autres proviendront d'un partenariat public-privé comme le train à grande vitesse qui reliera Rio à São Paulo (Gaffney, 2010, p. 21). Pressées par la candidature des J.O. et à quelques années d'intervalle, les deux autorités responsables de la mobilité à Rio, l'État fédéré et la Municipalité, ont établi leurs documents directeurs pour le système de transport métropolitain ; c'est exactement de cette façon, avec ce genre d'exemples concrets, qu'on comprend que les décisions de politique étrangère se transforment en politiques publiques internes. Il s'agit d'un tournant important depuis l'abandon de toute politique planificatrice au début des années 1980 (Beyer, 2011, p. 7).

C'est dans ce contexte que le gouvernement de l'Etat de Rio a institué en 2007 une Agence Métropolitaine des Transports (AMTU) avec pour vocation de regrouper les divers acteurs publics et privés pour mener les études et des débats (Beyer, 2011, p. 7). Les JO sont perçus dans ce cas comme un extraordinaire accélérateur pour l'apprentissage de la gouvernance métropolitaine du système des transports. L'accueil de la Coupe du Monde de Football (2014) et des Jeux Olympiques (2016) doit en effet agir comme un électrochoc non seulement à Rio de Janeiro, mais à l'ensemble du Brésil. C'est dans cette optique que Lula souhaitait mobiliser tous les acteurs publics et privés afin d'atténuer les lacunes internes (Gaffney, 2010, p. 22).

La figure de la métropole globale qui se diffuse à l'échelle mondiale impose aux grands ensembles urbains l'acquisition d'un certain nombre d'attributs pour s'affirmer dans la compétition internationale. Les expositions universelles, les grands événements culturels, politiques ou sportifs participent à la mise en spectacle de la ville dans une démarche de marketing urbain. Les transports y occupent alors un rôle-clé car ils doivent garantir l'interface entre le vaste monde et le lieu de l'évènement. La mise en oeuvre de l'accessibilité apparaît comme un élément central qui insère effectivement et symboliquement l'espace métropolitain dans le réseau mondial (Beyer, 2011, p. 10).

La question des transports a été un point sensible dans la candidature de Rio de Janeiro pour les Jeux Olympiques de 2016 qui succéderont aux matchs de la coupe du monde que le Brésil accueillera en 2014. Pour ces deux événements, la ville pouvait mettre en avant ses équipements sportifs et son expérience dans l'organisation événementielle avec les matchs du Maracanã, le Carnaval ou les feux d'artifice du Nouvel An. En 2007, l'accueil des Jeux Panaméricains avait apporté, à une échelle encore modeste, la preuve de la capacité de Rio de gérer un événement sportif complexe. Plus largement, les Olympiades s'inscrivent dans un retournement de conjoncture économique et politique.

La stabilisation macro-économique et la croissance économique soutenue par le pays depuis le milieu des années 1990 ouvrent de nouvelles perspectives d'équipements. Sous la présidence de Lula, le gouvernement fédéral afficha son soutien à des politiques publiques ambitieuses, il a pu compter sur le soutien du gouvernement de la ville de Rio de Janeiro et du gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, en raison d'une conjoncture électorale devenue favorable à la suite de l'élection du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) – principal allié du PT dans la coalition gouvernementale fédérale – au niveau des deux paliers de gouvernance (Beyer, 2011, p. 9). Le dossier de candidature a donc apporté un soin particulier à l'offre de transport collectif et à la constitution d'un système de transport axé sur la facilité de déplacement pour les foules créées par les grands événements sportifs internationaux. Comme le mentionne Beyer :

Les efforts financiers sont partagés à parts égales entre la modernisation du système ferroviaire, l'extension du métro et l'implantation des Bus Rapid Transit (BRT). Les autres projets concernent le développement du réseau routier, l'amélioration des systèmes de contrôle de circulation et des aménagements sur les deux sites aéroportuaires. Aux garanties financières apportées par le gouvernement fédéral aux collectivités locales s'ajoutent les subventions spéciales en complément de celles déjà réservées pour la coupe du monde de 2014 (PAC Mobilidade) (Beyer, 2011, p. 9).

L'événement est donc une indéniable opportunité pour accélérer la refonte du système avec la mobilisation des moyens humains et financiers exceptionnels (Beyer, 2011, p. 9). Dans la colonne des revenus, le comité organisateur du Mondial profita de la vente des 3,3 millions de billets. Il faudra voir comment le Brésil sera en mesure de rentabiliser ses investissements, d'une part, s'il pourra dégager un profit à court terme des événements sportifs internationaux, et d'autre part, s'il sera capable de créer un moteur économique axé sur le futur et en corrigeant les lacunes profondes du système brésilien qui pèsent sur le pays tout entier depuis des lustres.

L'impact des mégas-événements sportifs sur la ville de Rio de Janeiro est énorme et déjà perceptible. Comme nous l'avons mentionné, depuis 2010, le centre-ville historique de Rio est en pleine revitalisation, la ville tout entière subit une rénovation urbaine majeure, les transports sont modernisés, la violence et l'insécurité diminuent. Les cariocas vous le diront, le simple fait de marcher dans les rues après le coucher du soleil, avant les différentes mesures mises en place pour la venue des grands événements sportifs internationaux, était fortement déconseillé tant c'était dangereux. L'investissement nécessaire a été colossal pour faire tout cela et il y a eu des effets pervers, tels que l'inflation, mais au final la ville de Rio de Janeiro, l'État de Rio de Janeiro et le Brésil tout entier sortent déjà gagnant de cette expérience.

Il sera également intéressant de voir comment la récente tenue des Jeux Olympiques de Sotchi à l'hiver 2014, qui ont été les plus coûteux de l'histoire avec un budget total de plus de 50 milliards de dollars, selon le vice-Premier ministre russe Dmitri Kozak, aura un impact sur l'utilisation de ce modèle de développement par les autres pays. Déjà le CIO se retrouve avec des problèmes de recrutement pour le pays hôte des JO pour 2022. 6 villes avaient déposé leur candidature en 2013, soit Almaty au Kazakhstan, Beijing en Chine, Cracovie en Pologne, Lviv en Ukraine, Oslo en Norvège et finalement Stockholm en Suède (Comité International Olympique). Toutes ces villes vont finir par retirer leur candidature, à l'exception d'Almaty et de Beijing (Comité International Olympique). Dans les autres cas, l'impopularité du projet par la population ou le manque de soutien politique aura raison des aspirations olympiques. Pour faire face à cette situation, le CIO a d'ailleurs permis aux villes voulant être candidates de pouvoir déposer une candidature conjointe, ce qui diviserait les risques et les coûts, ce que le CIO avait toujours refusé. Est-ce que le modèle de développement interne par les grands événements sportifs internationaux est un modèle seulement accessible aux pays les plus riches? Le temps le dira, mais il est certain que l'idée d'investir autant pour un événement fait peur à plus d'un potentiel candidat.

CONCLUSION

Il y a de cela 30 ans, le président Reagan lors de sa première visite au Brésil s'exclamait : « Je suis ravi d'être en Bolivie ! » (Lambert, 2010). Était-ce un lapsus ? Un profond manque de connaissance géographique, ou tout simplement ce qu'il pensait vraiment ? Quoi qu'il en soit, cette période où un président des États-Unis ou tout autre chef d'État pourrait se fourvoyer entre la Bolivie et le Brésil semble inconcevable depuis l'arrivée de Lula à la tête du pays. Nous l'avons mentionné d'emblée, le Brésil est sur toutes les lèvres et n'est pas prêt d'arrêter de l'être. Le pays de l'*Ordre et du Progrès* a d'ores et déjà été l'hôte de la Coupe du Monde en 2014 et sera celui des JO en 2016.

En partant du constat de Waltz [2001] que c'est la politique interne qui a des répercussions sur la politique externe, nous avons voulu démontrer que l'inverse est aussi valide. À l'aide de Gourevitch [1988] et de la *Seconde Image Reversed* nous avons répondu à Waltz en soutenant que le système international est une cause de la structure interne des États et que la compréhension de la dynamique internationale passe par l'analyse des structures domestiques des États. Constat qui sera renforcé par les théories de Gerschenkron [1962] et Evans [1995], nous apportant une nouvelle dimension avec l'analyse des acteurs étatiques, leurs rôles, leurs volontés et leurs impacts sur les politiques internes et externes. Finalement Putnam [1988] vient compléter notre démonstration en apportant l'idée selon laquelle la politique interne et externe s'influencent mutuellement constamment et que c'est la capacité du gouvernement en place à gérer les divisions à l'interne qui déterminera comment l'influence se fera. Cette analyse d'un point de vue théorique nous a aidé à mieux comprendre les agissements du gouvernement brésilien sous Lula, tout en nous donnant les outils conceptuels pour en analyser les intentions derrière ces agissements.

Une partie importante de ce mémoire traite du sport et de son rapport à la politique, nous avons donc voulu analyser la littérature théorique, mais également les textes fondateurs (i.e la Constitution brésilienne, la Charte olympique et la Charte de la FIFA) pour mieux

comprendre cette interaction. Suite à cette analyse, il n'y a pas de doute à nos yeux que les grands événements sportifs internationaux sont non seulement politique et capable d'influencer un État ou le système international, comme une crise financière ou une guerre pourraient le faire, mais en plus ces méga-événements peuvent être utilisés à titre de modèle de développement. Les Brésiliens ont, certes, une connexion particulière avec le sport, si bien que ceci est affirmé dans leur constitution, néanmoins la transformation profonde d'une société en utilisant les grands événements sportifs internationaux n'est pas qu'isolé et hasardeuse, le Brésil l'a fait en 1950, le Mexique dans les années 1960, la Corée du Sud au tournant des années 1980 et les États-Unis également au milieu de la décennie 1990.

Il est intéressant de noter la contribution de ce mémoire sur l'exploration de ce terrain relativement nouveau, qu'est l'utilisation du sport à des fins politiques, à l'aide des théories classiques des Relations internationales. Les concepts utilisés par le réalisme néo-classique traitant des méthodes de développement étatique (i.e *Second Image*, *Second Image Reversed*, *Economic Backwardness*, *Embedded Autonomy*, *Two-level Games*, etc.) peuvent également s'appliquer aux méga-événements sportifs et nous aide à expliquer à l'aide d'exemples concrets les aléas des interactions entre politique intérieure et politique extérieure d'un même État.

Nous avons choisi d'effectuer une révision historique de l'utilisation par les gouvernements brésiliens de la politique internationale et de son influence sur les politiques internes dans le but de dénoter les distinctions entre la politique externe compassatoire qui a prévalu à certain moment de l'histoire du Brésil et la politique étrangère de transformation sociétale. Ce mémoire démontre clairement que le lien entre politique extérieure et politique intérieure est primordial pour comprendre les fondements mêmes du Brésil, son histoire et son évolution. Les dirigeants brésiliens utilisent les relations avec l'Angleterre pour préserver l'indépendance du pays dès sa création. Le développement de la politique externe n'a qu'un seul but et c'est d'assurer et de préserver l'indépendance du Brésil. Ensuite, ce fut la période où la priorité, en matière de politique extérieure était la définition claire des frontières. Cette

priorité restera d'ailleurs le vecteur principal de la politique extérieure brésilienne, jusqu'à ce que le Baron Rio Branco fasse en sorte que la politique externe brésilienne s'exécute par le principe que la frontière doit être une source de coopération plutôt que de conflit. Par le fait même, la politique interne a pu être orientée sur le développement et la croissance. De Vargas à FHC la politique externe servait à combler les lacunes internes, surtout le sous-développement et la faiblesse de l'exportation. Pour finalement arriver au gouvernement de Lula,

Est-ce que nous pouvons affirmer sans nous tromper que Lula ait fait de l'obtention et de la préparation des Jeux olympiques de 2016 un élément clé de sa politique extérieure, afin de mettre en œuvre ou encore faire avancer les dossiers de politique internes, considérés prioritaires aux yeux de ce gouvernement brésilien ? L'analyse effectuée dans ce mémoire nous force à croire que ce fut bel et bien le cas. Pour le moment nous pouvons penser que plusieurs éléments de sa politique externe étaient consciemment utilisés pour le développement interne du Brésil, que ce soit au niveau économique et social. Le bilan des années sous la gouvernance de Lula nous démontre que le Brésil est sur toutes les lèvres au niveau international, sa place de tête au sein du groupe des pays de l'Amérique latine n'est plus contestée, la croissance du PIB a été constante, les exportations et ententes commerciales ont explosé, le chômage a diminué, la violence et la pauvreté également et Lula a quitté le pouvoir avec une cote de popularité enviable par n'importe quel politicien.

En notre sens, le gouvernement brésilien sous Lula a fait de l'obtention et de la préparation des Jeux olympiques et de la Coupe du monde de soccer des éléments clés de sa politique extérieure, afin de mettre en œuvre ou encore faire avancer les dossiers de politique interne, considérés prioritaires aux yeux de ce gouvernement, tout cela dans l'optique d'initier une transformation profonde de la société brésilienne.

ANNEXE A

SYNTHÈSE DE LA LITTÉRATURE EN RI

Dossiers domestiques affectent dossiers internationaux	Dossiers internationaux affectent dossiers domestiques
<p>1- Kenneth N.Waltz – Second Image 2- Peter Katzenstein/Stephen Krasner – Structural factors : State strength 3- John Owen – Domestic institutional promotion</p> <p>Concepts: Partial equilibrium</p>	<p>1- Peter Gourevitch – Second Image Reversed 2- Joseph Nye/Robert Keohane – Interdependence and transnationalism 3- Alexander Gerschenkron – Economic backwardness</p>
Les deux s'influencent de façon égale	Aucune influence significative d'une part ou l'autre
<p>1- Robert D. Putnam – The Two-level games (Central decision-makers strive to reconcile domestic and international imperatives simultaneously)</p> <p>2- Amado Luiz Cervo – A logistic State (Strategic planning, supporting and legitimizing initiatives of other economic and social actor, capability to govern with the international forces)</p> <p>Concepts: - General equilibrium - Win-sets - Reverberation - Spillover</p>	<p>1- Yaavoc Vertzberger – le gain vis-à-vis le risqué 2- Clovis Brigagão – La régionalisation par la diplomatie, le développement économique et technologique et la politique de défense</p>

ANNEXE B

SYNTHÈSE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE BRÉSILIENNE SOUS LULA

Politique extérieure brésilienne	
2003-2006	2007-2010
<ul style="list-style-type: none"> - Défense de la souveraineté et des intérêts nationaux <ul style="list-style-type: none"> o BNDES pour financer vente sur marché brésilien d'équipements o Négociation au sommet de l'OMC à Cancún - Consolidation de la capacité d'intervention dans le monde - Défense active du multilatéralisme <ul style="list-style-type: none"> o Promotion de la paix et de la démocratie o Augmentation de la coopération (ex : MINUSTAH) o Alliance stratégique IBAS (G3) o Demande d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU o 1^{er} Sommet latino-arabe à Brasília - Intégration politique par l'Amérique latine comme plateforme du pouvoir <ul style="list-style-type: none"> o Renforcement du Mercosul o Affirmation du leadership régional o Stabilité régional o Rapprochement Venezuela/Brésil au niveau du secteur énergétique o Acceptation nationalisation du pétrole bolivien o Méditation dans les conflits régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Défense de la souveraineté et des intérêts nationaux <ul style="list-style-type: none"> o Augmentation de l'aspect idéologique de la diplomatie, rapprochement avec l'Iran, Venezuela, Bolivie, Honduras o Partenariat stratégique avec l'Union européenne à Lisbonne o Brésil choix de la FIFA pour la Coupe du Monde 2014 o Rio de Janeiro choisi pour les Jeux olympiques de 2016 - Consolidation de la capacité d'intervention dans le monde <ul style="list-style-type: none"> o Achat d'équipement militaire à la France o Relance du programme nucléaire – 1^{er} sous-marin atomique - Défense active du multilatéralisme <ul style="list-style-type: none"> o Promotion de la paix et de la démocratie o Accord entre Brésil et Turquie pour résoudre crise nucléaire en Iran o 1^{er} Sommet du groupe BRIC - Intégration politique par l'Amérique latine comme plateforme du pouvoir <ul style="list-style-type: none"> o Création de l'Unasul o Affirmation du leadership régional o Méditation dans les conflits régionaux

Source : Lambert, 2010, p85-86

ANNEXE C

LES GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX ET LE BRICA

Pays du BRICA	Jeux Olympiques	Coupe du Monde
Brésil	2016	2014
Russie	2014	2018
Inde	-	-
Chine	2008	-
Afrique du Sud	-	2010

Source : CIO & FIFA

BIBLIOGRAPHIE

Almeida, Paulo Roberto de. « Uma nova 'arquitetura' diplomática? - Interpretações divergentes sobre a política externa do governo Lula (2003-2006) ». *Revista Brasileira de Política Internacional* [En ligne] http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292006000100005&script=sci_arttext. 2006, vol.49, n.1, pp. 95-116.

Augustin, Jean-Pierre, *Géographie du sport. Spatialités contemporaines et mondialisation*, Armand Colin, « U », 2007, 220 p.

Augustin, Jean-Pierre & Gillon, Pascal. *L'olympisme : bilan et enjeux géopolitiques*. Paris : Armand Colin. 2004. 171p.

Baena, Victoria. « Favelas in the Spotlight. Transforming the Slums of Rio de Janeiro ». *Harvard International Review*. 2011, p. 34-37.

Bandeira, Luiz Alberto. « O Brasil como potência regional e a importância estratégica da América do Sul na sua política exterior ». *Revue Espaco Acadêmico*. 2008, 91 (VIII), p 1-20.

Barman, Roderick James. *Brazil : The Forging of a Nation, 1798–1852*. Californie: Stanford University Press, 1988, 334p.

Bernal-Meza, Raul. « A política exterior do Brasil: 1990-2002 ». *Rev. Bras. Polít. Int.* 2002, 45 (1): p. 36-71.

Bethell, Leslie. *A abolição do tráfico de escravos no Brasil - A Grã-Bretanha, o Brasil e a questão do tráfico de escravos, 1807-1869*. Rio de Janeiro, Editora Expressão e Cultura, São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, 1976. 406 p.

Beyer, Antoine. « L'échéance des Jeux Olympiques de 2016 et les stratégies de restructuration du transport métropolitain de Rio de Janeiro. » *Confins*. 2011, Numéro 12, p. 1-14.

Black, David. « Dreaming big: The pursuit of 'second order' games as a strategic response to globalization ». *Sport in Society*. 2008. 11(4), p. 467-480.

Black D & Van der Westhuizen J. « The allure of global games for 'semi-peripheral' polities and spaces: A research agenda». *Third World Quarterly*. 2004. 25(7), p. 1195-1214.

Boniface, Pascal. *JO Politiques*. Paris : Jean-Claude Gawsewitch Éditeur. 2012. 253 p.

Brewster, Claire. « Changing impressions of Mexico for the 1968 games ». *Bulletin of Latin American Research*. 2010. 29(1), p. 23-45.

Brigagao, Clocis & Seabra Rafael. « Panorama estratégico da política externa brasileira: os caminhos da inserção internacional », *Relações Internacionais* dezembro : 2009, p. 75-81.

Brunner, Renata. « Le projet de puissance régionale du premier gouvernement Lula ». *Mémoire de maîtrise*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2011, 160 p.

CEBRI. « Dossiê : Prioridades da Política Externa Brasileira à Luz do Interesse Nacional » *Edição especial - volume 2 - Ano 9*, 2010, 85 p.

Cervo, Amado Luiz. « Brazil's Rise on the International Scene: Brazil and the World », *Rev. Bras. Polít. Int.*, 53 (special edition), 2010, p 7-32.

Cervo, Amado Luiz. « Política exterior e relações internacionais do Brasil : enfoque paradigmático ». *Rev. Bras. Polít. Int.*, 2002, 46 (2): p. 5-25.

CIO, *Le Mouvement olympique*, Lausanne, Solidarité olympique, 1993.

CIO, *Manuel d'administration sportive*, Lausanne, Solidarité olympique, 2001.

CIO, Pierre De COUBERTIN, Textes choisis, sous la direction du Pr. Norbert MULLER, CIO, Zurich, 1986. De COUBERTIN (P.), Mémoires olympiques, réimprimé par le CIO en 1997.

Comité International Olympique. Charte olympique. CIO, Septembre 2013, 109 p.

Cornelissen, Scarlett. A delicate balance: Major sports events and development. In: Levermore R and Beacom A (eds) Sport and International Development. New York: Palgrave Macmillan, 2009, pp. 76–97.

Cornelissen, Scarlett. « The geopolitics of global aspiration: Sport mega-events and emerging powers ». *International Journal of the History of Sport* 25(16), 2010 : 3008–3025.

Cottrell, Patrick & Nelson, Travis. « Not just the Games? Power, protest and politics as the Olympics » *European Journal of International Relations*, no 17, 2011, p. 729-753.

Curi M, Knijnik J & Mascarenhas G. « The Pan American Games in Rio de Janeiro 2007: Consequences of a sport mega-event on a BRIC country ». *International Review for the Sociology of Sport* 46(2), 2011: 140–156.

Darnell, Simon C. « Playing with race: Right to play and the production of whiteness in 'development through sport' ». *Sport in Society*, 2007, 10(4): 560–579.

Darnell, Simon C. « Olympism in action, Olympic hosting and the politics of 'sport for development and peace': Investigating the development discourses of Rio 2016 ». *Sport in Society*, Volume 15, Issue 6, 2012, p. 869-887.

Demorgon, Jacques. « Les sports et les Jeux Olympiques dans le devenir des sociétés : Des Grecs à la mondialisation olympique actuelle », *Synergies Chine*, n° 4, 2009 p. 173-186.

Enders, Armelle. *Histoire du Brésil contemporain: XIXe-XXe siècles*. Bruxelles : Editions Complexe, 1997, 282 p.

Evans, Peter. *Embedded Autonomy : States and Industrial Transformation*. Princeton: Princeton University Press, 1995, 344 p.

Fédération Internationale de Football Association. *Statuts de la FIFA*. FIFA, Édition : juillet 2013, 80 p.

Flemes, Daniel. « Brazil strategic options in a multiregional world order ». *German Institute of Global and Area Studies*, 2008, p. 1-26.

Gaffney, Christopher. « Mega-events and socio-spatial dynamics in Rio de Janeiro, 1919-2016 ». *Journal of Latin American Geography*, 9 (1), 2010, p. 7-28.

Gerschenkron, Alexander. *Economic Backwardness in Historical Perspective: A Book of Essays*, Belknap Press of Harvard University Press, 1962, 456p.

Gourevitch, Peter. « The Second Image Reversed : The International Sources of Domestic Politics ». *International Organization*, Vol. 32, No. 4 (Autumn, 1978), pp. 881-912.

Gratiu, Suzana. « O Brasil nas Américas: potência regional pacificadora? ». *FRIDE*, 2007, 35 : p. 1-40.

Hargreaves, John. « Olympism and Nationalism: Some Preliminary Considerations ». In Eric Dunning et Dominic Malcolm (eds), *Sport: Critical Concepts in Sociology, Volume IV – Issues in the Sociology of Sport*, p. 18-36. Londres : Routledge, 2003.

Hoberman, John. « Think Again: The Olympics ». *Foreign Policy*, no 167, 2008, p. 22-28.

Horne, John and Manzenreiter Wolfram. *Sports Mega-events: Social Scientific Analyses of a Global Phenomenon*. London: Blackwell Publishing, 2006.

John J. MacAloon, *This Great Symbol: Pierre de Coubertin and the Origins of the Modern Olympic Games*. Chicago: University of Chicago Press, 1984, 359 p.

Jorge, Fernando. Os 150 anos da nossa independência, Rio de Janeiro: Edições MM [i. e. Mundo Musical, 1972, 278 p.

Kidd, Bruce. « A new social movement: Sport for development and peace ». *Sport in Society* 11(4), 2000: p. 370–380.

Kiejman, Claude-Catherine & Held, Jean-Francis. *Mexico, le pain et les jeux*. Paris Éditions du Seuil, 1969, 189p.

Lafer, Celso. *A identidade internacional do Brasil e a política externa brasileira: passado, presente e future*. São Paulo, Perspectiva, 2001, 126 p.

La Géographie, « Planète sport, l'enjeu des Jeux », n° 3 nouvelle formule, été 2008.

Lambert, Renaud. « Là où le Brésil va... » *Le Monde diplomatique* « Manière de voir » n° 113, Octobre - novembre 2010, 90 p.

Lenskyj, Helen Jefferson. *Inside the Olympic Industry: Power, Politics, and Activism*. Albany, NY: State University of New York Press, 2000, 216 p.

Lima, Maria. « Aspiração internacional e política externa ». *Revista Brasileira de Comércio Exterior*, 2005, 82 (19) : p. 1-24.

Mascarenhas, Gilmar. 2006. Nada novo na geografia carioca. *Democratia Vira* 35(1) : 47-50.

McAdams, Megan. « The Dark Side of Brazil's Olympic Dreams : The 2016 Olympic Host Battles Poverty, Violent crime, and Police Brutality ». Washington report on the hemisphere, Vol.30, No 6 &7, 2010, p. 11-15.

Meyer, Peter J. « Brazil-U.S. Relations ». Congressional Research Service, 2011, 31 p.

Millington, Rob & Darnell, Simon C. « Constructing and Contesting the Olympics Online: The Internet, Rio 2016 and the politics of Brazilian development ». *International Review for the Sociology of Sport*, 2012, p. 190-210

Brasil, Ministério Planejamento, Orçamento e Gestão, Ministro de Estado. *Oportunidades de Investimento*. Brasil : Ministério Planejamento, Orçamento e Gestão, 2013, 39 p.

Nye, Joseph S. *Soft Power : The Means to Success in World Politics*. New York : PublicAffairs, 2004, 191 p.

Oualalou, Lamia. « Brasília oublie le complexe du chien bâtard » *Le Monde diplomatique* « Manière de voir ». n° 113, Octobre - novembre 2010, p. 90-93.

Pasini, Isabela & Pontes, Jeferson « Jogos Pan-Americanos 2007 : rearranjos sócio-espaciais na cidade do Rio de Janeiro ». [En ligne] <http://www.geocities.ws/fporj/REARRANJOESPACIAIS.html> (Consulté le 10 décembre 2013).

Puntigliano, Adrés Rivarola. « Going Global : An Organizational Study of Brazilian Foreign Policy », *Rev. Bras. Polít. Int.*, 51 (1), 2018, p 28-52.

Putnam, Robert. « Diplomacy and Domestic Politics: the Logic of Two-Level Games », *International Organization*, Vol. 42, No.3, Summer 1988, pp. 427-460.

Robert Parienté & Guy Lagorce. *La Fabuleuse Histoire des Jeux olympiques*, Minerva, 2004, 879 p.

Roche, Maurice. *Mega-Events and Modernity: Olympics and Expos in the Growth of Global Culture*. New-York: Routledge, 2000, 304 p.

Roche, Maurice. *The Olympics and Global Citizenship*. *Citizenship Studies*, 6(2), 2002, p. 165-181.

Rocha, Geisa Maria. « Quel bilan social pour Lula? » *Le Monde diplomatique* « Manière de voir » n° 113, Octobre - novembre 2010, p. 93-98.

Rohter, Larry. *Brazil on the Rise: The Story of a Country Transformed*. New York: Palgrave Macmillan, 2012, 304 p.

Santiso, Javier. *Amérique latine : Révolutionnaire, libérale, pragmatique*. Paris, Éditions Autrement, 2005, 156 p.

Santos, Norma Breda dos. « História das Relações Internacionais no Brasil: esboço de uma avaliação sobre a área » *História*, São Paulo, v.24, n.1, 2005, p. 11-39.

Saraiva, Miriam Gomes. « A opção européia e o projeto de Brasil potência emergente ». *Contexto Internacional*, 1990, 11 : p. 95-117.

Shaikin, Bill. *Sport and politics the Olympics and the Los Angeles games*. New York Praeger, 1988, 105p.

Sousa, Sarah-Lea John de. « Entre o Norte e o Sul : o papel do Brasil no sistema internacional de segurança » *Nueva Sociedad* (especial em portuguese), 2008, octobre, p. 123-132.

Souza, Amaury de. *A Agenda Internacional do Brasil: um Estudo sobre a Comunidade Brasileira de Política Externa*. Rio de Janeiro: CEBRI, 2002. 110p.

Suter, Keith. Best Olympics money can buy. *The World Today* 56(8/9), 2000 : p. 40-41.

Topik, Steven C. *Trade and Gunboats: The United States and Brazil in the Age of Empire*. Stanford: Stanford University Press, 1997, 316 pp.

Van Eeuwen, Daniel. *Le nouveau Brésil de Lula : dynamique des paradoxes*. Éditions de l'Aube, 2006, 349p.

Vaz, Alcides Consta. « Parcerias estratégicas no contexto da política exterior brasileira : implicações para o Mercosul ». *Rev. Bras. Polít. Int.*, 1999, 42 (2): p. 52-80.

Ventura, Enrique. « La diplomatie Sud-Sud du Brésil de Lula: entre discours et réalité ». Institut d'Études politiques de Grenoble, 2010, 23 p.

Vertzberger, Yaacov Y.I. « Making and Taking Risky Decisions ». *Cooperation and Conflict*, 1998-33: p. 5-34.

Vianna, Hélio. *História do Brasil : período colonial, monarquia e república*. São Paulo: Edições Melhoramentos Editora da Universidade de São Paulo, 1994, 668 p.

Vigevani, Tullo & Cepaluni, Gabriel. « A política externa de Lula da Silva : a estratégia da autonomia pela diversificação ». *Contexto Internacional*, 2007, 29 (2): p. 273-335.

Villafañe, Luis Claudio. « A América do Sul no discurso diplomático brasileiro ». *Rev. Bras. Polít. Int.*, 2005, 48 (2): p. 185-204.

Visentini, Paulo. « O Brasil e o Mundo : a política externa e suas fases ». *Ensaio FEE Porto Alegre*, 1999, 20 (1): p. 132-154.

Waltz, Kenneth N. *Man, the State and War. A Theoretical Analysis*. New York, Columbia University Press, 2001, 264 p.

Wright, Erik Olin. « Review of Peter Evans, *Embedded Autonomy* ». *Contemporary Sociology*, Vol. 25, No. 2., 1996, p. 176-177.